

Mascarade au Liban

UNE loi et un calendrier électoraux taillés sur mesure pour satisfaire les intérêts, immédiats et plus lointains, de la Syrie, un taux record d'abstention, des irrégularités criantes : les élections législatives libanaises, dont le premier acte a eu lieu dimanche 23 août, tiennent de la mascarade.

Trois jours après le vote, les résultats défilent du scrutin qui s'est déroulé dans deux des cinq circonscriptions, la Bekaa et le nord du pays, n'avaient toujours pas été rendus publics. L'ensemble du corps électoral attendait à peine deux millions cinq cent mille personnes, le lentur du dépouillement à quelques heures de l'annonce et tend à donner raison à ceux qui craignent la fraude.

POUR cause de truquage, déjà, le président de la Chambre des députés sortants, M. Hussein Huseini, avait présenté dimanche sa démission. Partout ailleurs, le geste aurait été jugé courageux, ou ayant pour le moins un certain panache. Mais M. Huseini n'a fait en l'occurrence que tirer la leçon de sa mise en minorité par le mouvement pro-iranien du Hezbollah. Ami de la Syrie et ardent partisan de ces législatives, il fut au demeurant l'un des artisans des accords de Taëf, auxquels chacun fait dire ce qu'il veut, quand il veut.

Mardi, ce sont les ministres des affaires étrangères et des postes et communications du gouvernement de M. Rachid Solh, MM. Farès Boueiz et Georges Saadé, qui ont menacé de se démettre si les résultats du scrutin n'étaient pas annulés et les élections reportées. Le premier n'a jamais caché, il est vrai, son manque d'enthousiasme pour ce scrutin, tandis que le Parti phalangiste - que préside M. Saadé - boycotte purement et simplement les élections. Le véritable courage n'aurait-il pas toutefois consisté à démissionner avant et non pas après le début de la consultation ?

Imperturbable, le gouvernement prétend maintenir la suite du calendrier électoral pour les habitants du Mont-Liban, qui doivent voter dimanche prochain, et les Beyrouthins, le 6 septembre. Mais les partis de l'opposition chrétienne, qui ont appelé à une grève générale de trois jours à partir de vendredi - comme ils l'avaient fait, avec succès, la semaine dernière - cachent mal leur joie de voir le gouvernement à ce point discrédité.

AU-DELA de ces querelles électorales, cet épisode démontre plusieurs choses. La Syrie maîtrise-t-elle parfaitement le jeu au Liban, et si oui, à quel point peut lui servir un Liban qui n'entreprendrait même pas la fiction de son indépendance, et où les islamistes gagnent sans cesse du terrain ? Ces derniers sont du reste les seuls à pouvoir aujourd'hui, en prétendant sans vergogne que la seule consultation électorale ne fut plus libre au Liban.

Quant aux Occidentaux, qui affirment ne pas vouloir s'immiscer dans les affaires libanaises, pourront-ils indéfiniment pratiquer la politique de l'autruche ? La confusion dans laquelle s'est déroulée la première journée électorale et les fraudes manifestes qui l'ont entachée en ont gravement altéré le sens et la portée, commentant ainsi le Ciel d'Oran. C'est le moins qu'on puisse dire, même en langage diplomatique.

M0147 - 0827 D - 7,00 F



Un entretien avec le ministre des affaires étrangères

M. Dumas : « La crise yougoslave est un banc d'essai pour l'Europe »

Ouverte à 10 heures (11 heures à Paris) mercredi 26 août, la conférence de Londres sur le conflit yougoslave a été précédée par de violents combats à Sarajevo, accompagnés de bombardements serbes dénoncés comme un « scandale » par le secrétaire d'Etat américain, M. Eagleburger. Mardi, lord

« On attendait-voilà de la conférence de Londres ?

La France ne peut que se réjouir de cette conférence qu'elle a demandée depuis longtemps à cor et à cri. Parce qu'elle doit fournir l'occasion d'examiner sérieusement tous les problèmes de fond qui se posent dans l'ex-Yougoslavie - quant aux minorités, aux frontières, aux réfugiés - cette conférence devrait permettre de rompre avec le processus de guerre.

« J'attends aussi - avec prudence - des belligérants qu'ils profitent de cette occasion pour annoncer des mesures concrètes en ce qui concerne les camps, la « purification ethnique » ou les bombardements des populations civiles. L'Europe, quant à elle, devrait profiter de cette rencontre pour manifester son unité.

« Que souhaite la France ?

Il faut d'abord relancer le processus politique, en Bosnie-Herzégovine mais aussi dans toutes les autres régions potentiellement conflictuelles - le Kosovo, la Voïvodine, le Sandjak, la Krajina, la Macédoine. Deuxièmement, il faut essayer d'amorcer une déescalade de la violence, à partir de mesures concrètes : le contrôle des armements lourds, pour lequel de timides suggestions ont déjà été faites ; le contrôle de l'espace aérien bosniaque, qui permettra la maîtrise de nos actions d'accompagnement ; la délimitation des grandes villes ; et peut-être aussi l'instauration

de zones de sécurité pour les populations civiles. Troisièmement, la conférence s'honorait si elle prenait une position claire au sujet de la « purification ethnique » et aussi sur la fermeture des camps. On ne peut que condamner le principe même de la « purification ethnique », mais aussi les conséquences qu'on prétendrait en tirer, et bien sûr condamner ceux qui prétendraient tirer de telles conséquences. Voilà dans quel esprit j'aborde cette conférence qui, je le répète, a été souhaitée par la France.

Propos recueillis par ALAIN DEBOVE et JEAN-PIERRE LANGELLIER

Lire la suite page 4

Lire aussi

- Les combats autour de Sarajevo ont fait une centaine de morts en vingt-quatre heures par FRANÇOISE CHAPLAIN
- « Ils veulent nous exterminer » par BERTRAND POIROT-DELPECH
- La Serbie entre anxiété et espoir par FLORENCE HARTMANN
- Les Douze souhaitent remplacer lord Carrington par un homme plus ferme par ALAIN DEBOVE

pages 3 et 5

Les cicatrices de Jalalabad

La grande ville de l'est de l'Afghanistan souhaite rester en dehors du conflit qui oppose le gouvernement aux islamistes de M. Hekmatyar

JALALABAD

de notre envoyé spécial

La ville porte les stigmates de la guerre : pendant des années, la grande oasis de Jalalabad, capitale de la province orientale du Nangrahar, a subi le sort d'une cité assiégée où tombaient les roquettes et où s'effritaient les balles. Rares sont les maisons, les bâtiments publics dont les murs ne soient balafrés par les cicatrices du conflit : à l'entrée de la ville, l'aéroport, en pitoyable état avec sa tour de

contrôle délabrée, rappelle l'infatigable offensive menée au printemps 1989 par la résistance - et les services secrets pakistanais - pour s'emparer de Jalalabad.

Plus à l'est, sur la route du Pakistan, les bungalows de la « petite Moscou », ancienne zone résidentielle des Soviétiques, sont en ruine. Non loin de là, dans une grande bâtisse écroulée, on aperçoit les restes du générateur d'une centrale électrique. Sur la route, des épaves de chars achèvent de rouiller sous le soleil brûlant de l'été.

Dans la ville qui fut la capitale d'hiver des souverains afghans, la porte monumentale de l'ancien palais royal est criblée d'éclats d'obus. Toutes les vitres de la banque sont brisées. Dans le bazar, qui regorge de pastèques, de melons verts, de fruits et de légumes, les habitants sifflent du thé vert sur les carreaux brisés à ciel ouvert et sans rambarde de restaurants aux murs piquetés d'impacts de balles.

BRUNO PHILIP
Lire la suite page 5

ARTS • SPECTACLES

La Biennale de la danse à Lyon

La cinquième Biennale est consacrée à l'Espagne. En marge des nombreuses preuves de vitalité de la chorégraphie de ce pays, on découvre aussi la grande dame de la danse mondiale, Alicia Alonso, directrice-fondatrice du Ballet national de Cuba.

■ Disques : le dernier album de Carmel. ■ La rentrée théâtrale à Paris et en Ile-de-France. ■ La sélection de la semaine.

pages 11 à 16

JEAN DENIS BREDIN

de l'Académie française



BERNARD LAZARE

de l'Académie française

Jean-Denis Bredin

de l'Académie française

BERNARD LAZARE. La vie, brève et poignante, du premier combattant de l'Affaire Dreyfus, de l'homme qui avait choisi pour toujours le camp des pauvres, des exploités, des parias. Et pour Péguy un héros, un saint, un prophète incompris. « Cet athée ruisselant de la parole de Dieu ».

ÉDITIONS DE FALLOIS/AUTOMNE 1992

Pour répondre à la progression du « non » dans les sondages

Les partisans du traité de Maastricht vont mener une campagne plus active

Quatre sondages rendus publics mardi 25 août indiquent que les intentions de vote des Français se partagent à peu près également, à moins de quatre semaines du référendum, entre partisans et adversaires du traité de Maastricht. La progression du « non » inquiète les dirigeants du PS,

de l'UDF et du RPR, qui se sont prononcés pour le « oui » et qui annoncent leur intention de mener une campagne plus active. « Nous allons tout faire pour convaincre les Français de voter « oui », a déclaré M. Giscard d'Estaing, qui a invité M. Mitterrand à intervenir le moins possible.



Scénario catastrophe

par Erik Izroewicz

Et si le « non » l'emportait ! Depuis plusieurs semaines, boursiers, banquiers et industriels cogitaient sur l'improbable hypothèse d'un rejet par les Français du traité de Maastricht. Leurs réflexions inquiètes ont déjà contribué à la forte baisse de la Bourse de Paris et à l'affaiblissement sensible du franc. La ruée de sondages rendus publics mardi 25 août rend maintenant éventuellement possible une victoire du « non ». Quelles en seraient les conséquences économiques ?

Des scénarios catastrophes écrits par les économistes d'entreprise et de banque, deux certitudes se dégagent. Tout d'abord, le « non » français provoquerait immédiatement une crise de la Bourse et des changes en Europe. Il signifierait ensuite non seulement la mort de la monnaie unique européenne, l'écu, et de son marché, mais aussi sans doute celle du système monétaire européen, le SME.

Lire la suite page 17

Lire aussi l'article de PATRICK JARREAU et nos informations pages 6 et 7

Explosion meurtrière à l'aéroport d'Alger

L'explosion d'une bombe, mercredi matin 26 août, à l'aéroport Houari-Boumediène d'Alger a provoqué la mort de dix personnes et fait un nombre indéterminé de blessés, a annoncé la radio d'Alger en début d'après-midi. L'explosion se serait produite dans le hall de l'aéroport, au guichet de la compagnie Air France.

Climat favorable aux négociations de paix de Washington

Les délégations israélienne et arabe font assaut de bonne volonté.

Lire l'article de PATRICK CLAUDE page 22

Le commerce extérieur à nouveau excédentaire en juillet

La balance commerciale de la France a enregistré un excédent de 6,2 milliards de francs en juillet et 22,6 milliards en sept mois.

Lire page 18

Le sommaire complet se trouve page 22

TOIRE DES SCIENCES
DEUX GRANDES
IT CHANGE LE MONDE

ES CAMERAS
SÉRIES VHS

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 760 M ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 S ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Grèce-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 85 p ; Grèce, 220 DR ; Hongrie, 1,20 T ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,50 \$.

LES FINES D'EMPIRES

Fin juin 1962, à Oran, la ville d'apocalypse. Dans les flammes, les exactions et les sangs mêlés s'achève l'aventure impériale de la France outre-mer.

Par BENJAMIN STORA

Evocant Oran dans le préambule de la Feste, Albert Camus écrivait : « Une manière commode de faire la connaissance d'une ville est de chercher comment on y travaille, comment on y aime et comment on y meurt. Dans notre petite ville (est-ce l'effet du climat ?), tout cela se fait ensemble, du même air frénétique et absent. Mais, ce qui est original, c'est la difficulté qu'on peut y trouver à mourir ! »

Fin juin 1962 : Oran est devenue cette ville de la peste que Camus décrivait. Les ordures s'amoncellent au milieu de la rue. Les téléphones sont coupés. Les magasins éventrés vomissent leurs débris sur le trottoir par-dessus les chats crevés. Les petites rues en pente, vidées de leurs habitants, dégagent une puanteur sans nom. Le lundi 25 juin, à 17 h 45, c'est l'apocalypse dans le ciel de la ville. Les réservoirs à mazout de la British Petroleum ont été plastiqués, et 50 millions de litres de carburants brûlent. Vision dantesque de flammes qui montent souvent à plus de 150 mètres. Dans certains quartiers, il fait presque nuit, et cette « éclipse » dure deux jours. Des pompiers, aidés de fusiliers marins de Mers-el-Kébir, tentent de maîtriser l'incendie, tandis que les derniers desperados de l'OAS (Organisation de l'armée secrète) essaient, en tirant à la mitrailleuse sur les réservoirs voisins, d'étendre le désastre. Pourquoi est-ce à Oran que les derniers mois de l'Algérie française et les premiers jours de l'Algérie indépendante ont été les plus meurtriers, les plus terribles ?

Oran est la première ville d'Algérie où la population européenne dépasse en nombre la population musulmane. En 1961, les statistiques donnent, en gros, 400 000 habitants, dont 220 000 Européens et 180 000 musulmans. Cette proportion explique la particulière acuité du conflit dans cette deuxième cité de l'Algérie. Tout au long d'une histoire coloniale commencée en 1830, les mariages avaient brassé les descendants des communautés originelles métropolitaines, ibériques et italiennes ; venaient s'y ajouter quelques gouttes de sang grec ou maltais. Mais la plupart des Européens étaient des descendants d'émigrés espagnols qui, au milieu du siècle dernier, avaient fui la misère de leur pays. La proximité de l'Espagne facilitait cette arrivée massive (par temps clair, du haut de la rade de Mers-el-Kébir, il est possible d'apercevoir à l'horizon le sommet de la cordillère du cap de Gata). En 1931, on estime la population oranaise originaire d'Espagne à 65 % du total des Européens, 41 % étant déjà naturalisés. Cette influence espagnole se voit par le sens ibérique de l'hospitalité et par une religiosité puissante. Depuis 1849, l'église Notre-Dame-de-Santa-Cruz est la patronne qui veille sur la ville, le port, le rivage. Le catholicisme devient un puissant instrument de référence identitaire, face à des Algériens musulmans de plus en plus minoritaires et marginalisés. Les juifs d'Oran, naturalisés par le décret Crémieux de 1870 et victimes de violentes campagnes antisémites dans les années 1890, se groupent sur le plateau ouest de Karguentah. Et les « Arabes », comme on appelait à l'époque les Algériens musulmans, sont au sud de ce même plateau, dans ce qui est resté longtemps le « village nègre », avant de devenir la « ville nouvelle ».

Dans cette guerre d'Algérie qui dure déjà depuis sept ans, il semble impensable à la majorité de la population européenne de quitter Oran, de concevoir une indépendance sous l'égide du FLN. Certains hommes politiques français, au moment des négociations avec les indépendantistes algériens en 1961, avaient même envisagé la partition, avec Oran pour capitale, d'une nouvelle Algérie française ! Pour les commandos de l'OAS, dirigés dans l'Oranie par le général Jouhaud et par son adjoint le commandant Camelin, cette idée n'existe plus au début de l'année 1962. Le moment est à la radicalité extrême. Avec retard sur Alger, mais avec les mêmes moyens, l'OAS d'Oran se lance aussi dans le terrorisme, les coups de main spectaculaires, les hold-up dans des banques ou dans des entreprises pour se procurer des fonds, les expéditions sanglantes contre des Algériens musulmans. Ainsi, le 13 janvier 1962, six hommes de l'OAS, déguisés en gendarmes, se présentent à la prison d'Oran, où ils se font remettre trois militants du FLN condamnés à mort. Ils les exécutent quelques instants après. Le lendemain, quatre autres prisonniers du FLN s'évadent. L'OAS leur donne la chasse, les retrouve, les exécute. L'organisation activiste développe des émissions de radio pirate, publie un faux numéro de l'*Echo d'Oran*, le 6 février, tiré à vingt mille exemplaires, condamnant la « politique d'abandon de de Gaulle ».

Le 19 mars 1962, à midi, au moment où le général Ailleret, commandant en chef en Algérie, ordonne l'arrêt des combats, une émission pirate de l'OAS fait entendre la voix de Raoul Salan, qui, avec véhémence, condamne le cessez-le-feu et les accords d'Evian, puis donne l'ordre de « harcèlement contre les forces ennemies ». Le 20 mars, un détachement de l'OAS tire au mortier sur la casbah d'Alger : 24 morts



L'« éclipse » à Oran, le 26 juin 1962.

33. – Oran, été 1962

et 60 blessés, tous Algériens. Le même jour, fusillades à Oran : 10 morts et 16 blessés. Le 26 mars, l'armée, débordée, tire sur une foule d'Européens à Alger. On relève 46 morts et 200 blessés rue d'Isly. Pendant qu'Alger connaît ces heures sanglantes, Oran est frappée de stupeur : le général Jouhaud et son adjoint Camelin sont arrêtés.

Le 28 mars, Abderrahmane Farès, président de l'« exécutif provisoire » mis en place après Evian, s'installe avec son équipe à la cité administrative de Rocher-Noir. Le 8 avril, un vote massif au référendum organisé par l'Elysée (90,7 % des suffrages exprimés, 24,4 % des électeurs n'ont pas participé au vote) donne au président de la République la capacité juridique « d'établir des accords et de prendre des mesures au sujet de l'Algérie, sur la base des déclarations gouvernementales du 19 mars 1962 ». Loin d'apaiser, les résultats de ce référendum poussent le commandement de l'OAS dans une folle escalade : la politique de la terre brûlée.

Le 24 avril au matin, à Oran, l'OAS s'attaque à une clinique, celle du docteur Jean-Marie Larrière, militant communiste très connu dans la ville. Deux femmes, dont l'une venait d'accoucher, échappent à la destruction complète de l'immeuble. Les plastiquages, les mitraillages, prennent une cadence infernale. Des gendarmes mobiles sont agressés, des blindés ripostent au canon de 20 mm et 37 mm. Les coups partent au hasard, contre des immeubles habités par des Européens. Des avions se mettent de la partie, avec leurs mitrailleuses lourdes. Le 23 avril 1962, le conseil de l'ordre des avocats d'Oran publie un communiqué dénonçant « ces attaques contre une population civile qui seraient, en temps de guerre, contraires à la Convention de La Haye (...) ». En temps de paix, et entre Français, elles dépassent l'imaginaire.

En dépit des consignes de l'OAS, qui interdit le départ des Européens (avec surveillance des agences de voyages), l'exode commence vers la métropole. Le 15 avril, le FLN débarque un premier contingent de « rapatriés » venant d'Oran. Les attentats de l'OAS ne cessent pas. On pourrait même dire que le terrorisme croît en violence : assassinats individuels de musulmans, chasses à l'homme, plastiquages, tirs de mortier.

A la fin du mois d'avril, une voiture piégée explose dans un marché, très fréquenté par les Algériens en ce moment de ramadan. C'est une première du genre (le 2 mai, le même procédé – une voiture piégée qui explose dans le port d'Alger – fait 62 morts et 110 blessés, tous musulmans). En mai, à Oran, quotidiennement, de 10 à 50 Algériens sont abattus par l'OAS. La férocité est telle que ceux qui habitent encore des quartiers européens les quittent en hâte. Chacun se barricade, se protège comme il peut. Certains musulmans quittent Oran pour rejoindre leurs familles dans les villages ou les villes n'ayant pas une forte population européenne. D'autres s'organisent en une sorte d'autonomie dans l'enclave musulmane. Des commissaires politiques du FLN font surface, une vie s'organise (approvisionnement, ramassage des ordures...). Mais, dans ce cycle infernal qui continue, avec les rafales d'armes automatiques résonnant çà et là, jour et nuit, que va-t-il advenir de la population européenne ? Surtout quand les troupes de l'ALN pénétreront dans la ville après la proclamation de l'indépendance ? Les dirigeants du

FLN ont de plus en plus de mal à retenir une population musulmane exaspérée, et qui veut riposter. Les responsables de l'OAS encore en liberté savent pourtant que la partie est perdue. L'armée française n'a pas basculé en leur faveur, le moral est au plus bas après les arrestations de Salan, Jouhaud, Degueldre et l'échec d'un maquis de l'OAS dans l'Onarsenis. Aucun espoir, non plus, à attendre de l'étranger. Et puis il y a cet exode, cette hémorragie qui se poursuit. Chaque jour, à partir de fin mai, ceux que l'on appellera plus tard les « pieds-noirs » sont de 8 000 à 10 000 à quitter l'Algérie, emportant hâtivement avec eux ce qu'ils ont de plus précieux.

Le 7 juin 1962 est un des points culminants de la politique de la terre brûlée. Les commandos Delta de l'OAS incendient la bibliothèque d'Alger et livrent aux flammes ses soixante mille volumes. A Oran, c'est la mairie, la bibliothèque municipale et quatre écoles qui sont détruites à l'explosif. Plus que jamais, la ville, où règne une anarchie totale, est coupée en deux : plus un Algérien ne circule dans la ville européenne. La décision de Paris d'ouvrir la frontière aux combattants de l'ALN stationnés au Maroc provoque une panique supplémentaire chez les Européens. Dans un fantastique désordre, l'Algérie se vide de ses cadres, de ses techniciens. Inquiet de la paralysie générale qui menace le pays, Abderrahmane Farès, par l'intermédiaire de Jacques Chevallier, ancien député et maire d'Alger, décide de négocier avec l'OAS.

L'accord signé le 18 juin par Jean-Jacques Susini, au nom de l'OAS, avec le FLN, est rejeté à Oran. Les 25 et 26 juin, dans la ville reconverte par la fumée des incendies, les commandos de l'OAS attaquent et dévalisent six banques. En fait, il s'agit de préparer la fuite, après l'annonce du colonel Dufour, ancien chef du 1^{er} REP et responsable de l'organisation pour l'Oranie, de déposer les armes. Sur des chalutiers lourdement chargés d'armes (et d'argent), les derniers commandos de l'OAS prennent le chemin de l'exil. Pendant ce temps, le départ des Européens d'Oran a pris l'ampleur d'une marée humaine. Des milliers de personnes, désespérées, hébétées, attendent le bateau dans le plus grand dénuement. Il faut fuir au plus vite ce pays, auquel ils resteront attachés de toutes leurs fibres, transformé en enfer.

Le 1^{er} juillet 1962, la population algérienne vote en masse l'indépendance de l'Algérie. Le « oui » obtient 91,23 % par rapport aux inscrits, et 99,72 % par rapport aux votants. Le 3 juillet, jour où l'indépendance est officiellement proclamée, sept *khatbas* de l'ALN défilent à Oran, boulevard Herriot, devant une foule énorme. Les Algériens déploient leur drapeau d'une Algérie nouvelle, vert et blanc, frappé d'un croissant rouge, manifestent leur joie avec des cortèges scandés par les youyous des femmes, des chants, des danses. Le capitaine Bakhti, chef de la zone autonome d'Oran, s'adresse aux Européens dans une allocution en français : « Vous pouvez vivre avec nous avant que vous voudrez et avec toutes les garanties accordées par le GPRA. L'ALN est présente à Oran. Il n'est pas question d'égorgements. » Est-ce, avec la fin officielle de la guerre, l'arrêt, enfin, des flots de sang ? Le 3 juillet 1962, c'est le drame. La foule des quartiers musulmans envahit la ville européenne, vers 11 heures du matin. Des coups de feu écla-

tent. On ignore les causes de la fusillade. Pour les reporters de *Paris-Match* présents sur place, « on parle, bien sûr, d'une provocation OAS, mais cela semble peu vraisemblable. Il n'y a plus de commandos, ou presque, parmi des Européens qui sont demeurés à Oran après le 1^{er} juillet, que d'ailleurs on considérerait à au moins comme une date aussi fatidique que l'an 40 ». Dans les rues, soudain vides, commence une traque aux Européens.

Sur le boulevard du Front-de-Mer, on aperçoit plusieurs cadavres. Vers le boulevard de l'Industrie, des coups de feu sont tirés sur des conducteurs, dont l'un, touché, s'effondre au volant tandis que la voiture s'écrase contre un mur. Une Européenne qui sort sur son balcon du boulevard Joseph-Andrieu est abattue. Vers 15 heures, l'intensité de la fusillade augmente encore. A un croc de boucharie, près du cinéma Rex, on peut voir, pendue, une des victimes de ce massacre. Les Français, affolés, se réfugient où ils peuvent, dans les locaux de l'*Echo d'Oran*, où s'enfuient vers la base de Mers-el-Kébir, tenue par l'armée française.

Pendant ce temps, le général Katz, commandant de la place militaire d'Oran, déjeune à la base aérienne de La Sebja. Averti des événements, il aurait, selon l'historien Claude Paillet, répondu à un officier : « Attendez 17 heures pour avis ». Les troupes françaises restent l'armée au pied, le ministère des armées leur ayant interdit de sortir de leur cantonnement. Précisément, à 17 heures, la fusillade se calme. Dans les jours qui suivent, le FLN reprend la situation en main, procède à l'arrestation et à l'exécution d'émissaires.

Le bilan du 3 juillet est lourd. Selon les chiffres donnés par le docteur Mostefa Naït, directeur du centre hospitalier d'Oran, 95 personnes, dont 20 Européens, ont été tuées (13 ont été abattues à coups de couteau). On compte, en outre, 161 blessés. Les Européens racontent des scènes de tortures, de pillages et surtout d'enlèvements. Le 8 mai 1963, le secrétaire d'Etat aux affaires algériennes déclare à l'Assemblée nationale qu'il y avait 3 080 personnes signalées comme enlevées ou disparues, dont 18 ont été retrouvées, 868 libérées et 257 tuées (pour l'ensemble de l'Algérie, mais surtout en Oranie). On ne parlera plus, pendant longtemps, de ces « disparus ».

Ici s'arrête la présence française, dans ce « joyau d'Empire » qu'était l'Algérie française. Le 12 juillet 1962, Ahmed Ben Bella pénètre dans Oran. Une autre bataille commence, celle pour le pouvoir en Algérie. De l'autre côté de la Méditerranée les pieds-noirs n'ont plus qu'une pensée : faire revenir la « protectrice » d'Oran, Notre-Dame-de-Santa-Cruz, à recevoir l'hospitalité dans l'humble église de Courbessac, près de Nîmes.

POUR EN SAVOIR PLUS

- *La Guerre d'Algérie*, de Patrick Evemo et Jean Planchais. La Découverte, 1989.
- *1962, Algérie, la guerre est finie*, de Jean Lacouture. Complexe, 1985.
- *La Liquidation*, de Claude Paillet. Robert Laffont, 1972.
- *La Guerre d'Algérie et les Français*, sous la direction de Jean-Pierre Rioux. Fayard, 1990.
- *La Gangrène et l'Oubli*, de Benjamin Stora. La Découverte, 1992.
- *La France en guerre d'Algérie*, sous la direction de Laurent Garverau, Jean-Pierre Rioux et Benjamin Stora. BDIIC, 1992.

Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Prochain épisode : « Un homme en blanc à Czestochowa », par Jean-François Soulet

LE CONFLIT DANS L'EX-YOUGOSLAVIE

L'ouverture de la conférence internationale de Londres

Alors que se préparait la conférence de Londres sur l'ex-Yugoslavie, Belgrade s'est trouvée totalement isolée aux Nations unies. L'Assemblée générale réunie à New-York a adopté, mardi 25 août, à la quasi-unanimité, une résolution, présentée par quarante-sept pays islamiques, dénonçant les agissements serbes en Bosnie et préconisant l'usage de la force pour restaurer l'unité de cette République. Alors que cinq pays seulement s'abstenaient et que seule la « nouvelle » Yougoslavie (Serbie, Monténégro) votait contre, cent trente-et-un États ont adopté ce texte qui « exhorte le Conseil de sécurité à envisager d'urgence - et avant de nouvelles mesures appropriées, tel que prévu au chapitre VII de la charte

des Nations unies - les moyens de mettre fin aux combats et de restaurer l'unité et l'intégrité territoriale de la République de Bosnie-Herzégovine ». Le chapitre VII autorise l'usage de la force après l'échec d'un embargo économique.

Adoptée après quarante-huit heures de débats, la résolution de l'Assemblée - qui n'est pas contraignante, contrairement aux décisions du Conseil de sécurité, - représente un « message très clair » aux autorités de Belgrade, ont souligné les quelques observateurs présents. Le texte réaffirme son appui à « la lutte juste » du gouvernement et du peuple de Bosnie. Il « exige » le retrait des unités des armées yougoslaves et croates de Bosnie ainsi que le « rapatriement

inconditionnel (...) des réfugiés et déportés dans leurs foyers » et « reconnaît leur droit à réparation ».

A Bruxelles, les ambassadeurs des seize pays membres de l'OTAN n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur l'envoi d'hommes dans l'ex-Yugoslavie pour protéger les convois humanitaires, comme le prévoit la résolution 770 du Conseil de sécurité. « Faute de consensus », ils ont reporté leur décision jusqu'à la fin de la conférence de Londres, prévue pour vendredi 28 août. Le porte-parole de l'OTAN a expliqué que les ambassadeurs avaient demandé des « détails supplémentaires » sur la proposition des experts militaires d'envoyer 6 000 hommes pour cette protection.

La Belgique a annoncé mardi qu'elle était prête à envoyer une centaine d'hommes ainsi qu'un peloton de vingt-quatre camions. L'Italie a aussi déclaré mardi vouloir participer à d'éventuelles opérations militaires de protection de l'aide humanitaire, après un conseil des ministres consacré à la crise yougoslave.

La France avait été la première à faire part de son intention d'engager près de 1 100 hommes et la Grande-Bretagne jusqu'à 1 800 soldats. L'Union de l'Europe occidentale (UEO), l'organisation européenne compétente en matière de défense, doit se réunir vendredi pour examiner sa contribution militaire à l'application de la résolution 770 de l'ONU. - (AFP, Reuters, AP, UPI.)

L'offensive bosniaque contre l'Idza

Les combats autour de Sarajevo ont fait une centaine de morts en vingt-quatre heures

Les armes se sont à nouveau déchaînées mercredi matin 26 août, à Sarajevo, après les violents affrontements de la veille et de la nuit qui ont fait une centaine de morts. Depuis lundi, neuf journalistes au moins ont été blessés, dont une envoyée spéciale de RFI et deux de France-Inter ainsi qu'un correspondant de la BBC. Cinq « casques bleus » de la FORPRONU ont également été blessés et quatre d'entre eux ont dû être évacués sur Zagreb.

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

Après trois jours de pilonnage au mortier par les forces bosniaques, la petite ville d'Idza, aujourd'hui à majorité serbe, respire. Sortis de leurs abris, les habitants, fatigués et encore assourdis par le bruit des explosions, se promènent et chacun tente d'interpréter le silence revenu, mardi matin 25 août. Le front est silencieux. L'attente des habitants, comme dizaines de mètres des premières maisons du village d'Otes, à majorité croate mais aux mains des forces bosniaques. Des vitres cassées, des impacts sur les murs, quelques voitures brûlées, une route non exploitée plantée au milieu d'une rue passante paraissent le seul résultat immédiat de l'offensive bosniaque et illustrent une nouvelle fois la disproportion des armements entre les deux camps.

Ici, si les combattants sont locaux - quelques-uns pourraient illustrer un album sur la guerre de 1914 avec leurs bonnets à poil ou leurs vieux casques, - l'armement est sérieux. Devant le siège de la milice devenu quartier général, stationnent en effet trois transports de troupes blindés montés avec des mitrailleuses lourdes, un canon sans recul et une batterie antiaérienne. A l'une des entrées de la ville est disposé un autre canon, et des traces de chars sont encore visibles.

En face, les combattants, beaucoup plus nombreux, ne disposent que de mortiers et arborent de vieux fusils dépareillés. Certains profitent même de l'accalmie de courte durée pour tenter de fabriquer des grenades avec des bombes scolaires de déodorant.

« Tout le monde nous accuse »

Déclenchée pour des objectifs politiques à la veille de la conférence de Londres, l'offensive contre l'Idza marque le pas, et les combattants bosniaques laissent percer leur amertume d'avoir été envoyés à la boucherie pour des négociations dans lesquelles personne ne croit. « On leur avait dit qu'ils n'avaient en face d'eux qu'un char et un transport de troupes », accuse pour sa part un combattant croate resté passif dans cette bataille. Venus avec enthousiasme, les Bosniaques, pour la plupart des jeunes non entraînés et originaires du Sandjak, à la frontière du Monténégro et de la Serbie, peinent très cher le calcul politique de leurs dirigeants. Les pertes se montent déjà, en trois jours, à une cinquantaine de morts et deux cents blessés, sans compter les victimes civiles de la recrudescence des bombardements sur Sarajevo.

Le commandant en chef de l'armée bosniaque, M. Sefer Hazilovic, a beau affirmer que « son armée ne fait que répondre à une offensive généralisée des Serbes dans l'Idza », il ne fait pas de doute que l'initiative de l'opération est bosniaque et que les poli-

tiques se sont offert, dans des conditions d'impréparation quasi totale, des martyrs pour essayer de susciter la sympathie internationale.

Sur la voie ferrée qui, côté l'Idza, marque à cet endroit du front la séparation entre les combattants, pipit, carbonisés, trois wagons, qui transportent du kérosène, avec lesquels les combattants bosniaques espéraient faire sauter les positions serbes et profiter de l'affolement pour tenter une percée. L'artillerie serbe a fait le travail avant, et les combattants ont dû, eux, se replier sous le feu de l'ennemi. Dans son jardin fleuri de roses face à la scène, Tania commente : « Tout le monde nous accuse d'être les agresseurs. Vous voyez bien que ce n'est pas vrai et ce n'est pas la première fois que nous sommes attaqués, spécialement par l'organisation du Jihad (sic) ».

A l'Idza, comme ailleurs autour de Sarajevo, les Serbes ne veulent pas être les seuls coupables. Tania, Serbe, trente ans, économiste à Sarajevo avant la guerre, a dû quitter la ville il y a un mois et demi « à la suite de menaces de proscrire bosniaques » par son mari, avocat, dans l'armée ou le mettre en prison en cas de refus. « Tous les pays sont contre les Serbes, mais ce n'est pas si simple, plaide-t-elle, la situation est plus compliquée et c'est trop facile de tout voir en noir et blanc ».

Messonge

contre messonge

« Aujourd'hui, tous, Serbes, Croates, Musulmans, disent que nous sommes prisonniers d'une situation que nous n'avons pas voulue. Après quatre mois de guerre, je ne comprends toujours pas ce qui arrive ici. Mais je sais que nous devons vivre ensemble et que personne ne peut plus qu'un autre revendiquer ce pays comme le sien. Ma famille, confie-t-elle, a ses racines à Sarajevo depuis plus de cinq cents ans. C'est ma ville. J'ai des droits dans ce pays ».

Pour Tania, comme pour beaucoup d'autres, la responsabilité des événements repose sur les politiques de tous bords et, bien sûr, spécialement sur le président bosniaque Alija Izetbegovic. « Nous ne nous sommes aperçus de rien, intervient son amie Sonia, vingt-huit ans, mais cela fait dix ans que les Musulmans d'autres régions viennent s'installer ici. A cause du passé ottoman, ils pensaient que Sarajevo était une ville musulmane par opposition à Zagreb la catholique ou Belgrade l'orthodoxe. Mais ce n'est pas vrai, Sarajevo est et doit rester une ville mixte ».

« Lors des premières élections libres en Yougoslavie en novembre 1990, le Parti des élections démocratiques (SDA) nationaliste musulman du président Izetbegovic a brouillé le jeu et c'est à cause de ces gens extérieurs que tout a commencé. » Ce que Sonia ne dit pas, c'est que beaucoup de ces Musulmans venus effectivement du Sandjak ont été plus ou moins chassés par une certaine discrimination et par le fait qu'ils n'étaient pas prioritaires dans l'emploi.

Dans les trois districts serbe, croate et musulman de la région d'Idza, commente Milenko, étudiant combattant de vingt-huit ans, « juste après le début des événements à Sarajevo, les responsables s'étaient mis d'accord pour rester en dehors du conflit. Mais, quand les Musulmans de Sokolovic-Koljina nous ont attaqués, tout a volé en éclats et nous avons dû demander des armes pour nous défendre. Les Croates d'Otes et

Stup respectant l'accord, mais ils ont été dépassés par les Musulmans, et ce sont ces derniers qui nous ont attaqués ».

Pour Milenko, ces Musulmans ne sont pas ses voisins mais ce sont encore une fois des « gens importés d'autres régions et qui n'ont aucun droit ici ». En fait, pour Tania, la faute repose aussi sur la période communiste pendant laquelle nous étions obligés de penser que nous étions tous frères. On peut vivre ensemble sans être frères et sans être obligés de s'aimer ».

Quelle solution imagine-t-elle aujourd'hui ? « Après la guerre, nous devons avoir notre propre canton, dit-elle, car, dans cette guerre, chaque famille, quelle que soit sa nationalité, a perdu quelqu'un et la haine est très forte. Nous devons donc oublier et aussi apprendre à pardonner. C'est le seul moyen de vivre. Après nous devons faire l'union économique, mais, de toute façon, Sarajevo devra rester un district fédéral pour tout le monde ».

Le fait que les Musulmans, aux côtés de la communauté nationale, en 1992, n'aient pas pu, mais-on dit, d'arrière-pensées comme les Croates ou les Serbes, ne constitue pas pour Tania une excuse : « La Serbie existe, la Croatie existe, affirme-t-elle, mais la Bosnie-Herzégovine doit exister avec les Serbes, les Croates et les Musulmans. Si les politiciens le décident, les Serbes et les Croates pourraient avoir une double nationalité ; mais personne ici ne le veut car c'est notre pays et nous n'en voulons pas d'autre ».

Modéré, le discours de ces jeunes Serbes est représentatif de

l'état d'esprit de beaucoup d'intellectuels ou de citoyens des trois nationalités, qui ne comprennent pas pourquoi les choses en sont arrivées là. Mais combien de temps pourront-ils encore le tenir alors que la méfiance s'accroît entre les communautés et que la violence destructrice des affrontements ne fait que développer la haine. L'absurde et criminelle propagande à laquelle se livre, à travers radios et télévisions, chacun des deux camps y contribue d'ailleurs largement.

Que le commandant en chef de l'armée bosniaque puisse affirmer sans rire que les Serbes bombardent Sarajevo à l'arme chimique n'a d'égal dans le ridicule que l'affirmation d'un responsable serbe prétendant que les Musulmans interdisent l'alcool à Sarajevo, peuplé, selon lui, de femmes en tchador. Chaque camp a fait du mensonge son credo et mis dans les armes son espoir, et la population, désempée, ne peut que subir.

Sarajevo a encore vécu mardi une soirée d'enfer. Les armes, de tous calibres, se déchaînaient en même temps pendant quatre heures. Illuminées comme un plein jour par des fusées éclairantes et la lumière des incendies déclenchés par les bombardements, la ville semblait comme pétrifiée. Le bilan de ces quatre mois et demi de siège donné de source officielle est en tout cas éloquent : 1 829 morts, 10 887 blessés graves, 13 500 blessés légers et 6 650 personnes portées disparues.

FRANÇOISE CHIPAUX



La démission du coprésident

Les Douze souhaitent remplacer lord Carrington par un homme plus ferme

LONDRES

de notre envoyée spéciale

Lord Carrington, président de la conférence européenne pour la paix en Yougoslavie, mise en place en septembre 1991, a décidé mardi 25 août de passer la main. Sous sa direction, cette médiation des Douze avait été critiquée à maintes reprises pour son manque de fermeté à l'égard des belligérants et également pour son manque d'esprit d'initiative.

Les quelque vingt censeurs-le-feu qu'elle avait réussi à faire signer sont tous restés lettre morte et c'est avec bien des difficultés, parfois, que lord Carrington par-

venait à réunir au complet les présidents des ex-Républiques yougoslaves. Les Serbes en particulier lui reprochaient d'être « partiale » et de vouloir « enterrer la désintégration de l'ex-fédération ».

A toutes ces critiques, l'ancien secrétaire au Foreign Office (et ancien secrétaire général de l'OTAN) répondait récemment : « Si les censeurs-le-feu n'ont pas été respectés, ce n'était pas seulement de la faute des hommes qui ont essayé de les organiser, c'était aussi parce que d'autres personnes sur le terrain ne souhaitaient absolument pas résoudre le problème. » « Lorsque j'ai commencé ce travail - ajoute-t-il - je n'ai pas compris combien il était facile pour toutes les parties concernées d'accepter un jour des propositions sans la moindre intention de les appliquer le lendemain ».

La succession de lord Carrington a été évoquée mardi soir à Londres lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze qui devait préparer la conférence internationale. Le poste pourrait revenir à un autre Britannique, lord Owen, ancien président du Parti social-démocrate (SDP). Celui-ci, qui avait dirigé la diplomatie de Londres dans le gouvernement travailliste de James Callaghan et qui a soutenu M. John Major durant la dernière campagne électorale, avait tenu récemment des propos « musclés » sur l'ex-Yugoslavie, préconisant notamment une intervention militaire de l'OTAN dans les Balkans. Il est clair en tout cas que les Européens souhaiteraient maintenant voir un homme plus ferme à la place de lord Carrington.

Ouverte ce mercredi matin, la conférence de Londres se déroulera à huis clos. Coprésidée par le premier ministre britannique M. John Major et le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, elle a pour objectif d'harmoniser les efforts entrepris par l'ONU et la CEE pour tenter de ramener la paix dans l'ex-Yugoslavie. Les délégations d'une trentaine de pays et mouvements y participent (le Monde du 26 août).

Les organisateurs espèrent obtenir des belligérants et de toutes les parties concernées de nouveaux engagements en matière de droits humanitaires, de protection des minorités et de respect des frontières. Bref, comme le demandait M. Major, « un retour à un comportement civilisé ».

ALAIN DEBOVE

La Serbie entre anxiété et espoir

BELGRADE

de notre correspondant

Partagée entre anxiété et espoir, Belgrade vit dans l'attente des résultats de la conférence pour la paix. Rueda à leur petit écran pour suivre les préparatifs de ce sommet, les premiers déclarations des diplomates occidentaux, les Belgradois cherchent à se faire une idée de leur avenir. Les optimistes espèrent que la conférence ne sera pas celle de la « dernière chance » pour la Serbie et le Monténégro.

Les pessimistes s'attendent à des discussions laborieuses. Ils ne cachent pas leur désenchantement face aux conférences sans résultats, aux accords « aussitôt signés, aussitôt violés ». Pour beaucoup, l'urgence reste le pain, car la prolongation des sanctions ruinerait le pays. Au moment du vote de l'ONU sur l'emploi de la force pour protéger l'aide humanitaire, la population vivait dans la psychose d'une intervention militaire. Les autorités et les médias de Belgrade atténuaient les déclarations rassurantes, les mises en garde et les gestes de bonne volonté pour calmer les Occidentaux.

Craignant que de nouvelles menaces ne soient proférées si la conférence de Londres s'effondre, Belgrade s'est rassurée de voir, peu avant la réunion, les Musulmans de Bosnie mis au banc des accusés avec la révélation par le quotidien britannique *The Independent* du samedi 22 août d'un rapport de l'ONU accusant les dirigeants musulmans d'avoir fait massacrer des

civils à Sarajevo pour en rejeter la responsabilité sur les Serbes (le Monde du 26 août). Ces révélations alimentent le shéma des Serbes. Ils estiment que « la vérité sur le conflit finira par percer », que le monde entier découvrira « les atrocités perpétrées par les Musulmans et les Croates ».

Un territoire « largement nettoyé des hérétiques »

Réconfortée, Belgrade mise désormais sur la « sagesse et l'équité » de l'Occident. Ces derniers jours les médias officiels ont subitement cessé d'encourager « une guerre passagère contre le monde entier » et la propagande qui voyait dans les accusations contre les Serbes un « complot international ». Même si Belgrade et une grande partie de la population hypnotisée par la propagande n'en démentent pas : les révélations sur les camps de détention relèvent du « mensonge perfide » visant à « effacer le génocide contre les Serbes lors de la seconde guerre mondiale », à justifier une intervention militaire. La télévision de Belgrade a d'ailleurs « démonté » le 25 août que l'un des prisonniers émis du camp de Omarska était un Serbe...

Fort de ces certitudes, la délégation yougoslave est partie pour Londres « chercher la paix ». D'autant que celle-ci semble favorable à la partie serbe. La conférence de Londres s'ouvre, explique M. Stojan Carovic, commentateur de l'hébdomadaire indépendant *Vreme*, alors que « le travail en Bosnie est achevé :

[les Serbes disposent d'un] excédent de territoire [près de 70 % de la Bosnie-Herzégovine, NDLR] largement nettoyé de tous les hérétiques ».

Certains Belgradois estiment que la cessation des hostilités suivie d'un long processus de négociation permettrait aux Serbes d'enterrer leurs conquêtes et même de les renvoyer en poursuivant « plus discrètement » la purification ethnique. L'hébdomadaire belgradoise *Nin* renchérit. Il juge que la cantonalisation de la Bosnie-Herzégovine est désormais inévitable et que la communauté internationale se rendra à l'évidence lors de la conférence de Londres.

D'autres analystes mettent en garde contre les dissensions au sein de la délégation yougoslave. Si M. Panic est favorable à la reconnaissance de la Bosnie et de la Croatie dans leurs frontières légales, avouées par la communauté internationale, les présidents serbe et yougoslave, MM. Milosevic et Cosic, n'ont fait aucune déclaration laissant entrevoir un accommodement de leur position. Et tous les accords de Londres devront recevoir l'aval d'un Parlement fédéral de Belgrade dominé par les ex-communistes de M. Milosevic et les ultranationalistes serbes. Aussi, si M. Panic consentait à signer à Londres ce qu'une partie de la classe politique soupçonne être « une capitulation », dès son retour à Belgrade le milliardaire milliardaire américain pourrait être en grande difficulté.

FLORENCE HARTMANN

L'EX-YOUGOSLAVIE

La difficile progression d'un convoi humanitaire en Bosnie

Les réfugiés dénoncent de très nombreuses exactions des Serbes

Un convoi du mouvement Yougoslavis Équilibre devait tenter, mardi 25 août, de rallier sans escorte Voznica à Doboj à travers la ligne de feu entre Bosniaques et Serbes, afin de faire respecter la résolution de l'ONU sur les corridors humanitaires et de vérifier les informations sur l'existence de camps dans la région. Lundi, Équilibre

avait acheminé à Travnik et Zolita 150 tonnes de vivres et de médicaments venant de France. M. Simone Veil, et M. Charles Millon, président UDF de la région Rhône-Alpes, accompagnaient le convoi. Ce dernier a demandé que la France fasse adresser une mise en demeure aux Serbes par le Conseil de sécurité de l'ONU.

«Ils veulent nous exterminer»

ZELITA

de notre envoyé spécial

On reconnaît les guerres à ce que rien n'y est sûr, pas même le pire. Après deux jours de convoi dans la montagne bosniaque, les corridors humanitaires volent en éclats comme autant de cailloux sous les pneus des camions; mais des visions et des propos s'accumulent, irrefutables, pour créer un tableau d'épouvante, d'absurde, d'impensable.

Dans le petit matin, d'où la ville a surgi après une nuit de vingt-cinq heures de convoi par des milices variées, Travnik révèle des charmes de sous-préfecture savoyarde bâtie pour la paix. Musulmans (80 %) et catholiques cohabitent aussi harmonieusement que les minarets et les clochers. Seuls rappellent la guerre les croix de papier aux fenêtres, les phares de voitures volés de bleu, les sirènes incessantes et les tirs sporadiques de la ligne de feu proche de Zolita. C'est le lendemain que l'insupportable saute aux yeux. Il n'y a pas qu'entre la France et la Bosnie, le décor change brutalement. On nous rabêche, croyant nous concerner: «Et tout cela se passe à deux heures de chez vous!»

Ici, un bar sert en terrasse; là, des tombes de soldats viennent d'être creusées à l'ombre d'une mosquée et des enfants, les yeux déjà creusés par un pauvre soleil, font la queue au Croissant-Rouge, pour l'unique bol de lait et le bout de pain de la journée. Un signe qui ne trompe pas: dans la salle, règne un silence

anormalement grave, comparé au chahut de nos cantines scolaires. Dans les écoles et gymnases de la ville, tout bascule dans l'atrocité. A l'entrée, les toilettes ne peuvent suffire aux besoins de tous. Des enfants pataugent dans des mares d'urine. Dans une classe, transformée en dortoir pour trente réfugiés, un homme d'une trentaine d'années, M. Behlil, témoigne.

«Nous étions à Kozarac. Les Serbes nous ont jetés hors de nos maisons et placés dans des bus. Ceux qui refusaient étaient abattus sur place. J'ai vu moi-même 25 hommes à la hache. Au total 2500 à 3000 personnes ont été assassinées. Les autres ont été acheminés vers les camps de Travnik dans la région de Prijedor, dans une mine à Ljadjici. Dans ces camps il y a eu 150 exactions sommaires. A Preza, une entreprise, la société Keratim, a été chargée de la garde des camps.

«Dans la forêt de Kozarac où j'étais caché, on a survécu sept jours, c'était le 14 juin. Les Serbes ont réglé tous les hommes du village de quatre à six ans. Ceux qui refusaient de suivre étaient tués sur place. Le chef serbe s'appelait Zoran Karlica. Dans le camp, on était battu chaque nuit avec des bottes de base-ball. On mangeait trois tranches de pain par jour et des câbles de soude claire. J'ai perdu 30 kilos. Chaque jour des dizaines de personnes mouraient de faim, d'épuisement ou de maladie.

Devant le tableau noir, où subsiste un cours de trigonométrie, et sous un

portrait de Tito au regard impénétrable derrière ses lunettes fumées, M. Behlil poursuit. Son récit tiendra, peut-être, lieu de compagne à la fillette qui l'écoute, assise par terre, entre les genoux de sa mère.

«A Osnaka, dit M. Behlil, cinq personnes ont été enfermées et battues à mort. Les survivants devenaient fous. Les gardiens tiraient sur les cadavres. Le lendemain ils ont entassé dans les mêmes camions cadavres et blessés. Ils veulent nous exterminer. Pour moi, c'est évident!»

A la mairie de Travnik, le responsable de la protection civile, M. Malenica, confirme ces témoignages individuels. C'est pour fuir ce qu'il appelle le génocide que les réfugiés quittent leurs maisons incendiées, le couteau sous la gorge (ce n'est pas une image). 30 000 personnes sont passées par les centres de tri, en moyenne deux mois avant de trouver des refuges plus éloignés du front. Actuellement, la ville compte autant de gens déplacés que la population normale. Ils viennent principalement de l'ouest de la Bosnie, de Prijedor (4 000 réfugiés d'un coup il y a quelques jours).

La nuit de notre passage, 1 500 personnes sont arrivées à pied d'un même village. La mairie n'y a plus rien pour subvenir aux besoins les plus élémentaires. Tout repose sur l'aide humanitaire. Tous les responsables tombent à l'idée de ce qu'il arrivera dans quelques semaines à l'arrivée des pluies, du froid, de la neige. Le drame risque de prendre une ampleur monstrueuse.

Les responsables ne doutent pas un instant que l'occupation de Travnik ne soit un des objectifs des Serbes. Quelle résistance trouveront ces derniers? «Nous nous battons jusqu'au dernier, assure M. Malenica. Le seul problème est notre infirmité en artillerie lourde et en chars que les Serbes ont occupés.»

Partout la même supplique revient, des plus hautes autorités aux gens de la rue: «L'humanité c'est bien, mais donnez-nous des armes! Et neutralisez les armes lourdes d'en face! Bombardez les positions serbes. C'est la seule façon de nous aider!»

Et les camps? leur nature? M. Malenica est formel: «Plusieurs fonctionnent autour de Prijedor et de Banja-Luka. Je vous jure qu'il s'agit bien d'extermination, de génocide!» A la mairie de Zelita, on tient le même langage. La ville est assiégée. Le blocus est total. Même la Croix-Rouge n'a plus de téléphone. Le corridor humanitaire peut disparaître à tout moment.

Le docteur Safer, représentant local de la Croix-Rouge, est encore plus sombre: «La ville est menacée de mort lente. Les gens vont mourir de faim et de froid. Il faut que l'Europe intervienne militairement. C'est la seule issue.»

Sur la nature des camps et leurs objectifs, aucun doute n'est possible à ses yeux: «Comment appelez-vous un camp où les civils meurent à petit feu, disparaissent, sinon un camp d'extermination?» On parle de 30 000 «séquents» pour la seule Bosnie. Un ministère social recueille les pièces à conviction attestant qu'il y a bien crime contre l'humanité, «c'est-à-dire», résume le docteur Safer.

«Des autres camps, personne ne revenait»

Telle n'est pas la conviction de M. Simone Veil. Ses quelques contacts, qu'elle reconnaît très fragmentaires, lui paraissent toutefois suffisants pour affirmer: «Qu'il y ait des exactions, des exécutions, c'est sûr. Des exécutions sommaires, des violences, c'est certain. Il ne faut pas résumer le maximum de témoignages à la suite. Mais réfugiés n'est pas déporté, camp de rassemblement n'est pas camp de concentration, encore moins d'extermination. Génocide a un autre sens. Des autres camps, personne ne revenait!»

Après avoir refusé d'entendre un rescapé particulièrement épuisé, mais dont le maire de Zelita souffrait ouvertement les réponses, M. Veil conclut: «Je constate que la situation militaire est de plus en plus préoccupante, mais sur la qualification des crimes dans l'étape actuelle, je suis désolée, je ne peux que réserver mon opinion.»

Quant à l'attitude souhaitable de l'Europe, M. Veil et M. Millon diffèrent sensiblement. En européens militants, ils s'élèvent d'une même voix contre ceux qui trouvent que l'Europe ne fait rien et, plus sévèrement, contre ceux qui en tirent argument en faveur du «non» à Maastricht. Tous deux observent que «ça aurait été bien pire sans ce qui existe de Communauté, et ce sera plus encore si on s'arrête en chemin». Mais sur la perspective de l'intervention militaire, la divergence est notable. Pour M. Millon, «il faut que nous neutralisions les moyens lourds de l'agresseur serbe»; pour M. Veil, ce qu'elle a entendu lui paraît «trop contradictoire et complexe» pour conduire. Il faudrait, pense-t-elle, l'accord de l'ONU, un ultimatum annonçant les conséquences d'un refus serbe et une solution politique sous peine d'entassement comme au Proche-Orient.

Comment croire, par exemple, une fois empêchés de nuire quelques vilains phétiques, que toutes les communautés de Bosnie ne demanderaient qu'à retrouver une entente sans histoire? C'est pourtant sur cette parole de confiance, aussi déraisonnable que le conflit lui-même, que s'achèvent presque toutes les conversations. «On s'entendait très bien, on ne demandait qu'à continuer!» Et de citer un voisin serbe, une épouse, un cousin, avec qui tout, malgré les quelques lourds silences de ces jours-ci, pourrait recommencer à l'avenir. «Nous n'avons pas de haine, seulement du mépris», répètent les assiégés au son des sirènes et des tirs d'obus. Le mépris serait-il aussi meurtrier que la haine? Plus ténace: sans doute.

BERTRAND POIROT-DELPECH

ASIE

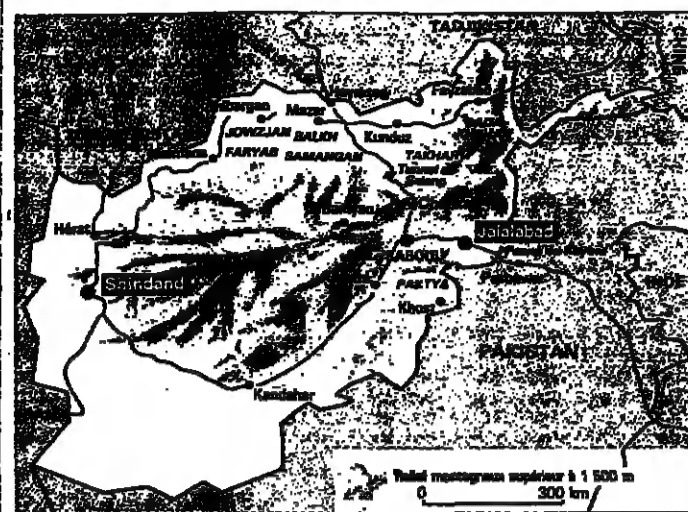
Les cicatrices de Jalalabad

Suite de la première page

Mais Jalalabad revit. Située à 170 kilomètres à l'est de Kaboul, au milieu d'un extraordinaire paysage où ondule un horizon de collines désertiques - et à moins de 100 kilomètres de la célèbre passe de Khyber, qui fait office de frontière avec le Pakistan - ce chef-lieu de province qui s'étale au milieu des palmiers et d'une végétation luxuriante est même en passe de devenir un centre important de transit pour les réfugiés: Jalalabad est la voie de passage obligée pour les Afghans qui

tés de Kaboul: «J'ai posé un certain nombre de conditions à mon soutien au gouvernement de Kaboul, explique le gouverneur. Si ces conditions ne sont pas remplies, je ne soutiendrai pas le président Rabbani.»

Mais ces conditions portent, entre autres, sur la défense de Kaboul, qui devrait, selon lui, être la tâche des seuls moudjahidins. Une doléance qui rappelle à s'y prendre celle de M. Hekmatyar exigeant le départ de la capitale des fameuses milices ouzbèkes du général Rashid Dostom, qui collabora longtemps avec le



quittent l'Asie pakistanaise pour rentrer chez eux, ainsi que pour les Kabouliens fuyant les combats dans la capitale. Sur la route en partie défoncée qui mène à Peshawar, on croise ainsi les hauts camions blancs de ceux qui rentrent et de ceux qui fuient, ramenant au pays ou emportant vers l'exil leurs maigres bagages et leurs lits de cordes tressées.

Double flux de réfugiés

«Environ un million de réfugiés sont rentrés en Afghanistan depuis quatre mois; il y a quelque temps, on comptait parfois plus de deux cents camions par heure, explique le résident du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Jalalabad, M. van Willemssen; aujourd'hui, le rythme s'est ralenti, mais maintenant ce sont les réfugiés de Kaboul qui arrivent de plus en plus nombreux. Il est cependant très difficile de les comptabiliser, car nombre d'entre eux vont directement chez des parents ou de la famille.»

Jalalabad est l'une des dernières capitales provinciales à être tombées aux mains des moudjahidins au moment de la chute du régime, à la fin du mois d'avril. Ici, c'est une shura, un conseil traditionnel représentant les principaux partis de la résistance, qui a pris le pouvoir. Et qui, dans le contexte actuel de confusion régnant au «centre», préfère pour l'instant rester neutre à l'égard des forces qui s'affrontent dans Kaboul.

Le nouveau gouverneur de la région, M. Abdul Qadir, nous reçoit dans son bureau, où la carte du monde en russe qui est épinglée au mur rappelle que cette pièce fut aussi le quartier général de son prédécesseur communiste. Une télévision et un télécopieur trônent sur une table devant un aréopage de barbus, qui, comme toujours en Afghanistan, font sans cesse devant le bureau monumental du chef de la shura avant d'exprimer leurs doléances.

La cinquantaine distinguée, barbe grise, gilet gris passé sur l'ample kamiz, le sourire cordial, M. Qadir est un ancien chef de la guérilla de la province. Frère du célèbre commandant Abdul Haq, qui batta longtemps dans la périphérie de Kaboul, Haji Qadir essaie aujourd'hui de jouer les bons offices entre le «rebelle» Gulbuddin Hekmatyar et la coalition gouvernementale du président Burhanuddin Rabbani. «J'ai envoyé une délégation à Kaboul pour tenter d'aboutir à une solution de compromis», nous explique-t-il.

En fait, la délégation rentrera bredouille quelques jours plus tard, mais ces efforts illustrent bien la complexité - et la diversité - des positionnements politiques de certains chefs locaux de l'Afghanistan déchiré. Car ce n'est pas parce que l'on est hostile à M. Hekmatyar que l'on soutient automatiquement le gouvernement.

En tout cas, M. Abdul Qadir appartient au parti islam du Maulawi Yunus Khalas, qui fit défection de la formation de M. Hekmatyar, le Hezb-e-Islami, au début de la djihad anticomuniste. Idéologiquement très proche du Hezb - par ailleurs très populaire dans la région, si l'on en juge par la prolifération d'affiches représentant son chef - les dirigeants du parti de M. Khalas sont pour l'instant restés volontairement à l'écart du conflit tout en évitant de donner leur avis aux décisions prises par les nouvelles autori-

rité Najibullah et qui est désormais allié avec l'armée régulière. «Je ne soutiens pas Gulbuddin, assure cependant M. Abdul Qadir, qui ajoute tout de même: «Si le gouvernement avait respecté ses promesses [de faire évacuer de Kaboul les Ouzbèkes], il n'y aurait pas eu la guerre et beaucoup d'Afghans ne seraient pas morts pour rien.»

Interrogé sur des rumeurs indiquant que M. Hekmatyar aurait l'intention d'utiliser l'aéroport de Jalalabad pour ses avions bloqués par le mouvement sur la base de Shindand, (dans l'ouest du pays) le gouverneur est cependant catégorique: «Jamais je ne permettrai à quiconque d'utiliser cet aéroport pour aller bombarder Kaboul et l'Afghanistan.»

Mais les autorités de Jalalabad ont d'autres soucis que la guerre qui fait rage dans la lointaine Kaboul: la ville est entourée de champs de mines qu'avaient installés les anciens occupants pour se protéger des offensives des moudjahidins. Sur la route de la capitale par exemple, courant sans interruption de la montagne aux faubourgs, des réseaux de mines empêchent les paysans de réintégrer leurs villages après quatorze années de guerre.

On voit au loin des bourgs fantômes où s'alignent des maisons en pisé vides de toute population. Ces mines défensives quadrillées sont reliées à un détonateur et couplées à un mince fil presque invisible. Elles explosent encore souvent et les enfants en sont les premières victimes. «Pas une semaine ne se passe sans qu'un jeune garçon ne perde une jambe en sautant sur un explosif», explique un moudjahid qui nous montre un chemin soigneusement balisé de pierre rouge par les démineurs, à la sortie de la ville.

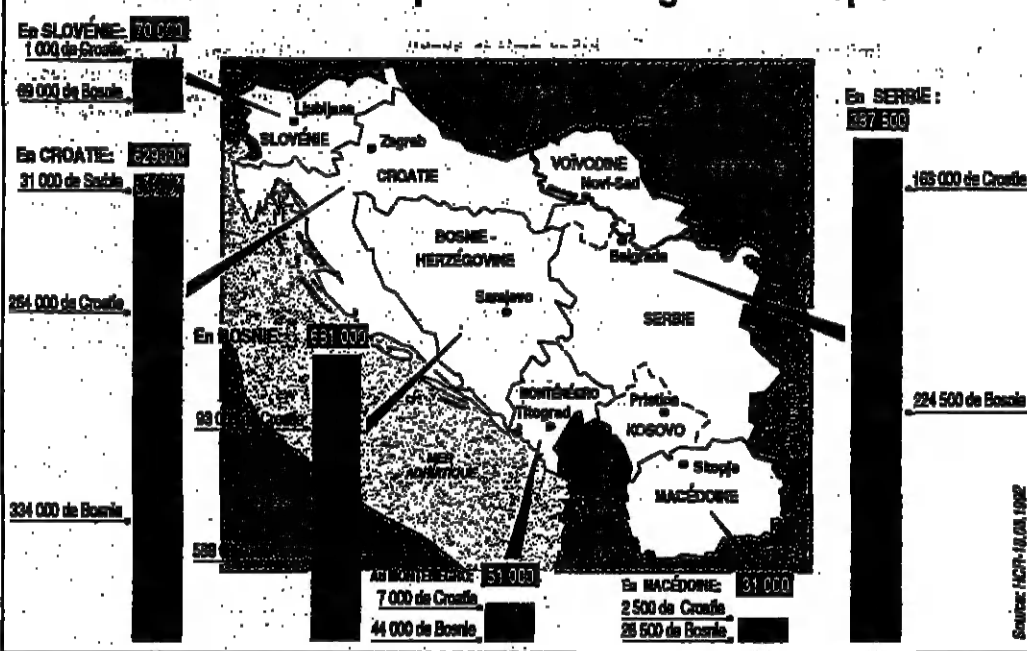
Ces démineurs envoyés par l'ONU provoquent d'ailleurs la colère du gouverneur: «On voit arriver ici des étrangers dans leurs belles voitures. Ils ont tout ce qu'ils nous n'avons pas et en fait, ils ne font rien ou si peu», tempête M. Abdul Qadir, qui se dit «furieux par leur comportement». «Les Afghans n'aiment pas cet étalage de luxe», explique Philippe Truze, directeur de l'ONG médicale française AVISEN, qui travaille depuis de longues années en Afghanistan.

«Aujourd'hui, l'aide internationale est cependant devenue un enjeu politique pour les commandants de la résistance qui se partagent le pouvoir dans le nouvel Afghanistan. Mais attention! Ce n'est pas parce que Kaboul est en guerre qu'il faut que les donateurs soient effrayés, bien au contraire. En province, la situation est calme, et il faudrait désormais dépasser le dogme traditionnel qui oblige les organisations internationales à traiter seulement avec les États.»

En attendant, M. Abdul Qadir a recours aux anciens fonctionnaires de l'ancien régime pour faire tourner la machine administrative défective de Jalalabad «libérée». La seule ombre au tableau - et elle est de taille - c'est qu'il n'a pas d'argent pour payer ses employés! Vu la situation dans Kaboul, ce n'est pas demain qu'il peut compter en recevoir du gouvernement central. Quant aux paysans des campagnes reculées, ils n'ont sans doute guère d'autre solution que de se tourner vers une culture traditionnelle: celle de l'opium. La province du Nanghar est l'une des principales régions productrices de pavot de l'Afghanistan.

BRUNO PHILIP

Près de 2 millions de personnes réfugiées ou déplacées



POLITIQUE

La campagne pour le référendum

Les résultats des derniers sondages inquiètent les partisans

Quatre sondages sur les intentions de vote des Français au référendum du 20 septembre, rendus publics mardi 25 août, font apparaître une nette progression du « non » au traité de Maastricht, qui atteint 48 % selon l'IFOP et le SOFRES, 51 % selon BVA. Ces enquêtes ont été effectuées entre le 21 et le 24 août. C'est la première fois qu'un sondage donne une majorité au « non ».

Ces chiffres ont été accueillis avec satisfaction par les adversaires du traité. M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, qui sera l'interlocuteur de M. François Mitterrand le 3 septembre sur TF1, a déclaré y puiser « un regain de détermination », en

soulignant que « les gens se déterminent par rapport au traité et pas en fonction d'autres considérations » et en affirmant que « les partisans du « non » ne sont pas hostiles à la construction européenne, mais à une Europe technocratique, que le traité de Maastricht aggrave ». M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, qui lui répondait mardi soir sur Antenne 2, a indiqué que le traité a précisément pour objet de « remédier aux défauts technocratiques de la construction européenne ». « Ce sont surtout les partisans du « non » qui se sont exprimés jusqu'à maintenant », a-t-il déclaré, estimant qu'« on n'a pas parlé suffisamment aux Français du traité lui-même ». « Si la France vote

« non », la construction européenne est mise à bas, a-t-il conclu. Si le « non » l'emporte, l'Europe vole en éclats ».

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a déclaré à Londres que ces sondages constituaient un « avertissement ». « Il faut redoubler d'efforts, retravailler nos manchettes et développer une vraie campagne pour le « oui », a-t-il affirmé, invitant, sans les nommer, les dirigeants du RPR à s'exprimer davantage. « Je souhaite, a-t-il déclaré, que ceux qui ont réclamé un référendum, se prononçant pour la ratification, soient en

accord avec eux-mêmes, qu'ils se fassent dans la bataille du référendum pour le « oui ».

M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, tout en affirmant que « les Français ont une furieuse envie de dire « non » au pouvoir socialiste », a indiqué sur RTL que « Jacques Chirac et les principaux dirigeants du RPR feront vigoureusement campagne pour le « oui » parce qu'il y a de l'intérêt de la France ». « Voter « non » à Maastricht, c'est prendre un risque considérable de mettre la pagaille en Europe », a-t-il dit, ajoutant : « La France ne doit pas prendre la responsabilité historique de défaire ce qui a réussi depuis tant d'années ».

Pour la première fois, un institut annonce la victoire du « non »

Si trois sondages (SOFRES, IFOP et Louis-Harris) prévoient toujours une courte avance en faveur de la ratification du traité sur l'union européenne au référendum du 20 septembre, un quatrième, réalisé par BVA pour Paris-Match, Antenne 2 et FR3, annonce, pour la première fois, la victoire du « non », par 51 % des suffrages exprimés contre 49 % parmi les électeurs inscrits « certains d'aller voter ». En précisant que les marges d'erreur de telles enquêtes sont « de plus ou moins deux à trois points pour les résultats d'ensemble » et « de plus ou moins quatre à cinq points pour les résultats par grandes familles politiques », BVA rappelle que sa précédente enquête effectuée à la fin juillet donnait le « oui » vainqueur par 56 % contre 44 %.

Réalisés les 23 et 24 août auprès de mille quatre inscrits, le sondage BVA révèle, en un mois, une sérieuse baisse du niveau des indécis (15 % contre 22 %) et un moindre regain du taux de mobilisation (67 % contre 64 %). Cependant, la proportion de Français exprimant un « choix définitif » est en recul : 64 % contre 69 % il y a un mois et 75 % à la mi-juin. Cette diminution est due, pour l'essentiel, à la baisse de conviction des partisans du « oui », dont le choix définitif est passé de 78 % il y a deux mois et demi à 62 % aujourd'hui. Les partisans du « non » certains d'aller voter passent de 79 % à 83 % au Front national, de 37 % à 46 % à l'UDF, de 66 à 68 au RPR, de 39 % à 47 % chez les Verts et même

de 5 % à 16 % au PS. Ils sont en léger recul au PCF (72 % contre 75 %) et à Génération Ecologie (34 % contre 37 %). En revanche, ils font un bon chez les électeurs qui ne se sentent d'aucun de ces partis : 70 % contre 47 %, il y a un mois.

Une « tendance de fond »

Le sondage SOFRES réalisé du 21 au 24 août auprès d'un « échantillon représentatif » de mille personnes et publié par le Figaro du mercredi 26 août fournit un résultat final inverse : 51 % pour le « oui » et 49 % pour le « non ». Le recul du « oui » atteint dix points depuis la précédente enquête de la fin juin. Directeur des études politiques de cet institut, M. Jérôme Jaffré explique le rétrécissement de l'écart entre les deux camps par un « durcissement de l'opposition de droite » qui traduit une « tendance de fond ». Paradoxalement, 68 % des Français croient à une probable victoire du « oui », mais la proportion de ceux qui croient à une probable victoire du « non » est passée de 11 % à 17 %. Bien que les électeurs affirment à 70 % ne pas tenir compte de leur opinion sur M. François Mitterrand (20 % se prononcent) au regard du président de la République, M. Jaffré note, cependant, qu'il y a « une tendance à se comporter dans leur intention de vote en tenant compte de la dimension de politique intérieure ». Le rejet de Maastricht, selon la SOFRES, est le

plus puissant parmi les agriculteurs (77 %), les commerçants, artisans, industriels (68 %) et les ouvriers (54 %). Par tranches d'âge, ce sont les vingt-cinq à quarante-neuf ans qui sont les plus enclins à dire « non » avec respectivement 58 % et 53 % pour ce vote. Toutes les autres tranches d'âge donnent une majorité au « oui ». Selon la préférence partisane, le « non » fait ses meilleurs scores au Front national (92 %), au PCF (73 %) et au RPR (70 %) alors qu'il atteint maintenant 50 % à l'UDF. L'absence de ce complotisme fait dire à M. Jaffré que « l'indication d'un vote d'opposition de droite et d'une défense des milieux populaires à l'égard de l'Europe peut créer ces conditions politiques où une majorité de « non » ne peut plus être exclue ». Toutefois, 36 % des personnes interrogées n'ayant pas exprimé d'intention de vote (33 % selon BVA), le directeur des études de la SOFRES estime que « plus la mobilisation sera élevée, plus la victoire du « oui » sera déclinée ». Enfin, un sondage IFOP pour l'Express (21 et 22 août) auprès de neuf cent quarante-sept personnes donne un résultat identique à celui de la SOFRES, et une enquête Louis-Harris pour L'Express (23 et 24 août) auprès de neuf cent quarante-quatre personnes accorde l'avance du « oui » avec 52 % contre 48 % pour le « non ».

O. B.

« Nous allons tout faire pour convaincre les Français de voter « oui »

déclare M. Giscard d'Estaing

L'UDF s'est mise en campagne, mardi 25 août, avec un double mot d'ordre. Consigne de discrétion à l'attention des responsables socialistes. Appel à la mobilisation pour un « oui » sans état d'âme en direction des électeurs de la droite. Manifestement préoccupés par l'évolution des sondages, les dirigeants de l'UDF abordent cette dernière ligne droite avec la conviction d'avoir, entre leurs seules mains, les clés de la victoire du « oui ». M. Valéry Giscard d'Estaing le premier, qui, mardi soir sur TF1, a conseillé aux socialistes de réformer leurs ardeurs, considérant en substance, compte tenu de son discrédit, le plus grand ennemi du « oui » était le pouvoir.

« La gauche socialiste, a expliqué l'ancien président de la République, vote « oui » au référendum et le reste du pays est à la fois contre les socialistes et en partie contre le traité de Maastricht. Donc, chaque fois que l'opinion du pouvoir actuel, il fera monter les « non ». Une reconnaissance que le président de l'UDF estime également valable pour le chef de l'Etat. « Mais François Mitterrand interviendra, a-t-il dit, mieux cela vaudra pour le résultat du référendum. » Il se contenta d'intervenir « dans le cadre habituel des présidents de la République », sans se produire dans quelque show médiatique. M. Giscard d'Estaing invite donc son successeur à

la sobriété, comme il l'avait fait lors du « Grand Jury RTL-Le Monde », le 28 juin, en pressant le chef de l'Etat de « se mêler le moins possible » de cette campagne.

L'UDF compte à présent sur ses seuls moyens pour assurer le succès du « oui ». Moyens importants : grande campagne d'affichage montrant des enfants tout souriants avec, sur fond de ciel bleu, le slogan, « Dites « oui » à l'Europe, demain ils vous diront merci ». Service téléphonique et Minitel (1). Film vidéo pour introduire les quelques soixante réunions publiques. La première est prévue avec M. Giscard d'Estaing, jeudi 27 août, à Saint-Florent-Viel (Maine-et-Loire), le fief de M. Hervé de Charette.

Ne pas se tromper de consultation

Paris, Rouen, Toulouse seront les principales étapes et surtout Lyon, le 15 septembre, où l'on verra pour la première fois depuis fort longtemps M. Giscard d'Estaing et Raymond Barre à la même tribune. « Nous allons tout faire pour convaincre les Français de voter « oui », a prévenu M. Giscard d'Estaing.

Avant lui, M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF, avait, au cours d'une conférence de presse au siège de l'UDF, relevé point par point les « contre-vérités » des partisans du

« non », en jugeant qu'en définitive ceux-ci ne faisaient qu'entretenir « des tendances filiales et protectionnistes ».

L'autre tâche que s'assigne l'UDF, qui ne sera sans doute pas la plus aisée, sera de convaincre les électeurs de l'opposition de ne pas se tromper de consultation, de les convaincre, comme l'a dit encore M. Giscard d'Estaing, « de dire « oui » à l'Europe en septembre et de dire « non » au socialisme en mars ». « Faites attention, les a-t-il déjà averti, qu'en cherchant à viser François Mitterrand, vous allez en réalité frapper l'Europe ». Les dirigeants de l'UDF partagent aujourd'hui les craintes de M. Edouard Balladur : la victoire du « non » mettrait en péril l'Europe, mais aussi l'opposition. M. Madelin a été le plus clair sur le sujet : « La victoire du « non » offrirait des chances à François Mitterrand de procéder à ce que nous voyons comme la reconquête politique, à brasser les cartes, à diviser durablement l'opposition, à élever les prérogatives du socialisme... ».

DANIEL CARTON

(1) Le numéro du service téléphonique de l'UDF est le 42-34-20-20. Sur Minitel, le code est 3615 UDF001.

POINT DE VUE

La voie de la sagesse

par Philippe de Villiers

VOILA Edouard Balladur curieusement projeté au premier rang des militants de Maastricht, au moment même où, me semble-t-il, le dispositif de bataille du « oui » montre des signes de faiblesse, tandis que les raisons de voter « non » se renforcent de jour en jour. Si le « oui » s'effondre aujourd'hui, c'est en effet que son dispositif apparaît miné par les contradictions internes, les démentis de l'actualité quotidienne et par le manque très visible de mobilisation.

La contradiction interne la plus voyante — au point qu'elle s'étale parfois au sein du même article — consiste à prétendre simultanément que Maastricht est un traité caoutchouc, dont on fera demain ce que l'on voudra, en même temps qu'il représente la « dernière tentative » de la France et de l'Europe pour retrouver une influence perdue dans le monde. « Apaiser tout en dramatisant », voilà un exercice difficile.

A cela s'ajoutent les démentis de l'actualité quotidienne : tous les slogans de l'été des partisans du « oui » apparaissent aujourd'hui pour ce qu'ils sont : de grossières mensonges et surtout de véritables boomerangs médiatiques.

« Maastricht, c'est la paix », alors que la guerre est à deux heures de Grenoble et que tout le monde sent bien qu'à travers le jeu des nouvelles procédures de Maastricht il n'y aura pas demain plus de solutions qu'hier, s'il n'existe pas de volonté conjuguée des Etats.

« Maastricht, c'est la sécurité », alors qu'il apparaît clairement que la levée des contrôles aux frontières nous privera encore plus de nos défenses contre la circulation des produits dangereux, de la drogue ou des organisations mafieuses.

« Maastricht, c'est l'emploi »,

alors que les organismes internationaux les moins suspects prédisent le ralentissement, au moins temporaire, de la croissance du fait de l'entrée en vigueur du traité (ralentissement que, pour ma part, je crois durable en raison du poids supplémentaire du super-Etat).

Dans ces conditions, le manque de mobilisation des partisans du « oui » s'explique : personne n'a encore trouvé dans ce texte quelle était la proposition d'urgence absolue, dont l'entrée en vigueur et les résultats seraient attendus avec la plus grande impatience par le public. Et pour cause : cette proposition n'existe pas.

Il n'y a rien d'urgent dans ce traité. Mais il y a quelque chose de grave, de dangereux pour l'idée européenne, et que les partisans du « oui » taisent par mesure de prudence. C'est que ce traité, conçu par les tenants d'une démocratie hors sol, porte une atteinte mortelle à notre conception traditionnelle de la démocratie. Maastricht installe une oligarchie d'un type nouveau, établissant ainsi le gouvernement des préteurs, des banquiers et des commissionnaires.

Pas de risque pour l'opposition

Voilà bien la véritable danger pour l'Europe. Car c'est sa diversité sur fond de valeurs communes, l'accord des souverainetés nationales distinctes sur fond de libre-échange européen, qui ont fait jusqu'ici sa richesse. C'est ce que nous voulons préserver, prolonger par une coopération progressive, approfondie. Il n'y a à aucun risque. C'est au contraire la voie de la sagesse, contre l'aventure dangereuse du super-Etat.

Où est donc l'opposition ? Là où se trouve François Mitterrand, nous répond Edouard Balladur,

« pour être ainsi mieux assurée de gagner les élections législatives ». En d'autres termes, la victoire de l'opposition — et donc son unité — passerait par la victoire de François Mitterrand. Tians donc. Est-il si imprudent, si choquant, de voir des opposants s'opposer ? En réalité, le « non » est une chance pour l'Europe. Je ne crois pas que ce soit un risque pour l'opposition.

Si le « non » l'emporte le 20 septembre, comme je le crois, aucun de ses partisans ne pourra en effet s'imaginer gagner seul les prochaines élections législatives ; aucun ne pourra s'imaginer être en mesure de gouverner seul ; aucun ne pourra croire que les erreurs d'appréciation — dont il débiterait légitimement ses partenaires de l'opposition — devraient alors l'emporter sur leurs convictions communes.

Un seul changement, toutefois, apparaît incontournable : celui des procédures de décision qui gouvernent les partis d'opposition. Aujourd'hui, en effet, le plupart des états-majors préparent le « oui », alors que la majorité des électeurs de droite — et peut-être une très grosse majorité — vont voter « non ». Cela pose tout de même un problème.

Dans l'avenir, on ne doit plus jamais revoir le spectacle caricatural de formations qui se vendent responsables et qui prennent des positions aussi contradictoires sans un minimum de consultation à la base. C'est là un autre aspect du « déficit démocratique », mais cette fois bien français, qu'il nous faudra combler demain. Partout le « non » fera avancer l'idée démocratique. Est-ce donc un si grand mal ?

Philippe de Villiers est député de la Vendée (app. UDF) et président du mouvement Combat pour les valeurs.

A Lyon, le RPR fait un accueil triomphal à M. Philippe Séguin

M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, un des principaux animateurs de la campagne pour le « non », continue son tour de France. De passage à Lyon, mardi 25 août, il a été accueilli triomphalement par les cadres locaux du RPR.

LYON

Debout, les mains dans les poches, triomphant mais modestes dans cet hôtel lyonnais où les chaînes de télévision et les radios se bousculent, mardi 25 août, pour l'interviewer, M. Philippe Séguin ne peut contenir un petit sourire de jubilation. Pour deux raisons. La première est qu'il ne cesse de commenter, depuis 18 heures, le premier sondage donnant une majorité au « non ». La seconde raison est qu'on vient de lui rappeler dans le même hôtel, il y a un peu plus de deux ans, en février 1990, M. Séguin s'installait alors la France en compagnie de M. Charles Pasqua pour la préparation des assises du RPR, au cours desquelles ils avaient défé M. Jacques Chirac. Le maire d'Epinal et le sénateur des Hauts-de-Seine avaient eu droit à un accueil chaleureux, mais ils s'étaient ralliés que le tiers des voix de la fédération du Rhône : « Je me souviens qu'à l'époque nous étions crédités de 14 % de voix, et nous en avons fait 19 % de plus. Ma foi, si cela recommence cette fois-ci... », dit-il, gourmand.

Cette fois-ci, les choses ont d'ores et déjà changé dans la fédération du Rhône du RPR. Et lorsque, vers 20 h 15, M. Séguin rejoint ses « compagnons », cadres qu'il a connus RPR du secteur, il a droit à une véritable ovation : « C'est normal, confie une militante, il a 95 % de la fédération, au minimum, derrière lui. Et pourtant ! Je suis fidèle à Jacques Chirac. » Signe

du changement : lorsque il prend place, face aux militants, pour cette réunion de travail, M. Philippe Séguin est bien entouré. Il y a là tous les parlementaires RPR du Rhône, Frédéric de M. Chirac, M. Mérieux, joier révé de la droite lyonnaise pour s'opposer à M. Michel Noir, aux prochaines municipales, ne dira pas « par fidélité à deux hommes qu'il respecte. Chirac et Séguin », comment il votera le 20 septembre. Mais son entourage fait remarquer qu'il aurait fort bien pu se plonger dans son agenda chargé de PDG de l'Institut Mérieux pour éviter de cautionner, par sa présence, à la tribune, le discours de M. Séguin.

M. Michel Noir le « traître »

Cette quasi-unanimité, à quelques rares unités près, des instances d'une fédération regroupant trois mille personnes à jour de leurs cotisations s'est manifestée dès le début de l'été, lorsqu'il s'est agi de renouveler les secrétaires de circonscription. Que ce soit dans les zones « viticoles » du Beaujolais ou dans les circonscriptions « populaires » du sud-ou de l'est lyonnais, les militants de base ont clairement fait savoir qu'ils allaient leurs préférences, en mélangeant leur craintes propres sur les conséquences du traité de Maastricht et leur refus de paraître dire « oui » à M. Mitterrand.

A ces facteurs, que l'on retrouve

selon des proches de M. Séguin, « dans toutes les fédérations », le Rhône a ajouté sa touche spéciale : l'indignité — voire la haine — que les cadres et les militants du RPR local vouent au « traître », M. Michel Noir, qui, lui, appelle au « oui ».

M. Séguin ne s'attarde pas sur cet aspect de son voyage à Lyon. Il préfère argumenter, déclarer un à un tous les articles du traité. Il mène le travail pour les défenseurs du « non » : « Insistez sur la perte de l'identité nationale au profit d'une technocratie qui veut légiférer sur tout, aussi bien sur les eaux minérales qu'en codifiant la manière de faire les pâtes », dit-il. Le succès est garanti. Le député des Vosges veut modérer le triomphe que lui font les militants : « Il nous faut rendre hommage à notre président Jacques Chirac pour avoir laissé dans notre mouvement les différentes sensibilités s'exprimer, déclarer-il. Je préfère être dans ma peau au RPR que dans celle d'un Chénedarmet au Parti socialiste. » Lui fait-on remarquer que le plébiscite qui semble l'attirer à l'intérieur de son mouvement pourrait créer quelques inquiétudes aux dirigeants du RPR, il réplique : « Ils pourraient s'inquiéter s'ils n'avaient pas affaire à des gens aussi loyaux que moi. » Avant d'ajouter dans un large sourire : « Et on ne rigole pas... »

ROBERT MARMOZ

G. M. Lalonde appelle les Français à « reprendre leurs esprits ». — M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, a appelé les Français, dans un communiqué publié mardi 25 août, à « reprendre leurs esprits ». « Nous assistons à une opération de politique intérieure pour que M. Séguin remplace M. Chirac à la tête du RPR, a ajouté l'ancien ministre de l'Environnement. Cela n'a rien à voir avec le traité de Maastricht ni avec l'Europe ».

هكذا من الإيجال

8 Le Monde • Jeudi 27 août 1992 •

REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

| Type Surface/étage | Adresse de l'immeuble Commercialisateur | Loyer brut + Prov./charges | Type Surface/étage | Adresse de l'immeuble Commercialisateur | Loyer brut + Prov./charges | Type Surface/étage | Adresse de l'immeuble Commercialisateur | Loyer brut + Prov./charges |
|--|--|-------------------------------|--|--|-------------------------------|--|--|-------------------------------|
| PARIS | | | 16^e ARRONDISSEMENT | | | 4 PIÈCES imm. neuf Très bon standing 101 m², 2 ^e étage Parking | | |
| 5^e ARRONDISSEMENT | | | 2 PIÈCES 53 m², 1 ^{er} étage Parking, balcon | | | ASNIÈRES 38 à 46, rue de l'Alme SAGGEL VENDÔME 47-76-31-08 Frais de commission | | |
| 2 PIÈCES 50 m², 3 ^e étage Parking | | | 185, boulevard Murst LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission | | | LA GARENNE-COLOMBES 19, rue d'Estienne-d'Orves CIGIMO - 48-00-88-89 Honoraires de location | | |
| 11, rue Tournefort GCI - 40-16-28-68 Frais d'actes | | | 60-62, av. Henri-Martin GCI - 40-16-28-68 Frais d'actes | | | NEUILLY 223, av. Ch. de Gaulle CIGIMO - 48-00-88-89 Honoraires de location | | |
| 8^e ARRONDISSEMENT | | | 20^e ARRONDISSEMENT | | | 2 PIÈCES 50 m², 2 ^e étage Parking | | |
| 31, rue d'Amsterdam GFC - 49-01-02-88 Poste 319 Frais d'actes | | | 52-56, rue des Haies CIGIMO - 48-00-88-89 Honoraires de location | | | NEUILLY 22, bd du Gal-Lederc GCI - 40-16-28-68 Frais d'actes | | |
| 24, rue de Téhéran SAGGEL VENDÔME 47-42-44-44 Frais de commission | | | 78 YVELINES | | | 6 PIÈCES 251 m², 2 ^e étage Châssis 12 m² Box | | |
| 10 bis, rue Paul-Baudry SAGGEL VENDÔME 47-42-44-44 Frais de commission | | | 3 PIÈCES 66 m², 3 ^e étage Parking | | | NEUILLY 4, place de Baginelle AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission | | |
| 9^e ARRONDISSEMENT | | | 4 PIÈCES 84 m², 1 ^{er} étage Parking | | | 5 PIÈCES 157 m², 6 ^e étage | | |
| 5, rue Drouot CIGIMO - 48-00-88-89 Honoraires de location | | | LE PECQ 50, av. du Gal-Lederc SAGGEL VENDÔME 47-78-15-85 Frais de commission | | | SAINT-MANDÉ 35, av. Joffre LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission | | |
| 3, rue Jules-Lefebvre SAGGEL VENDÔME 47-42-44-44 Frais de commission | | | PAVILLON 6 PIÈCES 132 m², jardin Garage | | | 94 VAL-DE-MARNE | | |
| 15^e ARRONDISSEMENT | | | NOISY-LE-ROI 5, rue Jean-Baptiste-Louis AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission | | | 2 PIÈCES 50 m², 2 ^e étage Parking | | |
| 20 bis, av. de Lowendal SAGGEL VENDÔME 47-42-44-44 Frais de commission | | | SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 14-18, rue du D-Timothée LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission | | | 95 VAL-D'OISE | | |
| 3 PIÈCES 58 m², 2 ^e étage Parking, balcon | | | 92 HAUTS-DE-SEINE | | | PAVILLON 6 PIÈCES 133 m², jardin Garage | | |
| 4, rue du Bocage LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission | | | 3 PIÈCES imm. neuf 60 m², 3 ^e étage Parking | | | CERGY 4, allée de Chiberta AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission | | |
| | | | 48 à 46, rue de l'Alme SAGGEL VENDÔME 47-76-31-08 Frais de commission | | | | | |

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE



Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)

Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise

Professionnels : 46-62-73-43 - Particuliers : 46-62-72-02/46-62-73-90

JUSTICE

Après huit jours de protestations

L'amertume des surveillants de prison

Ils ont rangé leurs banderoles, abandonné leurs tracts, et repris malgré eux le chemin de la détention. Au terme d'un mouvement de huit jours, tous les surveillants ont fini par reprendre leur travail. Les portes des prisons ont été débloquées, les affiches enlevées, et le rythme régulier de la vie en détention a remplacé la fièvre, le deuil, et la colère des premiers jours. « La reprise du travail est complète », note M. René Champagne, le secrétaire général de Force ouvrière (32,5 % des voix en 1991), mais la pénitencière a traversé des moments difficiles. Il faudra du temps pour que les clivages se résorbent.

Malgré cette grève diffuse, la garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, a gagné son pari : le mouvement de protestation lancé au lendemain de la mort du surveillant de Rouen n'a pas survécu aux discussions organisées la semaine dernière place Vendôme (1). Les négociations achevées, l'entente de M. Caron passé, le mouvement s'est peu à peu éteint. Le douloureux épisode du conflit de 1989 - M. Arpaillange avait suscité la colère des surveillants en prenant des mesures de rétrocession qui avaient finalement été levées dans la confusion - a pu être évité : le mouvement s'est achevé sans révolutions.

Bien des surveillants sont satisfaits, mais la plupart savent que les acquis du mouvement de protestation ne sont pas définitifs. Dans le cadre d'un budget que M. Redgovey vouldrait serrer, les surveillants ont obtenu en trois jours la création de 730 emplois - 530 étaient déjà prévus au projet de budget - et le doublement de l'indemnité pour charge de détention créée à l'automne dernier.

Les discussions ont en outre permis d'accéder en de matière sur le table un certain nombre de dossiers concernant la sécurité : la classification des établissements pénitentiaires, les régimes de détention, le régime disciplinaire des détenus, les détenus particulièrement signalés (DPS) seront revus. Un nouveau Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire sera en outre chargé d'améliorer la concertation avec les personnels.

La soif d'être reconnu

« Nous allons enfin être associés à l'élaboration de la politique pénitentiaire », note M. Jean-Jacques Marchand, le secrétaire général-adjoint de Force ouvrière-personnels de direction. Prenons l'exemple du plan de construction de treize mille places lancé en 1986. Nous disons depuis des années qu'il comprend trop de centres de détention et pas assez de maisons centrales (2), ce qui ne correspond pas au profil de la population carcérale puisque le nombre de longues peines ne cesse d'augmenter. De plus, la répartition géographique de ces centres n'est pas adaptée à nos besoins. Ces éléments vont être revus mais cette

fois, les professionnels ne devaient pas être absents des discussions. Le malaise est cependant trop ancien pour que les mesures annoncées la semaine dernière en viennent à bout. Depuis 1988, cette profession qui a pourtant l'habitude de respecter la discipline et l'autorité a mené trois mouvements de protestation. Rompant avec la discrétion traditionnelle de l'administration pénitentiaire, les surveillants avaient en 1988 et 1990 brandi des banderoles et défilé ouvertement leur hiérarchie. Lors de ces conflits qui avaient stupéfié les pénitenciers de la vieille école, les « matons » avaient brusquement pris la parole, exigeant des renforts d'effectifs, des augmentations de salaire, et une amélioration de leur régime de retraite.

Leur première revendication touchait cependant à la reconnaissance de leur métier. « En vingt ans, la profession a beaucoup changé », souligne M. Gilles Sicard, le secrétaire général de l'Union fédérale autonome pénitentiaire (55,3 % des voix en 1991). La formation s'est allongée, les candidats sont plus diplômés, et les missions ont évolué. Nous ne voulons plus être considérés comme des matons, mais comme des professionnels de la sécurité. La revendication de la parité avec la police, qui revient sans cesse dans les discours, a valeur de symbole : les surveillants, qui détiennent le mot de « matons », souhaitent être considérés comme des « vrais » fonctionnaires de sécurité, au même titre que les gen-

darmes ou les policiers (3). Le malaise des surveillants est aussi celui d'une profession qui a vu ses conditions de travail bouleversées ces dernières années. Le plan « 13 000 » lancé en 1986 par le garde des sceaux de M. Chirac, M. Albina Chalandon, a brusquement introduit le secteur privé dans la pénitencière. Une révolution mentale qui s'est accompagnée d'un gigantesque effort de construction : en moins de quatre ans vingt-cinq établissements neufs ont été édifiés.

« Les surveillants ont été confrontés à une petite révolution : la généralisation de l'informatique et de l'automatisation », souligne M. Dominique Pommeyrol, le secrétaire général de l'Union des syndicats pénitentiaires (10,8 % des voix). Aujourd'hui, il y a un système à deux vitesses. Les conditions de travail d'un surveillant dans un établissement ultra-moderne du 13 000 sont très différentes de celles d'un surveillant dans une petite maison d'arrêt construite il y a un siècle. Il a également fallu compter avec les coups d'un programme lancé par le garde des sceaux de M. Chirac et mis en œuvre - après révision - par des gouvernements qui n'auraient pas affichés les mêmes priorités.

Reste, enfin, la surpopulation carcérale, qui déséquilibre peu à peu l'ensemble du système pénitentiaire. En vingt ans, de 1971 à 1991, le nombre de détenus a augmenté de près de 60 % et les chif-

fres ne cessent de progresser : au 1^{er} juillet, les prisons françaises comptaient 54 811 détenus, soit le chiffre le plus élevé depuis 1948. La grâce accordée par le président de la République le 14 juillet a offert un léger répit à l'administration pénitentiaire mais la mécanique ne s'est pas interrompue pour autant. La surpopulation des prisons n'est pas encore dramatique - au 1^{er} août, les prisons comptaient 50 585 détenus pour 45 141 places, soit un taux d'occupation de 112 % - mais la situation ne durera sans doute pas.

ANNE CHEMIN

(1) La CFDT, qui a resté sceptique ou mécontente sur nombre de dossiers, qui tenait avant de l'annulation de la loi de 1983 le rôle de médiateur entre les surveillants et le cadre restreint des négociations, a annoncé mardi 25 août qu'elle ne signerait pas le relevé de conclusions.

(2) Les centres de détention accueillent en général les condamnés les plus jeunes, les primaires et ceux dans le passé judiciaire ou le moins chargé. Les maisons centrales, qui disposent d'un niveau de sécurité supérieur, accueillent le plus souvent les condamnés dont le reliquat de peine est supérieur à dix ans.

(3) La chancellerie a annoncé mardi 25 août que le surveillant principal titré à Rouen, Francis Caron, avait été promu à titre posthume au rang de premier surveillant. Sa veuve, qui devait percevoir une pension de réversion de 50 %, touchera de ce fait une pension de réversion à 100 % comme les veuves de policiers morts en service.

« On a le temps d'être déçu »

LYON

de notre bureau régional

Serge, surveillant à la prison Saint-Joseph de Lyon, est « dans la maison » depuis dix-sept ans, gagne 10 000 F par mois et ne fait plus d'illusions depuis longtemps. « L'effectif qui nous a été accordé, on le voit tout de suite », souligne-t-il. Admettons qu'on recrute aujourd'hui les 730 surveillants annoncés. Ils ne seront opérationnels qu'après huit mois de stage. D'ici là, on a le temps d'être encore plus déçu. » Serge est amer, vis-à-vis de l'administration comme des syndicats.

Thierry, lui aussi, refuse l'idée d'être syndiqué. Il a vingt-cinq ans, deux ans d'expérience et une amertume bien ancrée qui fait fuir le regard des responsables syndicaux. « Les syndicats ne nous ont pas encadrés, regrette-t-il. Avant eux politiques, ils nous dégoûtent. La France, ils peuvent en faire ce qu'ils veulent. Moi, je n'ai pas envie de jouer le rôle de la poignée de poule. » Ses collègues acquiescent. Ils évoquent la fin de l'état et le départ des vingt-trois stagiaires venus an-

maître de la maison d'arrêt d'Alton (Savoie) et de Saint-Quentin-Fallavier (Isère). Huit d'entre eux vont partir. Ils sont utilisés pour boucher les trous, comme de vrais remplaçants alors qu'ils devraient travailler en double, constate Michel Quirgo, un jeune responsable de l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP).

« La zone rouge est atteinte »

La portier tourne machinalement les clés dans la serrure pour ouvrir et refermer le portail principal. La routine reprend le dessus mais « les problèmes demeurent », martèle Michel Geresens, responsable démissionnaire du syndicat FO. « C'est bien d'organiser des activités de vidéo et d'astrologie pour les prisonniers, mais cela suppose du personnel supplémentaire qu'on n'attache jamais. » Il a démissionné parce qu'il ne sentait plus personnel et d'avoir été absorbé par le bureau national pendant la crise et en raison de son « ras-le-bol » face à un gouvernement « incapable d'assurer la sécurité dans les prisons ». La sécurité des surveillants. Celle qui a fait défaut à

ceux dont les portraits, barrés d'un bandeau tricolore, dominent le comptoir du mess. A l'heure de la relève et de l'après-midi, on vient y ressasser sa déception et sa morosité.

Les commentaires s'essouffent. « Au lieu de leur mettre des ventilateurs et des frigos, ils auraient mieux fait d'installer des douches dans les cellules, cela évitait des mouvements importants dans les étages », Philippe Trigano, secrétaire régional par intérim de l'UFAP le confirme : « La réalité, c'est celle du bâtiment H de Saint-Paul, où un seul surveillant a la responsabilité d'un étage qui regroupe une centaine de détenus. » Sur son t-shirt, le slogan d'un groupe de hard rock invite à passer avec le diable ou à faire sa dernière prière. Lui et ses collègues n'ont ni les moyens ni l'envie de se résoudre à ces extrêmes. Alors, une fois de plus, ils vont attendre le mois de septembre et les annonces budgétaires. Convincre, pourtant, que « la zone rouge est déjà largement atteinte » et qu'un jour, forcément, « cela fera mal ».

SERGE AIROLDI

ENVIRONNEMENT

Le trafic transpyrénéen

Deux rapports relancent la polémique sur le tunnel du Somport

Deux documents touchant l'épineuse affaire du tunnel routier du Somport sont sur la bureau de M^{me} Ségolène Royal.

A peine le ministre de l'environnement a-t-il réglé la crise franco-allemande, engendrée par le trafic des déchets hospitaliers, que le foyer du Somport se réveille, mettant en cause, cette fois, les relations franco-espagnoles. Certes, la loi et l'ordre paraissent enfin régner dans cette vallée d'Aspe qui a vécu l'un des étés les plus agités de sa longue histoire (le Monde du 11 août). Le plus bouillonnant des opposants - Eric Petiaud - est toujours en prison et les écologistes « européens » ont pour la plupart regagné leur pays d'origine, non sans avoir, pour certains Allemands, tâté des prisons françaises. Le tunnelier va bientôt mourir dans la roche, sous la protection de vigiles renforcés de gendarmes mobiles. Pour fêter l'événement, les partisans du tunnel ont donné, samedi 22 août, une conférence de presse in situ. On y a annoncé, entre autres, les progrès rapides de l'autoroute du côté espagnol.

Or les opposants viennent d'envoyer au ministre de l'environnement et de rendre publics les éléments d'un rapport provenant de Bruxelles. Il a été rédigé il y a trois ans par le bureau d'études privé Trases à la demande de la direction des transports de la Communauté. Sujet : le trafic transpyrénéen. Ce gros document de 115 pages conclut qu'il n'y a, dans les Pyrénées centrales, que deux passages d'intérêt international : le Pyrénéen, actuellement en travaux, et le Somport. Mais pour celui-ci, compte tenu des va-et-vient attendus entre la France et l'Espagne, il préconise de programmer un chantier en deux temps. D'abord, celui d'un tunnel à deux voies précédé, du côté français, par l'amélioration de la nationale 134. C'est ce qui est en train de se faire. Puis, dix ans plus tard, le doublement du tunnel et l'élargissement de la route de la vallée à deux fois deux voies. Exactement ce que redoutent les défenseurs d'Aspe, et même certains élus, pourtant parmi les plus favorables au projet actuel.

Un imbroglio total

Le raisonnement « bruxellois » est pourtant logique. Si la péninsule ibérique rejoint, comme elle le souhaite, les standards économiques européens, les échanges transpyrénéens s'intensifieront. Le tunnel à deux voies situé entre deux autoroutes convergentes, l'une en France et l'autre en Espagne, ne pourra devenir qu'un goulet d'étranglement. Dans ce cas, la circulation supplémentaire sera dirigée vers l'ancienne route du col que l'on veut aujourd'hui déclasser puisqu'elle traverse le parc national. Le seul avantage aux yeux du ministère de l'environnement de la solution « tunnel » serait alors réduit à néant. Si, au contraire, le tunnel s'avérait suffisant, cela voudrait dire que les autoroutes d'accès seraient à demi vides. Mais alors, pourquoi les construire ? Autrement dit, quitte à franchir les Pyrénées, construisons des ouvrages convenablement dimensionnés.

Le second rapport émane du CEMAGREF, centre de recherches

du ministère de l'agriculture. Il a été rédigé à la demande des services de l'équipement des Pyrénées-Atlantiques par M. Philippe Ballon, considéré comme un expert en matière de faune. Sujet : impact de l'élargissement de la nationale 134, la route d'accès au tunnel.

La totalité du passage transpyrénéen - autoroute Pau-Oloron, nationale 134 rectifiée et tunnel - n'a jamais été soumise à une étude d'impact préalable comme le veut la loi. Ce « détail » risque fort de motiver un arrêt des tribunaux administratifs devant lesquels plusieurs recours ont été déposés. La direction départementale de l'équipement s'est sans doute aperçue de ce fâcheux « oubli » et a diligemment une étude interne pour tenter de le réparer.

Or le rapport Ballon est formel. Le simple élargissement de la nationale 134 sur 30 kilomètres sera préjudiciable à l'ensemble de la faune de la vallée, et mortel pour l'ours. Les risques de collision avec les chevreuils et les sangliers, dont les populations sont en augmentation depuis des années, seront inévitablement accrus. A moins d'enfermer la route entre deux barrières, la sécurité des conducteurs sera mise en cause. Mais surtout, indique l'expert du CEMAGREF, la population uraine sera coupée en deux et chacun de ses foyers condamné à disparaître, ne serait-ce que par consanguinité. Si un ours adulte était victime d'une collision, la disparition serait encore plus rapide.

La solution proposée par le rapport consisterait à construire au-dessus de la route six « passages à gibier » d'une longueur totale de 4 300 mètres. Or ces ouvrages condamneraient la vieille voie ferrée dont, justement, valléens et écologistes, pour une fois d'accord, demandent la réouverture. Et leur construction coûterait probablement plus de 1 milliard de francs.

Après la publication de ces deux rapports, l'imbroglio de la vallée d'Aspe est total. Pour l'édification d'un ouvrage jugé déjà trop petit par des experts « européens », on risque de massacrer la faune de la vallée et de faire disparaître une espèce animale. A moins de renoncer au chemin de fer ! Ce qui condamnerait à tout jamais la ligne espagnole qui commence à Canfranc, juste au débouché du tunnel, et qui dessert quotidiennement Valence et Madrid.

MARC AMBROISE-RENDU

□ Déversements de produits toxiques. - Au cours de la journée du mardi 25 août deux déversements accidentels de substances toxiques ont mis les services de secours en alerte. Le premier s'est produit à Brioude (Haute-Loire) où une usine, filiale de Spie-Batignolles, a laissé couler des solvants dans une canalisation d'eau pluviale. L'épandage a été stoppé avant qu'il n'atteigne l'Allier. A Agen (Lot-et-Garonne), un camion citerne heurté par un poids lourd a laissé échapper sur la chaussée, en pleine ville, 16 000 litres de butane liquide. Une trentaine de maisons ont dû être évacuées et la nationale 113 (Toulouse-Bordeaux) a été fermée de 8 heures à 18 heures.

Le gouvernement invite les cliniques et les laboratoires à traiter leurs déchets médicaux

Si dans 40 % des hôpitaux l'élimination des déchets médicaux est « parfaite », dans 60 % des établissements et cabinets de soins elle n'est pas satisfaisante. Tel est le bilan dressé par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé, au cours d'une visite effectuée « sur le terrain » mardi 25 août avec M^{me} Ségolène Royal, ministre de l'environnement. Les deux membres du gouvernement ont vérifié que l'hôpital de Versailles, à l'instar des établissements de l'Assistance publique de Paris, expédie ses déchets à l'usine d'incinération spécialement construite pour cela à Créteil (Val-de-Marne). Pour que les médecins de clientèle, les petites cliniques et les laboratoires en fassent autant, les deux ministres ont adressé une lettre aux représentants de ces professionnels. Ils leur demandent de former eux-mêmes, d'ici deux mois, des propositions de collecte et d'élimination

de leurs déchets médicaux. A Brest, où des éboueurs ont été récemment blessés lors de la collecte d'ordures ménagères par des rejets de laboratoires d'analyses, de cabinets d'infirmiers ou médicaux, notre correspondant nous signale que le syndicat CFDT de la communauté urbaine a demandé une plus grande sévérité à l'égard des contrevenants qui n'utilisent pas les installations de traitement de la ville.

□ Recensement. - Une erreur s'est glissée dans le tableau des réseaux électriques français publié dans le Monde du 26 août. Le réseau des lignes EDF s'étendait en 1991 sur 566 000 kilomètres (dont 115 000 câbles). Il passera en l'an 2000 à 630 000 kilomètres (dont 195 000 câbles).

EN BREF

□ Des aides à la reconstruction de l'annexion à Tulle. - Le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Mellick, a annoncé, mardi 25 août, à Tulle (Corrèze), une série de mesures en faveur de la région touchée par la crise de l'emploi au sein du groupe d'armement GIAT-Industries. Des crédits nationaux et européens, supérieurs à 18 millions de francs au total, seront débloqués pour soutenir des projets créateurs d'emploi et des reconversions locales, notamment la création d'un laboratoire de métrologie et l'extension des implantations propres à la gendarmerie (centre d'instruction des gendarmes appelés, stages de commandement de grades ou école de sous-officiers).

□ Des inspecteurs tchécoslovaques dans les armées françaises. - Après une mission russe, la semaine dernière, dans plusieurs unités militaires stationnées dans le sud-est de la France, une équipe de la République fédérative tchèque et slovaque est arrivée, mardi 25 août, à Metz pour inspecter des matériels militaires français dans le Nord-Est. Ces opérations ont lieu dans le cadre du traité sur les forces classiques en Europe (CFCE), qui a été signé en 1990 par vingt-deux États membres de l'Alliance atlantique et de l'ex-pacte de Varsovie et qui impose des réductions d'armements (chars, blindés, avions, hélicoptères et pièces d'artillerie à l'Ouest et à l'Est). La France a déjà envoyé ses inspecteurs dans des pays de l'Est.

□ Des cocktails Molotov contre le consulat de Turquie à Marseille.

Le consulat de Turquie à Marseille a été la cible d'un attentat, mercredi 26 août, vers 2 heures du matin. Le jet de trois cocktails Molotov a provoqué un début d'incendie dans le jardin, rapidement circonscrit par le personnel du consulat. L'attentat, qui n'a occasionné que des dégâts légers, a été revendiqué dans la matinée par l'Union des jeunes révolutionnaires kurdes.

□ Une escroquerie au Crédit communal belge. - Un ancien inspecteur général du Crédit communal belge, âgé de soixante-neuf ans, s'est présenté à la police judiciaire de Bruxelles pour avouer une escroquerie portant sur 705 millions de francs belges (115 millions de francs français). Pendant quarante ans, Jacques Labar a profité de ses fonctions dans la banque pour proposer à ses clients des crédits à des taux surélevés. Son stratagème est passé d'autant plus inaperçu que ce cadre a été promu à la surveillance des escroqueries entre 1979 et 1988. Au premier stade de l'enquête, trente et une victimes ont déjà été dénombrées.

□ Vol de tableaux en Suisse. - Six tableaux, dont un Monet et un Gustave Courbet, ont été volés ce mois-ci dans une villa de Vevey (ouest de la Suisse), en l'absence des propriétaires. Si les Peupliers, du peintre impressionniste Claude Monet, sont jugés invendables, ils permettent un chantage à l'assurance. La valeur totale des œuvres volées est estimée à 8 millions de francs français. (AFP)

□ Une messagerie rose débloquée en rétro contre France Télécom. - La société gérant la messagerie rose 3615 Boy, dont le contrat avec France Télécom avait été résilié le 23 juillet par le Comité consultatif des kiosques télématiques et téléphoniques en raison du non-respect des « règles de déontologie précises en ce qui concerne notamment l'exposition du public à des textes ou images contraires aux bonnes mœurs », a été débloquée lundi 24 août en rétro par le tribunal de commerce de Paris. Pour sa part, le mouvement Onicair, qui lutte contre les « discriminations sexuelles », a demandé au gouvernement d'user de son autorité afin de retirer à France Télécom « le pouvoir de censure qu'il s'est arrogé ».

□ Augmentation des tarifs des parents parisiens. - Les tarifs des parents vont sensiblement augmenter à Paris dans les semaines à venir, au fur et à mesure de la modification des appareils de perception. Dans une zone centrale qui passe de 2 500 à 11 900 places, les tarifs sont alligés sur ceux des Champs-Élysées, c'est-à-dire 10 F l'heure au lieu de 8 F. 31 600 places restantes conservent leur ancienne tarification à 5 F l'heure. Cette décision, adoptée le 6 juin dernier par le Conseil de Paris, vise à améliorer la rotation des voitures et à réduire l'écart entre la tarification des parkings de surface et souterrains.

ÉDUCATION

M. Henry Pradeaux est nommé directeur de l'ONISEP

M. Henry Pradeaux a été nommé, vendredi 21 août (Journal officiel du 22 août), directeur de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP), en remplacement de M. Pierre Mondon qui occupait ce poste depuis janvier 1988.

(Né le 4 juin 1930 à Paris, M. Henry Pradeaux est licencié en droit et titulaire d'un diplôme d'études approfondies (DEA) de sciences politiques. Il a exercé les fonctions de chef de cabinet de M. Lionel Jospin, au ministère de l'Éducation nationale, de mai 1988 à avril 1992. Il était, depuis cette date, conseiller technique au cabinet du président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli.)



CULTURE

CINÉMA

Fenimore Cooper en trompe-l'œil Spectaculaire mais guère inspirée l'adaptation du « Dernier des Mohicans » propose de surprenantes variantes

LE DERNIER DES MOHICANS
de Michael Mann

Par bois et taillis, l'Indien souple et beau court, de toutes ses forces. C'est la première scène du film. On reconnaît la vedette, Daniel Day Lewis ; on comprend que la séquence signifie la profonde complicité du personnage avec la nature. Mais si jamais le terme « mise en scène » a signifié quelque chose, la course de l'homme des bois telle qu'elle est filmée est une fuite éperdue. Or, pas du tout : c'est une poursuite, où Day Lewis est le chasseur et non le gibier. D'entrée de jeu, on se doute que Michael Mann, bon réalisateur de séries B « de genre » (la Forteresse noire, le Sixième Sens) et inventeur du feuilleton télé Deux fils à Miami, ne cessera d'être dépassé par l'ampleur de son sujet, et de ses moyens.

Décevant, le Dernier des Mohicans est pourtant un film intrigant : le simple de la mise en scène contraste avec l'extrême complexité du récit. Loin de simplifier la trame du roman de Fenimore Cooper, les scénaristes en rajoutent plutôt sur la diversité des intérêts en conflit. Il y avait la guerre entre occupants anglais et français (Patrice Chéreau en Montcalm, hélas !) pour le contrôle du futur Etat de New-York, en 1757, et les affrontements entre Indiens alliés aux deux puissances européennes mais qui poursuivaient aussi leurs propres combats tribaux ou privés.

On a ajouté les colons américains, déchirés entre fidélité à la couronne et défense de leurs intérêts, et surtout une rivalité entre l'officier anglais Duncan Heyward (devenu le « méchant » pour l'occasion) et le chasseur Gili-de-Faucon (Day Lewis) pour les beaux yeux d'une des filles du colonel Munro, Cora (l'impeccable



Russell Means, vétéran de la cause indienne.

Madeline Stowe), convoquées à travers l'imposante sylve nord-américaine.

Loin de l'ordinaire manichéisme, cette complexité serait du meilleur aloi si elle n'entraînait une confusion certaine, inattendue quand on sait l'ordinaire habileté hollywoodienne à camper un récit dans les scènes d'exposition. Ainsi devrions-nous attendre pratiquement la fin du film pour apprendre le nom des protagonistes indiens, et les lieux où les alliances. On ignorera toujours que le héros s'appelle Gili-de-

Faucon, et il aura fallu plusieurs bobines pour découvrir qu'il ne s'agit pas d'un Indien interprété par un Blanc pour les seules raisons du star system. Autre étrange : avoir fait d'un Indien, l'effrayant Huron Magua qui ne rêve que d'arracher le cœur et anéantir la descendance de son ennemi, l'unique incarnation de l'idée de génocide.

A ces obscurités et déviations du scénario s'ajoute l'absence de contenu d'enfilade des scènes sur un

rythme ternaire bientôt écrasant : une jolie carte postale de paysage sauvage (belle forêt, belle cascade, beaux rochers, beau lac...), une scène d'action (embuscade dans le sous-bois, siège pyrotechnique, poursuites échevelées, bagarres au couteau, à la hache, à la massue, à mains nues), une rondelle de romance (où les incontinentes illustrateurs musicaux ne se sentent plus composés). Beaucoup de bruit, de sang, de sentiments, d'explosions, de figurants et de confitures pour un résultat qui s'apparente à un catalogue richement illustré des « scènes à faire ».

Il y a pourtant une séquence fascinante dans le Dernier des Mohicans, qui justifie presque à elle seule l'émotionnisme du récit. Un peu avant la fin, la quasi-totalité des protagonistes sont réunis dans un campement huron. Se dérolent alors, dans une réjouissante cacophonie de traductions simultanées, un sidérant trafic de signes, de dons et contre-dons, un potlatch de généralités, de sabbats, de vengeances, de gestes, de ruses, de codes.

Il reste qu'à force de chambouler l'histoire, le véritable « dernier des Mohicans » selon Fenimore Cooper, le guerrier Uncas, a été relégué à un rôle de quasi-figurant. Non seulement le film, malgré les garanties pro-indiennes qu'il fait mine de donner selon les conventions d'aujourd'hui, n'est recréé sur les personnages blancs, mais il s'achève sur la perpétuation du peuple mohican par... un couple de blancs (Day Lewis et Stowe), sans que personne paraisse s'en soucier. Pas même le sourcilieux Russell Means (lire encadré ci-dessous), vétéran de la cause indienne avant de devenir l'un des acteurs de cette adaptation en trompe-l'œil - fit-il de faucon.

JEAN-MICHEL FRODON

ARTS

Un peintre sans concessions

Une exposition pour rendre hommage à Jacques Villon, injustement oublié

JACQUES VILLON
à Sion (Suisse)

Une exposition dédiée à Villon : bonne occasion pour méditer sur l'inconstance de la gloire. Dans les années 50, il était tenu pour l'un des pères de la peinture française, et les Cahiers d'Art publiaient ses propos après ceux de Braque et de Léger. Il justifiait l'athéisme de son style par l'emploi du nombre d'or, du cercle chromatique et des mathématiques, et passait ainsi pour un héritier de la géométrie dans l'espace et d'ailleurs. Il avait côtoyé les cubistes et le futurisme sans adhérer à aucun de ces deux mouvements. Il avait fondé celui de la Section d'Or en compagnie de Kupka et de Gleizes, et méritait donc de figurer dans toute l'histoire de l'art moderne. Des frères Duchamp, Gaston Duchamp, dit Jacques Villon, était alors le plus illustre, bien plus que Marcel, qui avait conservé son patronyme de naissance et fait carrière dans le nihilisme et les échecs.

De nos jours, il reste si peu de sa notoriété qu'une exposition de ses œuvres, même brève, même incomplète, fait figure d'extravagance. Il faut donc s'y rendre d'autant plus vite. Ce qu'elle révèle ? Des tableaux dont les plus anciens sont antérieurs à 1914 - Villon était né en 1875 - et dont les plus tardifs datent des années 50 et qui cependant diffèrent assez peu les uns des autres. Il semble que Villon ait déterminé sa manière de façon à peu près définitive à l'époque de la Section d'Or et de ses colloques à Puteaux. Et il semble que cette manière s'obtienne par addition de deux impératifs, la construction géométrique et le chromatisme transposé.

Les lois du cercle chromatique
Têtes et objets des natures mortes s'organisent en volumes anguleux limités par des lignes trépidantes au crayon qui à l'encre. Le prime et le tertiaire dominent, si bien qu'un portrait et un paysage se métamorphosent en foisonnements de formes cristallines. Le motif n'a d'intérêt aux yeux du peintre qui le représente que dans la mesure où il se prête à l'analyse, par décompositions et recompositions successives. « Lorsque je fais des études directes, disait Villon, mes dessins suivent le mouvement intérieur, cette ligne intérieure de l'objet qui, comme une corde raide, lui donne une unité. Je fais, en somme, une analyse d'après nature, pour avoir le temps de réfléchir ».

Le hasard et l'a-priori ont peu de part dans ces réflexions calculées et corrigées. Les traits sont d'une inflexible rectitude, les courbes obéissent au compas, et les angles à l'équerre. Il y a tant de

méthode dans ces exercices de proportions et de rythmes que la peinture en garde comme un air de laboratoire ou de leçon d'optique physique.

La couleur les saute d'une perfection par trop épurée - couleur étrange dont on a peine à croire qu'elle se justifie par les lois du cercle chromatique. On croirait plutôt que, jusqu'à ses dernières années - il est mort en 1963 - Villon est demeuré attaché aux distances scabreuses et chatoyantes que les nabis avaient perfectionnées à partir de la leçon de Gauguin. Le vert, Villon le préfère d'une crudité agaçante, qu'il avive encore au moyen des violets, de jaunes vifs et de bleus tantôt avariés, tantôt pervenches. Un visage de femme qu'il a savamment découpé en facettes triangulaires et trapèzes symétriques, il le tatoue de séries multicolores. Une campagne, des arbres et des toits se parent de nuances rose thyrien très décoratives.

Dans l'emploi de ces harmonies rares, Villon démontre sa science, mais c'est la science d'une fantaisie. Le ton local, l'illusion de la lumière et de l'atmosphère, il ne les recherche pas, et, de même, qu'il reconstruit les formes selon sa géométrie propre, il les pare de couleurs factices qui lui plaisent - parce qu'elles lui plaisent. Le résultat est déconcertant, oscillant entre le fasciné et le brillant.

Dans les meilleurs tableaux, dont un admirable paysage peints en dix-huit du Bonnard, mais un Bonnard qui abusait du tire-ligne. Dans d'autres, abstraits ou presque abstraits, le système se déplace sans retenue : entrecroisements d'obliques, éparpillements des couleurs en signaux et flèches qui parcourent la surface en tous sens, dissonances et déséquilibres dynamiques d'une étonnante vigueur. Dans les moins séduisants, les plus artificiels, les plus évidemment « machinés » pour l'effet, il reste à admirer la froide audace de Villon qui applique ses dogmes sans faille, sans compromis ni adoucissement.

Interrogé sur Marcel Duchamp et le dadaïsme, il répondit ainsi : « Je sais bien que l'art est un jeu, je sais bien qu'il est périssable, mais j'aime tout de même aller jusqu'au bout de la création. C'est ce qui a fait, aller au bout de sa création, qu'il a su se perdre parfois dans des complications qui peuvent paraître aujourd'hui aberrantes. Ce jusqu'au-boutisme esthétique lui a cependant suggéré quelques toiles fort belles : c'est assez pour le justifier ».

PHILIPPE DAGEN

► Lieu d'art contemporain, Hameau du Lac, 11130 Sijon ; tél. : 06-49-93-62. Jusqu'au 30 septembre.

Une garantie d'Etat pour les grandes expositions

Un système d'assurance devrait faire face à l'augmentation considérable du montant des primes

« Le siècle du Titien », au Grand Palais, une vaste « Rétrospective Matisse », à Beaubourg, telles sont les grandes expositions que nous promettons pour 1993 les cimaises des institutions nationales. L'actualité des arts suit ainsi son cours d'un pas de sénateur, apparemment indifférent aux inquiétudes du marché. Pourtant, derrière l'apparente sérénité du programme du Centre Pompidou, et de la Réunion des musées nationaux (RMN), régnait jusqu'à aujourd'hui une inquiétude secrète.

Les coûts d'assurance de certaines œuvres majeures n'apparaissent pas à l'Etat français et qui devraient venir des grandes collections internationales rendaient impossible leur transport. Depuis des années, en effet, les primes demandées pour le transport des chefs-d'œuvre n'ont cessé d'augmenter pour devenir prohibitives, atteignant jusqu'à 30 % ou plus du budget de certaines manifestations de prestige.

Durant l'été, les services du ministère de la culture se sont donc livrés à des tractations toutes véniennes pour parvenir au projet de loi que devait adopter mercredi 26 août le conseil des ministres. Désormais, c'est l'Etat qui donnera sa garantie lorsque le coût des œuvres à assurer dépassera 300 millions de francs, seuil en deçà duquel la présence des courtiers et compagnies privées sera donc préservée.

Cette garantie sera réservée aux seuls établissements nationaux. S'il n'y a que des risques infimes d'accident, c'est bien en effet l'Etat qui sera financièrement responsable. Les collectivités locales organisant de telles expositions devront donc soit continuer à faire appel aux assurances classiques, soit mettre en place un dispositif comparable pour leur propre compte.

Le système de la garantie d'Etat, qui existait déjà aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, semble devoir faire école en Italie et en Espagne. Les responsables du projet, rue de Valenciennes, ont déjà une garantie européenne qui compléterait les dispositions prévues en matière de circulation des biens. Maastricht, toujours Maastricht.

FRÉDÉRIC EDELMANN

DEMAN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaux, gérant
Bruno Freppart
directeur de la rédaction
Jacques Gulu
directeur de la gestion
Marcel Lucchesi
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Vice-Président :
Jacques Amis
Thomas Fournier
Philippe Herveau
Jacques-François Simon

Daniel Vermet
directeur des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1988)
André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-60-32-90
Télécopieur : (1) 40-60-30-10

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-60-32-90

ÉTANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner,
envoyez ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en
indiquant leur numéro d'abonnement.

Russell Means, acteur et activiste

Interprète du père adoptif d'« Gili-de-Faucon » dans le film de Michael Mann, le Sioux Russell Means reste un acteur vétéran. Co-fondateur de l'American Indian Movement, il s'est rendu célèbre en 1973 lorsque, pendant soixante et onze jours, il a occupé Wounded Knee, sur la réserve de Pine Ridge, où, le 28 décembre 1890, le 7^e de cavalerie avait massacré hommes, femmes et enfants.

Depuis, raconte-t-il, « j'ai échappé à huit tentatives d'assassinat, et j'ai été en prison comme politique. J'ai fondé plusieurs organisations américaines à travers le monde, dont la première organisation non gouvernementale (ONG) indienne auprès des Nations unies. Je resterai toujours un patriote américain, mais le cinéma est probablement le moyen le plus rapide de combattre le racisme des Américains à l'égard des Indiens ».

Racisme également en vigueur, selon lui, sur le tournage du Dernier des Mohicans, à l'encontre des neuf cents acteurs, figurants

et cascadeurs indiens engagés dans le film. « Je tenais à en parler », dit-il, « car les Indiens ont été traités comme des animaux. Jusqu'au jour où il ne restera plus rien. Plus de frontière. Alors, notre race n'existera plus, ou ne nous ressemblera plus. La frontière, elle est pour mon fils blanc et sa famille. Et un jour, il n'y aura plus de frontière, et les hommes comme toi parleront à leur tour, et d'autres hommes viendront vivre et combattre... ».

Dans la version distribuée aux Etats-Unis, ce « discours » sur le toit du monde a été coupé. Russell Means s'est justifié devant la première projection. « Ça a été une horrible déception, mais j'ai

mieux compris le métier du cinéma, que j'ai bien l'intention de continuer ». En devenant aussi producteur, pour maîtriser l'intégrité des films auxquels il participera. Son premier projet : Wounded Knee, 1973, avec lequel il compte prendre à contre-pied les habitudes des cinéastes américains comme celles des spectateurs.

Russell Means est ainsi sans indulgence pour Robert Redford et Michael Apted, auteurs de deux films récemment consacrés aux questions indiennes, Thunderheart et Incident à Ogala (Le Monde du 18 juin), et selon lui terriblement éduqués. Quant au public américain, il s'en veut pas de sentir coupable. Il veut se sentir bien. Dans avec les loups, qui était une sorte de Lawrence des Plaines, satisfait de ce besoin. Dans Wounded Knee, Russell Means s'est juré de mettre en évidence le « vrai » rôle des Blancs.

HENRI BEHAR

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Date de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lescaux, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE
Imprimerie
du « Monde »
112, r. M.-Gautier
94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lescaux, président
Michel Cui, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue de Valenciennes
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-62-72-72
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 46-42-98-73 - Société civile
de la SARL Le Monde et de Médias et Médias Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tape LEMONDE
ou 36-15 - Tape LM

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tape LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-60-32-90

| Tarif | FRANCE | SUR-SEIN, LUXEMBOURG, PAYS-BAS | AUTRES PAYS |
|--------|---------|--------------------------------|-------------|
| 3 mois | 480 F | 512 F | 720 F |
| 6 mois | 880 F | 1 120 F | 1 560 F |
| 1 an | 1 620 F | 2 060 F | 2 900 F |

ÉTANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner,
envoyez ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en
indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom :
Prénom :
Adresse :

Code postal :
Localité :
Pays :

Facile, avoir l'obligation d'envoyer tout les
numéros par la poste en capital et en prime.

201 MON 01

ARTS • SPECTACLES



Alicia Alonso.

RENCONTRE
avec Alicia AlonsoLE VISAGE
STUPEFIANT
DE CUBA

ELÉGANCE époustouflante. On ne s'attend pas à une allure si fière. La bouche, mobile, est aussi célèbre que celle de Joan Crawford, plus souriante, peinte du même écarlate que celui d'un rideau de scène. Alicia Alonso, une tranquille assurance un physique de star. L'essentiel pour elle est ailleurs : sur la scène, où elle danse avec le Ballet national de Cuba. Elle l'a fondé, en 1948, avec celui qui fut son premier mari, Fernando Alonso, danseur lui-même. Le ballet, en tournée en Espagne, s'est arrêté à Alicante. Il s'est produit le lendemain à Benidorm (lire l'encadré page 12).

Alicia Alonso a décidé d'un rendez-vous dans la suite de son hôtel qui ressemble à un bunker. La danseuse est assise à contre-jour : rien dans son comportement, ni manière de vous suivre des yeux, ne laisse supposer qu'elle est aveugle, ou presque. Bégaye contre la cécité qu'elle mène sans faiblir depuis l'âge de vingt et un ans. Perdre la vue ou danser : Alicia Alonso n'a jamais hésité. « Au Théâtre des Champs-Élysées, en 1975, à chaque sortie de scène, dans les coulisses, des techniciens l'attendaient pour la guider », se souvient, émue, la chorégraphe Susan Burge. « Sa Giselle était de l'éther. On ne comprenait pas où elle prenait ses appuis. »

Elle a fait du Ballet national de Cuba, le seul ballet classique d'origine espagnole, un des meilleurs du monde. Elle donne ses propres versions du répertoire, qui, aujourd'hui encore, font autorité. Simultanément, elle ouvre le ballet à la culture, au folklore et aux rythmes afro-cubains. A la culture yotrana, celles des Indiens d'avant la colonisation.

En 1959, elle accompagne la révolution de Fidel Castro et de Che Guevara : Cubaine, et fière de l'être ! A défaut de La Havane, il était important de rencontrer Alicia Alonso en territoire espagnol, tant la terre de Christophe Colomb est viscéralement liée au continent sud-américain. La voix de la danseuse vibre quand elle évoque la bravoure du navigateur. La découverte, l'envie d'aller toujours plus loin, guide cette passionaria. Désir d'autant plus fort qu'elle est née sous le signe d'un double enfermement : l'insularité et la cécité.

Il était dit aussi que la Révolution serait un thème majeur de son destin : elle a appris à danser grâce aux étoiles russes émigrées aux États-Unis après la Révolution de 1917 ; elle a mis son art, sans jamais lui faire perdre son éclat, au service de la révolution castriste. Cette fille d'un lieutenant de l'armée, dont les ancêtres

Alicia Alonso est une des rares femmes au monde à diriger, après l'avoir créé, un ballet d'envergure internationale, celui de son pays : le Ballet national de Cuba. Héroïne de la danse - elle a inspiré les plus grands chorégraphes, comme George Balanchine, - héroïne de la Révolution - elle est l'amie de Castro et fut celle de Che Guevara, - elle revient avec sa compagnie, après huit ans d'absence, danser en France, à la Biennale internationale de la danse de Lyon. Des danseurs magnifiques aux cheveux et aux yeux noirs, à la peau ambrée. Elle, Alicia Alonso, dame de Cuba, est toujours sur scène, à soixante-deux ans, malgré sa cécité. Stupéfiante et fatale de beauté !

sont venus de Santander, applique à sa vie une discipline de fer. Ses réserves d'énergie semblent inépuisables.

« Comment devient-on danseuse quand on naît à Cuba en 1921 ?

« J'ai commencé à l'école de ballet de la Sociedad Pro Arte Musica, à La Havane. Mais, très jeune, je suis partie étudier à New-York, accompagnée par Fernando Alonso. J'ai eu la chance de recevoir l'enseignement de tous les professeurs qui avaient un nom : celui de la Russe Alexandra Fedorova et aussi de l'Italien Enrico Zanfretta. A la fin des années 30, à New-York, il y avait Mikhaïl Fokine, George Balanchine, Leonid Massine, Bronislava Nijinska, Antony Tudor, puis Jerome Robbins, Agnes DeMille : que des grands !

« On dit aussi que vous avez rencontré Antonia Marco, dite « La Argentina » ?

« J'étais toute petite fille. C'était à La Havane. Mon professeur m'avait préparé une courte chorégraphie à danser en son honneur. Après son spectacle, j'avais l'admiration dans sa loge. Il y avait foule mais elle m'a repérée : « Viens ici, toi, la petite avec la grande bouche. Je te reconnais ! » L'espère qu'elle avait aussi remarqué ma manière de danser : elle avait beaucoup d'humour. Je l'aimais.

« Et George Balanchine, qui a créé pour vous, quel homme était-il ?

« Balanchine a chorégraphié *Flamenco et Partenaire* pour Igor Youkevitch et moi : un duo très technique, très difficile. Avec lui, il fallait toujours danser à toute vitesse. Impossible de le prendre de front. Il lui disais d'une voix faible pour l'admirer : « Je ne peux pas le faire, mister Balanchine ! », alors il soulevait plusieurs fois sa main gauche et lançait très vite : « Bon, ça va, ça va comme ça ! » A part cela, il était l'homme le plus calme du monde, il n'élevait jamais la voix. Il vous donnait l'impression de ne jamais s'intéresser à vous, mais rien de ce que vous faisiez ne lui échappait. Sa grande marotte : que l'on se répète ses mouvements. Jamais il ne parlait de danse. Moi, je n'aimais pas cela, j'éprouvais le besoin de regarder mon partenaire, de danser aussi avec les yeux. J'ai

LYON
BIENNALE DE LA DANSE

La cinquième Biennale de la danse de Lyon, qui se déroulera du 12 septembre au 4 octobre, est consacrée à l'Espagne. Ce n'est évidemment pas une coïncidence. Après les grands courants de la danse moderne, en 1984, la danse expressionniste en 1988, « Quatre siècles de danse en France » en 1988 et « An American Story » en 1990, voici donc « Pasion de Espana » : vingt-sept compagnies, cent spectacles, trois bals, une Feria, des films, des expositions pour l'un des grands rendez-vous chorégraphiques européens.



interprété beaucoup de ses ballets. M. Balanchine, une impressionnante figure du ballet.

« En 1948, alors que vous étiez une ballerine célèbre, soliste dans les plus importantes compagnies du monde, vous rentrez à Cuba. Pourquoi ?

« Pour le Ballet de Cuba, avec Fernando Alonso, mon mari. Alberto Alonso, mon beau-frère, était le chorégraphe. En 1959, j'ai demandé à lui de faire de notre ballet et école privés le Ballet national de Cuba. Nous avons obtenu les moyens d'entreprendre un programme d'ouverture d'écoles dans les provinces. Il s'agissait de repérer des talents, de former des danseurs. Tout au long de l'année, des équipes sillonnaient le pays pour expliquer l'histoire de l'art, de la danse. Nous allions dans les usines, dans les champs de sucre. Partout. Aujourd'hui, ce programme continue d'importants moyens audiovisuels. Résultat : il y a beaucoup d'affiliés, ou n'importe quel programme de notre répertoire, la salle est pleine à craquer. Actuellement, dans nos écoles, il y a un boom, de garçons : on en compte quarante rien que dans l'école de la province de Pinar-del-Rio !

« Travaillez-vous encore avec les personnes handicapées ?

« Vous voulez parler du *Psycho* ? Je l'ai créé, développé. Maintenant d'autres ont pris son destin en mains. Mais il existe toujours !

« Quel est votre souvenir de Che Guevara ?

« L'homme le plus doux, le plus humain, le plus gentil que vous puissiez rencontrer. Et si honnête avec ça ! Sa disparition a non seulement une perte cruelle pour Cuba, mais aussi pour le monde entier. J'ai chorégraphié un ballet qui rendait hommage à sa liberté, à sa logique.

« Vous avez été un soutien du régime castriste : qu'en est-il aujourd'hui ?

« J'ai soutenu un gouvernement, j'ai soutenu des idées, plus qu'un régime.

Propos recueillis par
DOMINIQUE FRÉTARD
Lire la suite page 12

DANSE

ESPAGNE
Vitalité chorégraphique

SOLÉE par sa situation géographique, longtemps coupée du monde pour des raisons politiques, la péninsule ibérique a bien du mal à suivre l'évolution artistique et les profonds changements du monde. L'Europe. Au moins n'existe-t-il pas le plus grand mystère que d'imaginer une délectation à l'Europe prête à laisser séduire par les deux grands yeux noirs brillant derrière l'écran pyréen.

Pendant la dictature, de 1939 à 1975, le pouvoir totalitaire a tenté de contrôler la diversité culturelle des différents peuples qui composent l'Espagne. Il a imposé le stéréotype, qu'il prétendait représentatif, d'une supposée « culture espagnole ». Les manifestations régionales qui s'écartaient de ce modèle furent ignorées, quand elles ne furent pas réprimées. Pour ce qui est de la danse, on promut un « folklorisme » qui vulgarisait l'art au point de le convertir en produit de consommation de masse.

Les Catalans furent les plus réfractaires à l'uniformisation. Leur forte conscience nationaliste s'est heurtée de plein fouet à la volonté d'homogénéité. Ce n'est pas un hasard si la danse contemporaine, insoumise au non-conformisme, a rencontré en Catalogne un climat particulièrement réceptif. Jusqu'aux années 30, Barcelone fut un centre de référence culturelle de niveau européen. Sur ses scènes se succédèrent les danseurs renommés mondialement tandis qu'accouraient de toute la Péninsule ceux qui recherchaient là un tremplin international.

Déjà, en 1912, on enseignait l'eurythmie d'Emile Jacques-Dalcroze à l'Institut national de rythmique et de plastique. Plus tard, le modernisme chorégraphique sera personifié par Tortola Valencia, danseuse extravagante des années 20, qui connaîtra la renommée internationale et deviendra la muse de l'avant-garde barcelonaise. En 1931, Tortola s'affirme publiquement catalane et républicaine. Les courants de la danse moderne se seraient installés en Espagne si n'avait éclaté en 1936 une guerre civile qui allait reléguer le pays, quarante années durant, dans la coulisse de l'histoire.

Il faut attendre les années 60 pour que la première - et timide - ouverture du régime franquiste produise ses premiers effets sur la société espagnole. On commence alors à enseigner les techniques contemporaines à l'Académie privée d'Ana Maleras à Barcelone. Dans la même ville, l'Institut du théâtre, publiquement conforté peu après cette initiative en créant en son sein une section consacrée à la danse contemporaine.

Les premières compagnies ne tardent pas à naître et font bientôt leurs premières apparitions dans les salons de danse à l'étranger. Le Ballet contemporain de Barcelone et Heura obtiennent des prix à Bagnolet et Cologne. Simultanément, de nombreux élèves commencent à prendre contact avec les maîtres d'écoles célèbres en Europe et en Amérique. New-York : la compagnie de Merce Cunningham, Londres (The Place) : les compagnies qui ont le plus

DEUX YEUX NOIRS DERRIÈRE UN ÉVENTAIL

La danse n'est pas le moindre des disciplines artistiques qui ont marqué le retour de l'Espagne dans la communauté culturelle internationale. Dès le début des années 60, à Barcelone surtout, on a commencé d'apprendre et de représenter la danse contemporaine, après des années de repli sur un chimérique « espagnolisme ». Depuis bientôt vingt ans, de nombreux ballets compagnies sont formés dans la capitale catalane, à Madrid, à Valence ; ils ont fait l'objet d'une reconnaissance internationale, dont témoigne la présence à Lyon de la plupart d'entre eux.

Les principaux groupes de danse. Au début des années 60 s'ouvre un modèle d'enseignement, un nouveau centre, La Fabrika (L'Usine). Les Gelsbert et Lidia Azzopardi créent là un nouveau noyau d'inspiration. La Fabrika, plus tard, la salle municipale Mercat de les Flors, contribuent positivement au développement de la danse.

Depuis le début des années 80, le nouveau service de la danse du conseil de la culture de la Généralité, le gouvernement autonome de Catalogne, apporte l'aide publique, toujours insuffisante, dont ont bénéficié Ramon Oller et sa compagnie Métros. Lié au monde du folklore catalan depuis sa plus tendre enfance, c'est le chorégraphe le plus extraverti et le plus audacieux de la scène espagnole. La thématique de ses œuvres s'inspire généralement du quotidien. Un sens particulier de l'humour rend ses compositions facilement accessibles, bien qu'elles exigent parfois une double lecture. Une danse sur la raison pour laquelle on l'a considérée comme le Pedro Almodovar de la scène chorégraphique, comparaison



Angela Margarit : « solo pour une chambre d'hôtel »

encore renforcée par son goût pour l'étude de la complexité de l'univers féminin.

Un autre danseur a fait ses classes en Catalogne, aujourd'hui c'est à l'étranger que Vicente Saez poursuit sa carrière. Maître de la danse, il combine la qualité du mouvement à une dynamique de haut niveau intégrée à des conceptions chorégraphiques très structurées. Ce fils d'Elche (province de Alicante) ne serait pas méditerranéen s'il ne donnait sa place à l'émotion. La couleur, une anstérilité parfois exagérée dans le mouvement, mais aussi un degré de motivation qu'il sait faire partager à ses interprètes font de l'œuvre de Saez une symbiose parfaite entre le folklore nordique et l'individualisme méridional.

Si les compagnies catalanes d'avant-garde sont plus présentes dans les rendez-vous internationaux, d'autres commencent à être créées dans plusieurs régions espagnoles. Madrid, siège des deux institutions nationales, le Ballet national espagnol et le Lyrique national, abrite aussi l'excellente compagnie que

dirige Victor Ullate, tandis que la danse contemporaine se regroupe autour du Centre des nouvelles tendances scéniques, qui organise, entre autres, chaque année le Concours chorégraphique de Madrid et la saison « Danse Madrid ». De son côté, Valence crée « Danse Valence », un intéressant festival-marché-contre unique en son genre en Espagne.

Carmen, Don Juan, Don Quichotte, Goya... sont les noms d'une légende - pas toujours stimulante - que les quarante années de dictature franquiste n'ont pas précisément aidé à dépasser. Depuis le retour à la démocratie, les jeunes générations d'artistes espagnols vivent cette transition passionnante. Apparemment, le langage chorégraphique, langage visuel par excellence, correspond parfaitement ici, comme dans le reste du monde, elles qui ont grandi les yeux fixés sur la média le plus visuel de tous, la télévision.

MARJOLIJN VAN DER MEER
(Traduction de Philippe Bernard.)

RENCONTRE AVEC ALICIA ALONSO

Suite de la page 11

- Dans les années 1970-1975, le régime change : les amis d'hier, en désaccord, sont en prison, les homosexuels sont persécutés...
- Je n'approuve pas cet état de fait. La vie privée est la vie privée. Mettre les homosexuels en prison, au regard de ce qui se passe dans le monde, n'a aucun sens. Je pense que tout cela est terminé dans notre pays. Faisons le vœu que ces choses n'existent plus nulle part !
- Que faisiez-vous pendant la crise de la baie des Cochons ?
- Nous étions en tournée en Hongrie, enfermés dans un train. Dans l'impossibilité d'avoir des nouvelles : nous devenions fous !
- Que pensez-vous de la situation actuelle ?
- Le blocus rend nos conditions de vie très dures. Les bateaux viennent jusqu'à nous, mais ne peuvent pas accoster. C'est incroyable, mais on survit. Nous ne voulons nous battre avec personne. Quelle est la raison de ce blocus ? Mon pays est-il si contagieux qu'il fasse peur à une nation si puissante ?
- Faites-vous toujours partie de la Fédération des femmes ?
- Tous mes efforts portent aujourd'hui sur la libération du ballet de son environnement : l'entraînement des amateurs, les cours pour l'étranger, le Musée de la danse, le magazine Cuba dans le ballet. Je m'occupe aussi des répétitions, des nouvelles choré-

graphes : environ une quinzaine par an. Nos principaux chorégraphes sont Alberto Mendez, Ivan Teneo, Alberto et moi-même.

- Quel répertoire avez-vous créé pour le Ballet national de Cuba ?

- J'ai donné mes propres versions des grands ballets du répertoire : *Giselle*, *la Belle au bois dormant* que Rolf Liebermann m'a demandé de chorégraphier, en 1974, pour l'Opéra de Paris, *le Pas de quatre*. En 1972, j'avais dansé *Giselle*, toujours à l'Opéra, avec Cyril Atanasoff comme partenaire. L'année Dupond jouait un page : toute sa famille s'était déplacée pour le voir ! J'ai été très émue qu'Yvette Chauviré fasse ses adieux à la danse avec ma version de *Giselle*.

- J'ai dansé pour la première fois à Paris au Théâtre de Chaillot, en 1953. Et ma compagnie est venue pour la dernière fois en France, en 1984, au Théâtre des Champs-Élysées.

- Jorge Esquivel a-t-il été votre meilleur partenaire dans *Giselle* ?

- Hum ! Je ne cite pas de nom. Comme ils devaient comprendre ma conception du personnage féminin, chacun, à sa manière, adaptait sa personnalité au rôle d'Albrecht.

- Avez-vous jamais dansé avec Rudolf Noureev ?

- Pour la première fois, l'an dernier, au Festival de Majorque : nous avons interprété *le Poème de l'amour et de la mer*, d'Amédée-Ernest Chausson, chanté par Victoria de Los Angeles.

- Votre ballet a-t-il une spécificité cubaine ?

- Tout d'abord, j'ai voulu introduire des éléments du folklore, des danses populaires, mélangeant influences hispaniques et africaines de notre culture. A l'exemple de *El Rio y El Bosquete*, *Rumba, Rincón*... J'ai écrit mon dernier ballet sur une musique du compositeur américain, Louis Moreau Gottschalk, originaire de La Nouvelle-Orléans : il a été le premier à introduire dans une symphonie des tambours cubains. Cette pièce musicale s'appelle : *la Vie des tropiques*.

- Le programme que nous donnerons à la Biennale de Lyon possède un parfum espagnol. Nous avons *Noches de sang*, *Gadès*, *Don Quijote*, *Majismo*, *Maison de Bernarda*, *le Grand Pas de Paquita*. Je danserai quelques extraits de *Carmen*, le ballet qu'Alberto Alonso a créé pour Maïa Plisetskaya.

- En France, aujourd'hui, il y a un grand débat sur l'avenir du ballet classique : quel est votre avis ?

- Premièrement, je pense que la technique classique est une base pour toutes les danses. Deuxièmement, le classique ne peut s'envisager qu'à un très haut niveau d'interprétation. Quand les danseurs sont au sommet de leur art, ils remplissent les salles du monde avec le *Lac des cygnes* ou *Casse-Noisette*. Ces ballets ont gagné leur place dans le cœur et la culture des humains. L'important est aussi de savoir créer de nouveaux ballets, s'ouvrir à l'esprit de son époque, à la vie.

- Le classique « à la cubaine » ? La technique est la même dans toutes les écoles. La façon d'enchâsser les mouvements pendant la classe quotidienne donne au corps des habitudes et des réactions différentes. Difficile d'exprimer avec des mots car le ballet est un art visuel. Disons qu'il y a une interprétation des rôles qui nous est personnelle. Nous essayons aussi de privilégier une interprétation musicale où la danse s'exécute sur la mélodie, et non pas sur les accents.

- Aimez-vous danser la rumba africaine : le boléro espagnol ?

- Evidemment ! J'aime tout danser. Mais c'est rare de rencontrer quelqu'un qui sache mener une bonne rumba.

- Le Tropicana, célèbre night-club d'avant la révolution, existe-t-il toujours ?

- Il a rouvert, il a trois ans. C'est un endroit magnifique, en plein air, planté d'arbres centenaires. Il faut venir à La Havane au moment du Festival de danse !

- Danser alors que vos yeux sont très mauvais, que vous avez été opérés des dizaines de fois, n'est-ce pas une expérience, douloureuse mais unique, qui vous permet de trouver l'énergie pour être aujourd'hui sur scène ?

- Chacun d'entre nous, ou presque, se bat quand il voit quelque chose va détruire sa vie. Le combat vous rend, chaque jour, plus amoureux de la vie. Mes yeux m'ont donné plus de discipline, plus de concentration. Il fallait que je trouve comment continuer à danser, que je me tourne vers l'intérieur de moi-même. La danse est un travail mental avant d'être une technique. Je mesure tout avec mon corps et ma tête. Ainsi je prends possession de l'espace et je danse librement. Car pour danser, il faut être libre.

- Et votre vie, comment va-t-elle ?

- Disons qu'elle est loin d'être parfaite !

Propos recueillis par DOMINIQUE FRÉTARD

Un cygne à Benidorm

DES tours de béton construits jusque dans la mer. Des restaurants, des discothèques, des magasins étalés sur le trottoir, et, au milieu de tout de laideur, le parc de l'Agüera, théâtre de plein air réalisé par Ricardo Bofill, incongru. Etournement de voir tant de spectateurs sur les gradins de pelouse pour assister à un programme du Ballet national de Cuba taillé sur mesure pour des touristes : rien que des pas de deux, des extraits, bref, du spectaculaire !

Les stars de la compagnie sont au rendez-vous : Lolita Arango, Marta García, les frères Salgado, Francisco et Orlando. Des étoiles qui ont des rides - on ne part pas à la retraite à quarante ans dans cette institution - voisinent avec de très jeunes danseurs : la compagnie compte cent cinquante membres, soixante-dix seulement sont en Espagne. Ce n'est déjà pas mal !

Bodas de sangre, Diane et Acteon, Majismo, le Pas de deux de la Belle au bois dormant, le Grand Pas de Paquita : le niveau est excellent et le travail d'interprétation très fouillé. L'air de rien, Cubain de père cubain, a particulièrement attiré l'attention. Splendide sauteur, un dieu qui saurait séduire Diaghilev !

Quand soudain apparaît Alicia Alonso. Silence et émotion. Elle interprète, avec Orlando Salgado, l'adage de l'acte II du *Lac des cygnes*. On est frappé par la longueur inhumaine des attaches des chevilles. Une forme rare qui amplifie les mouvements, gonfle des pointes qui jamais ne tremblent. Les bras sont déliés, sans aucun maniérisme. La ballerine est prise dans un halo bleu. La scène devient surréelle. Le public est fasciné, conscient d'assister à un moment unique. Alicia Alonso glisse sur le plateau, plus légère que la plume de son diadème : cette femme sait quelque chose de l'éternité. Deux Français en vacances - l'un dirige une école de danse au Mans, l'autre est psychanalyste - vont, dès la fin du spectacle, rejoindre les fans qui guettent la sortie de l'étoile pour des autographes, ou juste pour l'apercevoir d'un peu plus près. Certains arriveront à se faire prendre en photo avec elle. Alicia Alonso s'éloigne au bras de son mari, son deuxième mari, Pedro Simon, écrivain. Deux grands de Cuba et d'Espagne.

D. F.

RENCONTRE
avec Guy Darmet

LA FÊTE SOUS LE SIGNE DE LA PALOMA



Guy Darmet.

« EN choisissant ce thème [l'Espagne] pour la Biennale 92, je parlais d'abord d'un conseil : lorsqu'on parle de l'Espagne, on ne parle jamais de la danse, excepté d'une seule forme, le flamenco. Cette année où les projecteurs sont braqués sur elle, j'ai voulu montrer que c'était un domaine, un pays méconnu (même à l'intérieur de ses frontières, nous y reviendrons). Par ailleurs, je faisais un pari : intéresser la danse espagnole à un grand public qui, dans une immense majorité, n'aura pas été cette année en Espagne mais en aura beaucoup entendu parler, et en aura sans doute rêvé. Je dois dire que ce pari est en passe d'être gagné, car le public montre déjà pour cette Biennale un intérêt supérieur à celui qu'il montrait pour les précédentes. »

En 1990, dès la première semaine de juillet, nous avions atteint 100 % d'objectifs de vente de places, fixés à 4 millions de francs. Cette fois-ci, à la même date, nous arrivons à 60 % de ces objectifs, fixés à 5 millions de francs. Il faut préciser que cette demande ne concerne pas seulement les « grosses machines » comme le Ballet de l'Opéra de Paris et le Ballet national d'Espagne, mais aussi des compagnies inconnues qui passent à 18 h 30...

J'ai commencé à travailler à la programmation dès le lendemain de la clôture de la Biennale précédente. En passant, pendant près de deux ans, une semaine par mois en Espagne. En profitant notamment des fêtes votives traditionnelles, afin de donner à nos manifestations un caractère festif auquel je tiens beaucoup : il y a chez nous davantage de bals que de colloques, c'est un choix...

La fête est permanente en Espagne, et elle est faite avec esprit, sans excès. Comparez la Feria de Séville et celle de Nîmes : dans l'une on sait boire et s'amuser ; dans l'autre, le spectacle de la rue est constant. J'ai été fasciné par les Fêtes de Valence, la plus belle fête d'Espagne - peu connue des étrangers, peut-être parce que Valence veut se préserver. Pendant deux jours, cent mille personnes (soit 10 % de la population), hommes, femmes et enfants, défilent en costume, portant des milliers de bouquets de fleurs qui vont habiller le gigantesque manteau de la Vierge, devant la cathédrale, tandis que les *bandas* jouent *Valencia*. Les *fallas* sont des sculptures en carton de deux à sept étages, immenses, payées par les habitants des rues et des quartiers réunis en confréries : le 19 mars, elles sont toutes brûlées. Des pétards éclatent à chaque seconde, sans parler des feux d'artifice, dont certains de jour, les *mascares*. Des bruits et des rythmes qui procurent une véritable émotion esthétique.

Dans tous les villages, il y a des fêtes traditionnelles où la danse populaire est présente : jotas, fandango, sardanes, ou le salon comme on peut en voir dans la fameuse « Paloma » de Barcelone.

Le schéma des biennales de Lyon est toujours le même : il s'agit de raconter une histoire, donc de présenter les traditions, les grands thèmes, les grands mythes, et s'ouvrir à la danse contemporaine. Pour la partie « historique », nous essayons de remonter le plus haut possible. Françoise Lancelot et Ana Yepes ont conçu un spectacle sur l'époque baroque. Elles ont trouvé peu de matériaux, et confient avoir travaillé beaucoup sur l'intuition ; la famille Yepes (Narciso, guitare ; Ignacio, flûte ; Ana, chorégraphe et danseuse) - parcourt, dans sa soirée « Divertissement sur la musique et la danse anciennes », sept siècles, du Moyen Âge à Manuel de Falla. Au dix-septième siècle, produisent des échanges entre les cours de France et d'Espagne : on retrouve le baroque français, mais avec des mouvements des bras et des frappelements de pieds sur le sol qui sont typiquement espagnols.

Le romantisme, c'est l'apogée de l'école bolera, la tradition la plus pure, la plus belle de toute la danse espagnole. Elle ne survit aujourd'hui qu'entre les mains d'une seule famille, les Pericot - deux frères et deux sœurs, - d'un enseignant à Madrid et d'autres en Argentine. C'est dans l'école bolera que

La cinquième édition de la Biennale de Lyon est consacrée à l'Espagne. Quand les projecteurs ont été braqués sur un pays pendant si longtemps, à l'occasion de l'Exposition universelle et des Jeux olympiques, il peut paraître difficile de passer le dernier. Mais Guy Darmet, fondateur et directeur de la Biennale, est sûr de ses découvertes et de la curiosité de son public pour une discipline qui ne résume, bien sûr, pas au flamenco. Il espère même qu'un peu de l'esprit, du goût pour la fête que manifestent avec passion les Espagnols, enflammant la capitale rhodanienne.

les chorégraphes étrangers, Bourmonville et plus tard Petipa pour ne citer que les plus célèbres, ont pris les « divertissements espagnols » de leurs ballets ; toutes les stars de l'époque romantique, Fanny Essler, Marie Taglioni, Lucile Grahn, ont inscrit à leur répertoire des danses boleras et y remportaient des triomphes. Il est abrutissant d'apprendre que les Pericot n'ont cette année aucun contrat en Espagne - une preuve entre cent de cette méconnaissance dont je parlais tout à l'heure.

Il n'existe pas, en Espagne, la compagnie de ballet classique (c'est-à-dire dansant le *Lac des cygnes* et autres héritages de la fin du dix-neuvième siècle). Le grand ballet classique du monde hispanique, c'est donc celui de Cuba ! La Biennale était l'occasion de montrer sa version de *Don Quichotte*, jamais vue en France et dont on dit qu'elle est « la plus russe » - elle est signée de trois chorégraphes cubains d'après Petipa et Alexandre Gorsky. C'était aussi le moment de rendre hommage à Alicia Alonso, une directrice, ballerine qui est un phénomène : longévité : à soixante-douze ans (dit son passeport) ou soixante-seize (dit-on), elle dansera des extraits du pas de deux de *Carmen*, le 1^{er} octobre, dans un second programme comprenant aussi *Noches de sang* d'Antonio Gades ; la *Maison de Bernarda Alba*, d'Ivan Tencorio ; *Majismo* de Jorge Garcia et le grand pas de *Paquita*, de Petipa.

Le Ballet national d'Espagne ? C'est une compagnie « folklorique » de soixante danseurs dont le rôle est de présenter du flamenco, quelques ballets d'école bolera et du « classique espagnol », c'est-à-dire des ballets inspirés des grands classiques comme *Albeniz* ou *Falla*, et des chorégraphes sont très influencés par la tradition espagnole tout en flirtant avec le ballet classique. Cette troupe attire un public considérable à travers le monde ; son triomphe absolu est le *Bolero* de Ravel, dans une version de José Granero - décor kitsch, garçons en cuir noir, filles en somptueuses robes - sera, je l'admets, ma concession au succès.

Quant aux danses populaires traditionnelles, j'ai en la confirmation à Avignon, avec les spectacles américains, qu'elles ont une place pour un théâtre, devant un public assis. Il faut les partager, les vivre. A la Biennale, les sardanes seront jouées devant la cathédrale, les jotas et les sévillanes sur une place du Vieux Lyon, le jour de la Feria (20 septembre). Pour la première fois, l'essai de mettre tout un quartier en fête : habitants, commerçants, restaurants seront à l'heure espagnole en décorant leurs fenêtres ou leurs vitrines, en servant des *paellas*, des *tapas*. Onze lieux seront animés en permanence. Ceux qui vraiment participent pourront apprendre : sévillane et la sardane dans des stages, au cours des deux premiers week-ends.

Le flamenco, qui est la forme de danse la plus célèbre, la plus difficile à appréhender, aura, bien sûr, une place importante. Sous ses deux aspects : le ballet-théâtre flamenco, popularisé par Antonio Gades et aujourd'hui par son héritière Cristina Hoyos, et le flamenco pur. Pour celui-ci, faire un spectacle est très difficile car il est impossible de recueillir des avis convergents : tel danseur porté aux nues par certains est déclaré nul par d'autres. Le seul

qui fasse l'unanimité est « El Farruco », « le roi gitan », qui viendra avec sa famille, dont un garçon de huit ans absolument époustouflant, déjà désigné comme « le plus grand ». Nous aurions sûrement réalisé de plus grosses recettes en les présentant dans un théâtre à mille places, mais ce serait trahir le flamenco, qui est fait pour le café-concert, c'est une tradition qui remonte au début de ce siècle. Il sera donc présenté dans le Café cantante, aménagé dans l'ancienne Maison de la Danse : trois places, autour de petites tables où seront servis pendant le spectacle *tapas* et boissons. La nouvelle génération du flamenco sera représentée par Javier Baron, Javier Latorre et Juana Amaya, vingt-cinq ans, baptisée « El tigre del Bengala » et « El Stromboli » par la presse de Séville.

J'ai demandé à divers chorégraphes et compagnies d'apporter les œuvres de leur répertoire inspirées par l'Espagne. Nous verrons trois *Carmen* : celle de Roland Petit, par le Ballet de l'Opéra de Paris (avec le *Tricorne* ; de Massine), celle de Mats Ek par le Ballet Cullberg (avec la *Maison de Bernarda*, également de Mats Ek) et celle de Dominique Boivin, qui sera une *maison maudite* *Baroque* et *Ulysse* donnent leur *Plein soleil*. Jean-Claude Gallota en *Légende de don Juan*. J'ai également passé commande à Christine Bastin et à la Lyonnaise Véronique Ros de La Grange, qui s'inspirent du thème de la tauromachie.

On découvrira la danse contemporaine espagnole avec neuf compagnies, en majorité jamais venues en France. La situation de la jeune danse en Espagne est comparable à celle qui régnait en France jusqu'au début des années 80 ou à celle de New-York aujourd'hui : extrêmement précaire. Recevoir une subvention de 1 million de pesetas (environ 50 000 francs) est une aubaine exceptionnelle. Le salaire moyen des danseurs équivaut à 1 500 francs par mois. Seule la Catalogne bénéficie d'une aide un peu plus substantielle ; aussi, sur les neuf chorégraphes invités, sept viendront de cette région, contre un de Valence et un seul de Madrid. Avec une reprise de Belmonte, son œuvre majeure, je donne un coup de chapeau à Sesc Gelabert, mal-aimé en France mais chez qui sont passés tous les jeunes chorégraphes d'Espagne, comme Milla ou comme Milla.

Le « d'ouverture » est une tradition établie de la Biennale. J'ai souhaité que s'y rencontrent de grands danseurs de l'Opéra de Paris et du monde hispanique dans des pas de deux du répertoire classique aux couleurs de l'Espagne, mais oublier le flamenco contemporain. Patrick Dupond et Monique Lalloué dansent *Don Quichotte* ; Agnès Lemaire et José Martinez Esmeralda ; Julio Bocca et Eleanor Cassin un *pas de deux* hommage à Astor Piazzolla ; Milla Duato et Catherine Allard *A cor perdute* ; Mario-Claude Pietragalla, Kader Belarbi et Pierre Darde *Arrastre* (de Pierre Darde) ; Maguy Marin offre une création, un duo pour Belarbi et Wilfrid Romoli. Olivia Granville et Milla extraient *Necesse* de Dominique Bagouet ; Jean Guizerix la *Chaconne* de José Limon ; Joachim Cortés le fameux *sapateado* de Vincente Escudero.

Parmi les manifestations parallèles, je souligne le programme cinéma conçu par l'Institut Lumière, de Bunuel à Almodovar, la première exposition spécialement consacrée aux peintres de l'Espagne pour le *Tricorne* ; les peintres contemporains espagnols représentés dans plusieurs galeries.

Une partie de la Biennale m'est chère, ce sont les bals. Ils ont été instaurés en 1990, à la suite d'une réflexion d'un spectateur en 1988 : « Cette Biennale était formidable, mais on n'a pas dansé... ». Trois bals costumés sont organisés cette année : la *Paloma* tango ; la *Paloma* rumba ; la *Paloma* bolera. Costumes suggérés : les années 50 « l'espagnole » pour le premier ; toutes les « espagnoles » imaginables pour le second, les *Carabos* pour le troisième. Tous présenteront des attractions, notamment le stupéfiant groupe théâtral La Cubana, de Barcelone.

Je souhaite que règne dans cette Biennale ce qui m'a le plus marqué au cours de mes voyages en Espagne : ce sens de la fête que nous avons perdu. Mais je ressens dans Lyon une attente impatiente pour le *mañana*. Et j'espère surtout qu'après Séville, qui montre la technologie, et Barcelone, bouleversée par les Jeux olympiques, cette Biennale de Lyon donnera une autre idée de l'Espagne. »

Interview recueillie par
YVETTE DE MONTAIGNE

Programme

Halle Tony-Garnier : le 12 septembre, à 20 heures, « d'ouverture », la présidence de la Paloma Picasso et de Miguel Bosé. De très nombreuses étoiles du classique et du contemporain dans des pièces espagnoles. Du 18 au 19, à 20 h 30, Ballet national d'Espagne. Du 18 septembre au 1^{er} octobre, à 20 h 30, Ballet national de Cuba.

Théâtre du Huitième : le 18, à 20 h 30, Rie et Danceries baroque espagnol. Du 20 au 22, à 20 h 30, Jean-Claude Gallota dans *Don Juan*. Les 27 et 28, à 20 h 30, compagnie Gelabert-Azopardo. Du 2 au 4 octobre, à 20 h 30 (dimanche à 15 heures), Ballet de l'Opéra de Paris.

Maison de la danse (réservée au flamenco) : le 15, à 23 heures, El Farruco y su Grupo. Du 17 au 19, à 23 heures, Javier Baron. Du 18 au 28, 23 heures, Juana Amaya. Du 1^{er} au 3 octobre, à 23 heures, Javier Latorre.

Théâtre des Célestins : le 13, à 17 heures, les 14 et 15, à 20 h 30 l'Escuela Bolera de la famille Pericot. Le 20, à 17 heures, le trio Yepes.

Théâtre de Lyon : les 18 et 19, à 20 h 30, compagnie Tomez Verges.

Théâtre des Célestins : du 18 au 19, à 19 h 30, Oia et Tse. Du 23 au 26, à 18 h 30, compagnie Mudances-Angel Margaritis. Du 30 septembre au 1^{er} octobre, à 18 h 30, compagnie Bubulus.

Transversal : les 22 et 23, à 20 h 30, compagnie l'Esquisse de Bourvier-Obadia dans *Plein Soleil*.

Les bals : le 19, paso-tango avec l'orchestre de

Didier Roussin. Le 28, rumba avec le groupe Armadillo. Le 3 octobre, salsa avec les Cubains NG La Banda. Tous les bals ont lieu de 22 heures à l'aube. Ils sont placés sous la responsabilité de Michèle Luquet.

TNP-Villeurbanne : du 24 au 26, à 20 h 30, Ballet Cullberg. Du 30 septembre au 2 octobre, à 20 h 30, Ballet Cristina Hoyos.

Salle Gérard-Philpe-Villeurbanne : du 23 au 25, à 20 h 30, 10 et 10 Garza.

Le Radiant-Culture : les 14 et 15, à 20 h 30, compagnie Vincente Saez. Les 18 et 19, à 20 h 30, compagnie Mal Pelo. Le 23, à 20 h 30, compagnie Beau Geste, de Dominique Boivin.

Théâtre de la Renaissance-Oullins : le 18, à 20 h 30, compagnie Christine Bastin.

Théâtre Copeau-Saint-Etienne, les 25 et 26, à 20 h 30, compagnie Ramon Oller.

Auditorium Maurice-Ravel : le 23, à 15 heures, de Milla.

Musée historique des tissus : du 12 septembre au 4 octobre, du mardi au dimanche inclus, de 18 heures à 17 h 30, exposition des costumes de La Argentina, 34, rue de la Charité, 69002 Lyon. Mais aussi expositions d'art contemporain espagnol dans différentes galeries lyonnaises.

Franc-Bellecour : exposition de photos de Martine Voyeux, spécialiste du flamenco et de l'Andalousie, 85, rue de la République, 69002 Lyon.

Biennale de la Danse : Maison de Lyon, place Bellecour, 69002. Tél. : 72-41-00-00 ou 3615 code LYON.

V.O. : BALZAC - LA BASTILLE - CINÉ BEAUBOURG - SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS - LES PARNASSIENS et MÉLIÈS/MONTREUIL - TRIANON/SCEAUX

OSCAR D'HONNEUR
1992
POUR L'ENSEMBLE
DE SON ŒUVRE

AGANTUK
LE VISITEUR
L'ARTISTE CHEF-ŒUVRE DE
SATYAJIT RAY



DISQUES

«GOOD NEWS»
le dernier album de Carmel

CARMEL McCOURT est de l'énergie. Blonde, les cheveux courts, elle balance avec une évidente envie de vivre sa vie en rythme. *Good News*, le sixième disque du trio qui porte son nom (un trio, avec Jim Parris à la basse, Gerry Darby à la batterie, épaulé par des albums par une bande de joyeux lurons) témoigne d'une vitalité sans partage, d'un esprit d'indépendance aux alentours des usines sidérurgiques de Scunthorpe, en Angleterre, où la musique tient lieu de terrain de jeu pour des insoumis.

Carmel McCourt n'est pas une débutante. Son premier album, *Carmel*, date de 1981, et son premier succès, *Bad Days*, une chanson qui tire vers le gospel, de 1983. L'histoire discographique de Carmel est semée de 45 tours à succès, de classements dans le «Top 50» et de hit-parades européens : *More, More, More*, musclé aux cuivres (1984), *Sally* (1985) et, dans la foulée, un duo en or avec Johnny Hallyday, *J'oublieai ton nom*. Aux rayons des longs formats, trois albums pour London Records (produits par Mike Thorn, dont le fulgurant *The Dream Is Everything* en 1984, puis par Brian Eno, le tout compilé sur un quatrième, *Avant ça, nous avions enregistré* mini-

album en trio chez Red Flame. *Good News* est donc son sixième album, et le premier chez EastWest Records, label à dimensions moyennes, filiale à vocation européenne de WEA.

Carmel et ses deux compères travaillent à façon. «Warner voulait sortir l'album tout de suite. Mais nous préférons travailler avec un plus petit label. Je crois qu'ils ont eu du mal à comprendre. Mais cet album est comme nous le voulions. Il marque une progression, il est plus large, plus ouvert. Il sonne plus naturel que les autres». Pochette colorée - trois figures, une rousse et deux Noirs, sur fond de carte de l'Europe - allure décontractée à l'usage du disque, si, par le passé, le trio n'a pas toujours su éviter les airs de mièvrerie et un certain empatement, *Good News* renoue avec les premières amours, une vigueur sincère et des ambages («le Monde Arts et Spectacles» du 2 juillet 1992). Les quinze titres de *Good News* ont été enregistrés (les bases en prise directe et en cinq jours - émotion oblige) et mixés à Munich sous l'œil vigilant du bassiste Jim Parris, transformé en producteur. De Jim (le nom de la femme de Jim) sur fond de rythme afro-antillais à *Letter to Margaret*, l'assassinie

MISS McCOURT RADICALE ET SOURIANTE

entre les deux sexes. Le ton est celui du défi. L'ex-premier ministre anglais, qualifié de menteuse et de «no woman», en prend pour son grade : «Je n'ai jamais pas Thatcher, je n'aime pas les politiques en général. Thatcher rôde toujours là, tout près, même si elle ne fait plus partie des dix personnalités politiques les plus en vue en Angleterre. D'ailleurs, c'est aujourd'hui que les pires effets de sa politique se font sentir. Beaucoup de mes amis sont des gens très pauvres, et c'est vraiment dur pour eux. Il faut payer pour tout ce qui était gratuit autrefois. Les gens deviennent cupides, le mécontentement est général. Mais en tout cas je crois que les artistes n'ont pas leur place dans les affaires : gouverner, le pouvoir amène la corruption.»

Le partage, le sens de la communauté. Dans le titre-phare, *Good News*, Carmel, qui s'en prend au pape (Vatican, charlatan) appelle au Christ, ultime et symbolique rempart aux travers d'un monde de plus en plus inégalitaire. Son image du Christ à elle, la chanteuse que le monde félicite d'avoir une voix noire («C'est peut-être vrai, mais bon...»), est à double sens. «Son visage échale la compassion, l'attention, la tendresse, la chaleur. Mais je vois aussi quelque chose de beaucoup plus dérangeant : un homme maigre aux vêtements déchirés, sale, avec une expression terrible sur le visage, la résignation. Pour les Noirs américains, Marie est noire : pour les Irlandais, elle est irlandaise, etc. Chacun façonne ses idées à son image». Carmel a la spiritualité robuste des femmes de terrain. Son bâton de pèlerin, la chanson, s'inspire plus des prêches d'espérances profanes et charnelles. «Le jazz

Trio anglais par leurs mères, irlandais, jamaïcain ou guyanais par leurs pères, les musiciens de Carmel appliquent la recette de l'éclectisme pop, de l'afro-caribéen au gospel ou raggamuffin. Rencontre avec Carmel McCourt en attendant le retour sur la scène parisienne, en octobre prochain, de la chanteuse sans peur et sans reproche.



Carmel.

Rock

The House of Love

Babe Rainbow

Il y a deux manières d'entendre ce disque, comme une reddition ou comme une maturation. Guy Chadwick, maître de la Maison d'amour, chanteur, guitariste avait conquis une place de choix au panthéon des rockers maniaco-dépressifs, entre Iggy Pop et Morrissey. À 33 ans, The House of Love a construit un fonds de commerce reposant sur une manière très particulière d'allier la délicatesse des mélodies à des sautes d'humeur instrumentales d'une violence presque terrifiante.

Tel un statisticien, Guy Chadwick a listé ses courbes et *Babe Rainbow* rassemble une dizaine de chansons classiques et pures, des mélodies gracieuses, des ornements de guitare presque mignons et des harmonies vocales suaves. La terrible mélancolie se réfugie dans les textes. On peut se sentir trahi par ce tour de force, par cette volonté imprévue d'aller vers l'auditeur. On peut aussi saluer la volonté d'un homme et d'un groupe de déclarer leur indépendance, de tourner le dos à l'amour et à la névrose qui peut naître entre les années et leurs ans au cours des années de semi-obscure.

Fontaine/Phonogram 812 849-2.

T. S.

Blues

Roy Rogers

Chapeau

Victime d'une homonymie fâcheuse, le cow-boy des chansons bercèrent notre enfance, Roy Rogers, bluesman blanc, bâton de vieillesse (le John Lee Hooker, dont il a guidé le retour avec respect et astuce, en est le compliment et termine ce disque par une reprise de *Happy Trails*, le générique de la série télévisée qui réunissait Roy Rogers (le cow-boy), Dale Gribble et leurs chevaux. Voilà pour le gag. Pour le blues, Roy Rogers n'avait pas encore, au moment où il enregistrait ce premier album (1985), nettement défini sa voie qu'il ne l'a fait depuis. On ne sait que par moment la formidable violence de son jeu de guitare. Le meilleur de ce disque, on le trouve dans quatre reprises de Robert Johnson, plus particulièrement un très beau *Terraplane Blues*, suite d'images érotico-automobiles (le starter que l'on taquine, le klaxon qui ne couine plus...) portées par une partie de slide guitar euphorisante. Si l'on ajoute un Elmore James (*Shake You Money Maker*, extraordinaire solo d'harmonica de Norton Buffalo) et un Skip James (*Devil Got My Woman* aussi infernal que les meilleurs Robert Johnson), on oubliera presque deux ou trois compositions originales pas tant à fait réussies.

Blind Pig BP24892, distribution Disfeg.

T. S.

AVEC

Chérie FM

DUTRONC
AU CASINO DE PARIS
À PARTIR
DU 3 NOVEMBRE
LOCATION:
49 95 99 99
ENAC
VIRGIN MEGASTORE
3015 CHERIE FM
NOUVEL ALBUM
PROCHAINEMENT

COLL MIBA

80000

80000

CHÉRIE FM, si vous l'écoutez, vous allez chanter !

l'intention de Margaret Thatcher, en passant par *Good News*, ballade soul, ou *You're on My Mind*, séquence raggamuffin menée de main de maître avec «toaster» Crazy Joe, l'album, truffé de références aux aînés (Sonny and Cher, les Doors, Piaf), est un bel exemple d'éclectisme contrôlé.

Des influences ? Plein. Mais il faut du temps à la musique pour bien se mélanger. Jaja, le premier titre, comme d'ailleurs une grande partie de notre musique, est basée sur le high-life africain. «J'adore le high-life», continue Carmel, qui se souvient de ses premiers pas musicaux à l'Art School de Manchester. Ses deux compères d'aujourd'hui, Jim (père guyanais, mère anglaise), Gerry (père jamaïcain, mère anglaise) y avaient fondé les Bee Vamp, un groupe de rock ouvert, qui invitait chaque semaine de nouvelles têtes. «On adorait jouer des percussions et de la batterie à Manchester, apprendre les rythmes algériens, ghanaïens. C'est une très bonne base. Les profs étaient formidables, beaucoup plus âgés que nous, mais pleins d'expérience. Aujourd'hui, je commence tout juste à comprendre la beauté des rythmes latins, bien que je ne les ai jamais étudiés. Auparavant, j'associais cette musique aux films Hollywood - «Hollywood people, horrible people!». - «Ces gens horribles, les faux sourires, la vanité. Mais j'ai découvert une musique merveilleuse qui inclut la danse.»

La danse. La transe collective. Sur scène, Carmel McCourt (père irlandais, mère anglaise) a la foi des prédicateurs d'église, la souplesse du rhythm'n'blues. Le groupe est un pur produit d'une Angleterre aux couleurs mélangées. «Je suis mi-irlandaise, mi-anglaise, mais je me sens plus proche de l'Irlande. J'y trouve plus d'énergie, de bonne humeur. Une de mes sœurs (nous sommes six enfants, dont cinq filles), la plus irlandaise de toutes, est celle que je préfère retrouver. Elle adore la vie. Faire des choses plutôt qu'en parler. J'étais une fervente croyante quand j'étais enfant, et je chantais dans les chorales d'église. Chez les Irlandais, il fallait fournir une nonne et un prêtre à chaque génération pour soutenir l'Eglise. Heureusement, je suis née plus tard. De toute façon, je préfère la scène à l'église, c'est plus spirituel.»

Good News donne des nouvelles du monde. De la politique. De la religion. De l'amour et du rapport

est pour moi, précieuse Carmel, un des sommets de la spiritualité. Quand on entend jouer Ornette Coleman, qu'il développe une mélodie, il est tellement dans sa musique... Les vieux disques de Charlie Mingus sont extraordinaires. Il est tellement ému, il dirige son orchestre, joue de la contrebasse, il chante ; il y a cette voix de blues qui sort. Le jazz illustre vraiment l'esprit des musiciens qui jouent ensemble. Il se passe quelque chose. On retrouve tout ça dans le gospel. Idem pour Ravi Shankar. Il est formidable. Si j'avais à choisir une catégorie - les gens du marketing en ont besoin pour savoir dans quel bac mettre les disques - je mettrais les nôtres dans le rayon folk. Mais me retrouver avec Philip Glass et Ravi Shankar serait le couronnement de ma carrière...

Pour le moment, Carmel a décidé de s'installer à Paris. «Mon père a fait le voyage d'Irlande en Angleterre, je peux bien traverser la Manche». Motifs : l'envie du changement, le succès rencontré ici et la culture française, avec ses mots qui «sonnent mieux», dont Carmel (le groupe) a paré ses paroles de Java. «Tomber», par exemple, c'est joli, non ? Et puis Edith Piaf a été mon mentor. A douze ans, je l'ai vue pour la première fois à la télévision. Ça a été un choc. J'ai rêvé qu'elle venait près de mon lit, mais elle ne chantait pas vraiment. Elle faisait juste des exercices pour la voix, des gammes. Quand elle montait, on avait l'impression que la voix suivait une progression naturelle au lieu de grimper pour de vrai. Et moi, j'adore chanter fort. Dans le chœur, à l'église, on ne chantait que du classique, des trucs anglais, du Haendel, des messes en latin ; rien à voir avec le gospel. Mais un jour, pendant une session d'enregistrement, Jim est venu dans le studio. Il m'a montré la table de mixage avec les vieilles et il m'a dit : «Écoute, tout ce que tu as à faire, c'est chanter de façon à ce que l'aiguille soit dans le rouge, et qu'elle y reste.» J'ai dit : «O.K.» C'est comme ça que j'ai appris à chanter fort, avant de chanter haut.

Propos recueillis par
VÉRONIQUE MORTAIGNE

CD EastWest/Carmel 4509-90044

LA RENTRÉE à Paris et en Ile-de-France

SCÈNES A PLEINS FEUX

Retour au théâtre. Après les grandes manœuvres de l'été, grandes institutions et jeunes compagnies se préparent à la plus dure des batailles : la rentrée. A Paris et dans sa région, ce sont plus de 150 salles qui vont ouvrir en même temps. Certains spectacles vont revenir de l'été festival auréolés de leur succès tandis que des équipes de création vont essayer ici et là de leur damer le pion avec des productions toutes neuves. En toute subjectivité, nous publions une sélection des affiches qui nous paraissent le mieux à même de satisfaire les attentes du public, des publics du théâtre.

À Paris de la scène s'est mis en quatre pour convaincre le public de retrouver le chemin des salles de théâtre. Théâtre privé parisien (quarante-sept salles), théâtres nationaux (sept salles), théâtre municipaux d'arrondissement, théâtres publics de Paris et de sa région, ce sont au total plus de 150 spectacles qui vont, en moins d'un mois, essayer de conquérir leur public.

Les favoris sont de trois sortes. En première ligne, les grandes productions créées cet été dans différents festivals qui ont bénéficié d'une forte couverture médiatique. Dans ce lot, on retrouve le *Chevalier d'Omedo*, de Lope de Vega, mis en scène par Louis Pasqual avec Jean-Marc Barr et Jean-Michel Dupuis, créé dans la Cour d'honneur du Palais des papes d'Avignon en juillet dernier; *Zarzuela, Historia de un Patio*, adapté par Jean-Claude Carrière et mis en scène par un transgénération de la troupe de Peter Brook, Alain Maratrat; sur un tout autre registre, *Jalousie*, de Sacha Guitry, mis en scène par Jean-Claude Brialy.

En seconde ligne, mais bien placés pour l'emporter, les spectacles montés autour d'une ou plusieurs stars. Le théâtre privé s'en est fait une spécialité. Michel Serrault met ses pas dans les pas de Louis Jouvet et s'empare de *Knock*. Jules Romains, sous les ordres de Pierre Mondy; Josiane Balasko traduit *Solo de l'Américain* Willy Russell, et se met elle-même - et seule - en scène; Zizi Jeanmaire, vingt-cinq ans après sa *Dame de chez Maxim's*, retrouve, aux côtés de Michel Duchaussoy, le théâtre de prose avec la *Belle Excentrique*, variation signée Jean-Pierre Grédy sur le couple infernal d'Elise et Marcel Jouhandeau; Jacques Weber reprend l'éducation d'Isabelle Carré pour l'*Ecole des femmes*, de Molière, la direction de Jean-Luc Boutté. Le théâtre public a lui aussi ses stars, et Denise Gence en est la plus affirmée. On la retrouve à la Colline pour une nouvelle production d'*Oh! les beaux jours*, de Samuel Beckett, dans une mise en scène de Pierre Cha-

bert, tandis que, dans le même théâtre, Michel Aumont joue *Machett*, de Ionesco, dirigé par Jorge Lavelli (1).

En troisième ligne, de nombreuses productions nouvelles paraissent armées pour créer la surprise et s'imposer. Elles sont pour la plupart placées sous la bannière du Festival d'automne dont le programme, qu'il soit de théâtre mais aussi de danse, musique, opéra et cinéma, vaut qu'on s'y abonne très rapidement (2). Hors de ce label prestigieux, le Théâtre de la Ville présente le nouveau spectacle d'Alain Françon, *Compagnie hommes*, du dramaturge anglais contemporain Edward Bond, avec une distribution irréprochable.

Enfin, l'amateur de théâtre devra s'abonner aux lignes bancaires de la RATP pour un périple en «petite couronne» réellement passionnant. Aurélien Recoing met en scène et interprète *Faust*, de Fernando Pessoa au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers; André Engel investit les *Légendes de la forêt viennoise*, d'Horvath à la Maison de la culture de Bobigny; Jean-Louis Martelli, à Nanterre, met en scène *l'Eglise*, de Louis-Ferdinand Céline, qu'il a créée le printemps dernier au Théâtre de Lyon, avant son triomphe à Avignon avec *Caldéron*, de Pasolini (dont il serait impensable qu'on ne le voie pas à Paris bientôt). Stéphane Braunschweig continue ses classes de jeune grand metteur en scène avec *La Cerisaie*, de Tchekhov à Gennevilliers. Pour terminer cette exploration d'un théâtre en pleine ébullition, il ne faudrait pas oublier qu'Hélène Vincent s'installe à Nanterre avec le prodigieux monologue de *Molly Bloom*, de Joyce, créé l'hiver dernier à Angers dans une mise en scène sur mesure de Jean-Michel Dupuis.

OLIVIER SCHMITT

(1) Le supplément «Arts et Spectacles» du 10 septembre consacra trois pages à la saison 1992-1993 du Théâtre national de la Colline.
(2) Le supplément «Arts et Spectacles» daté du 17 septembre sera consacré au Festival d'automne.



Charles Berling dans «l'Eglise».

THÉÂTRES PUBLICS

Mystification

de Denis Diderot
mise en scène de Jacques Weber,
avec Jean-François Balmer et Christine Murillo.

Théâtre national de Châlons. Salle Gémier. Du 5 novembre au 31 décembre à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. De 70 F à 190 F.

Les Rustres

de Carlo Goldoni
mise en scène de Jérôme Savary,
avec Dominique Lavant, Catherine Arditi,
Daniel Lecoq, Claude Piéplu et Michel Béro.

Théâtre national de Châlons. Salle Jean-Yves. Du 20 novembre au 9 janvier à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. De 70 F à 140 F.

Iphigénie

de Racine
mise en scène de Yannis Kokkos,
avec Martine Chevalier, Michel Favory,
Sylvie Bergé et Valérie Drévieux.

Comédie-Française. Du 16 septembre au 15 octobre, en alternance. Tél. : 40-15-00-15. De 40 F à 180 F.

Caligula

d'Albert Camus
mise en scène de Youssef Chahine,
avec Jean-Yves Dubois, Thierry Hancouss,
Martine Chevalier, Nicolas Sibing
et Jean-François Henry.

Comédie-Française. Du 16 septembre au 29 novembre, en alternance. Tél. : 40-15-00-15. De 40 F à 180 F.

Bal masqué

de Mikhaïl Lermontov
mise en scène d'Antoine Vitez,
avec Jean-Luc Boutté, Catherine Salviat,
Valérie Drévieux, Jean-Baptiste Maistre,
Cécile Sorel et Jean Desprez.

Comédie-Française. Du 16 septembre au 17 novembre, en alternance. Tél. : 40-15-00-15. De 40 F à 180 F.

Oh! les beaux jours

de Samuel Beckett
mise en scène de Pierre Chabert,
avec Denise Gence et Guy Combarnier.

Théâtre national de la Colline. Petite salle. Du 9 septembre au 22 novembre à 21 heures. Dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-80. 110 F et 140 F.

Machett

d'Eugène Ionesco
mise en scène de Jorge Lavelli,
avec Michel Aumont, Jean-Claude Jay,
Isabel Karjan, Gérard Laroque
et Marie Virel.

Théâtre national de la Colline. Grande salle. Du 20 octobre au 11 décembre à 20 h 30. Dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-80. 110 F et 140 F.

Méditerranée

de et par Els Comediants.
Théâtre national de l'Odéon-Théâtre de

l'Europe. Du 18 au 20 septembre à 20 h 30. Tél. : 44-41-36-38. De 30 F à 100 F.

L'Enfant bédard

de Bruno Bayen
mise en scène de l'auteur,
avec Jean-Marie Pazzi, Axel Boguslavsky
et Stéphane Ory.

Petit Odéon. Du 28 septembre au 29 novembre à 18 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-36-38. De 30 F à 100 F.

Le Chevalier d'Omedo

de Lope de Vega
mise en scène de Louis Pasqual,
avec Jean-Marc Barr, Jean-Michel Dupuis,
Françoise Frey et Sylvie Bergé.

Théâtre national de l'Odéon-Théâtre de l'Europe. Du 5 novembre au 30 décembre à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-36-38. De 30 F à 180 F.

La Compagnie des hommes

d'Edward Bond
mise en scène d'Alain Françon,
avec Jean-Marc Barr, Jean-Michel Dupuis,
Françoise Frey et Sylvie Bergé.

Théâtre de la Ville. Du 28 septembre au 24 octobre à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 42-71-71-71. De 80 F à 130 F.

La Valse des toréadors

de Jean Anouilh
mise en scène de Régis Santer,
avec Miro de Jorge, Anne-Marie Philips,
Jean Lecoq et Eric Boucher.

Théâtre de la Ville. Du 17 novembre au 17 novembre à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 42-71-71-71. De 80 F à 130 F.

Vu du pont

d'Arthur Miller
mise en scène de Jacques Moras,
avec Michel Ceron et Catherine Rouvel.

Théâtre de la Ville. Du 17 novembre au 20 décembre à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 42-71-71-71. De 80 F à 130 F.

Le Marin perdu en mer

de Joël Jouanneau
mise en scène de l'auteur,
avec Marc Berman, Michel Guitier,
Michel Raskine et David Wadlow.

Théâtre de l'Athénée-Louis-Jouvet. Du 16 novembre au 11 novembre à 21 heures (sauf dimanche et lundi). Tél. : 47-42-67-81. 90 F et 140 F. (Festival d'automne).

Au cœur des ténèbres

de Joseph Conrad
mise en scène de Joël Jouanneau,
avec David Wadlow, Alain Altman,
Isabel Karjan, Mireille Mossé
et Michel Raskine.

Théâtre de l'Athénée-Louis-Jouvet. Du 16 novembre au 22 novembre à 21 heures. Dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-67-81. 90 F et 140 F. (Festival d'automne).

Weimarland

de Bruno Bayen
mise en scène de l'auteur,
avec Laurence Meyer, Igi Dal'Aglio,
Eric Doy, Dominique Raymond et Charles Nelson.

mise en scène de l'auteur,
avec Laurence Meyer, Igi Dal'Aglio,
Eric Doy, Dominique Raymond et Charles Nelson.

Théâtre de la Bastille. Du 22 septembre au 26 octobre à 21 heures. Dimanche à 17 heures. Tél. : 45-47-42-14. 70 F et 100 F. (Festival d'automne).

Zarzuela

Historia de un Patio
adapté par Jean-Claude Carrière
et conçu par Alain Françon,
avec 11 musiciens.

Théâtre des Bouffes-Parisiens. Du 15 septembre au 12 octobre à 20 h 30. Tél. : 46-07-34-60. 120 F.

Sganarelle ou le Cocu imaginaire et le Mariage forcé

de Molière
mise en scène de Jacques Lecoq,
avec Olivier Bonnaud, Jérôme Bonaldi,
Isabelle Huppert et Marie Virel.

Théâtre de la Ville. Du 22 septembre au 11 octobre (horaires variables). Tél. : 42-71-71-71. De 80 F à 130 F.

Djurdjura

de Jean Anouilh
mise en scène de Régis Santer,
avec Miro de Jorge, Anne-Marie Philips,
Jean Lecoq et Eric Boucher.

Théâtre de la Ville. Du 8 au 26 septembre à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 42-71-71-71. De 80 F à 130 F.

Le Polygraphe

de Marie Bressard et Robert Lepage
mise en scène de Robert Lepage,
avec Robert Lepage.

Théâtre du Rond-Point. Du 29 novembre à 20 h 45. Dimanche à 17 heures. Tél. : 45-44-72-30. De 60 F à 120 F. (Festival d'automne).

Faust

de Fernando Pessoa
mise en scène d'Aurélien Recoing,
avec Aurélien Recoing, Dominique Veladé,
Jean-Yves Châtelais, Benoît Lapeque et Julie Lecoq.

Théâtre de la Commune d'Aubervilliers. Du 6 au 30 octobre à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 70 F à 120 F.

Légendes de la forêt viennoise

d'Ödön von Horváth
mise en scène d'André Engel,
avec Jean-Luc Bideau, Jacques Bonnetti,
Christiane Cohendy, Yann Colletto,
Jacques Nolot, Michèle Oppenot,
et Nathalie Richard.

Maison de la culture de Bobigny. Du 29 septembre au 22 novembre à 20 h. Dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-46. De 70 F à 130 F. (Festival d'automne).

Le Décapité récalcitrant

de Jean-Pierre Laroche et Serge Durlac
mise en scène de l'auteur,
avec Laurence Meyer, Igi Dal'Aglio,
Eric Doy, Dominique Raymond et Charles Nelson.

spectacle forain et musical
pour 35 machines et 12 acteurs mécaniciens.

Théâtre des arts de Courcy-Pommes. Les 21 et 22 septembre à 20 h 30 et le 26 septembre à 18 heures et 20 h 30. Tél. : 30-30-33-33. 80 F et 100 F.

La Cerisaie

d'Anton Tchekhov
mise en scène de Stéphane Braunschweig,
avec Olivier Crivellier, Claude Duportet,
Pierre Laroche et Jean-Luc Boutté.

Théâtre de Gennevilliers. Du 18 septembre au 18 octobre à 20 h 30. Dimanche à 17 heures. Tél. : 47-65-26-30. De 60 F à 140 F. (Festival d'automne).

L'Eglise

de Louis-Ferdinand Céline
mise en scène de Jean-Michel Dupuis,
avec Charles Berling, Christine Murillo,
Jean-Pierre Laroche, Gérard Berruau,
Romains Frérot et Géraldine Vincent.

Théâtre des Américains de Nanterre. Du 29 septembre au 25 octobre à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 41-41-41-41. De 80 F à 130 F.

Molly Bloom

d'James Joyce
mise en scène de Jean-Michel Dupuis,
avec Hélène Vincent.

Théâtre des Américains de Nanterre. Du 3 au 23 novembre à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 46-14-70-00. De 80 F à 130 F.

Amphitryon

de Molière
mise en scène de Françoise Rancoule,
avec Pierre Balot, Danièle Delafosse,
Samuel Labadie, Marianne Maréchal
et Sébastien Teyssier.

Théâtre de Rungis. Du 13 au 31 octobre à 21 heures. Dimanche à 16 heures. Tél. : 46-76-00-00. 80 F et 110 F.

La Raquette et Chânes

d'Henri Michaux
mise en scène de Catherine Anna.
Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis. Du 28 septembre au 24 octobre à 21 heures. Tél. : 42-43-17-17.

Théâtre de la Ville. Du 17 novembre au 17 novembre à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 42-71-71-71. De 80 F à 130 F.

Théâtre de la Ville. Du 17 novembre au 17 novembre à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 42-71-71-71. De 80 F à 130 F.

Théâtre de la Ville. Du 17 novembre au 17 novembre à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 42-71-71-71. De 80 F à 130 F.

Théâtre de la Ville. Du 17 novembre au 17 novembre à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 42-71-71-71. De 80 F à 130 F.

Théâtre de la Ville. Du 17 novembre au 17 novembre à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 42-71-71-71. De 80 F à 130 F.

Théâtre de la Ville. Du 17 novembre au 17 novembre à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 42-71-71-71. De 80 F à 130 F.

THÉÂTRES PRIVÉS

Le Fou et la Nonne

de Stanislas Witkiewicz
mise en scène d'Abbas Zahedi,
avec Jean-Pierre Laroche, Jean-Luc Boutté,
Jean-Luc Boutté et Jean-Luc Boutté.

Théâtre de la Main d'Or-Belle de Mai. Du 2 au 27 septembre. Tél. : 46-08-07-85. 80 F et 120 F.

Long voyage vers la nuit

d'Eugène Ionesco
mise en scène de Patrick Karpent,
avec Simone Valleri et Jean Desailly.

Théâtre de la Madeline. A partir du 3 septembre. Tél. : 42-65-08-28. De 80 F à 240 F.

Jalousie

de Sacha Guitry
mise en scène de Jean-Claude Brialy,
avec Bernard Alane et Caroline Sirel.

Théâtre des Bouffes-Parisiens. A partir du 8 septembre. Tél. : 46-07-34-60. De 80 F à 130 F.

Jouhandeau ou la belle excentrique

de Jean-Pierre Grédy
mise en scène de Roland Petit,
avec Zizi Jeanmaire et Michel Duchaussoy.

Théâtre Montparnasse. A partir du 10 septembre. Tél. : 46-22-77-74.

Confidences pour clarinette

de Michel Cristofari
mise en scène de Jean-Luc Mounet,
avec Françoise Perrot et Jean-Luc Mounet.

Théâtre de la Gaité-Montparnasse. A partir du 13 septembre. Tél. : 43-23-74-14. De 120 F à 220 F.

Brûlez tout

de Lucien Wilson
mise en scène de Stephen Mackegg,
avec Patrick Chesnoy, Claire Nibout,
Roger Mirmont et François Berléand.

Théâtre La Bruyère. A partir du 22 septembre. Tél. : 46-74-76-99. De 80 F à 110 F.

Bufo

de et par Howard Buten,
présenté des attractions d'Achille Tonic.

Olympie. Du 22 au 27 septembre à 20 h 30. Dimanche à 17 heures. Tél. : 47-63-23-23. 170 F et 180 F (+ 15 F par téléphone).

Solo

de Willy Russell
mise en scène de Josiane Balasko,
avec Josiane Balasko.

Théâtre du Gymnase-Maria Bell. A partir du 22 septembre. Tél. : 42-46-79-78. De 80 F à 220 F.

Les Dimanches de Monsieur Riley

de Tom Stoppard
mise en scène de Georges Wilson,
avec Annick Alane et Jean-Pierre Drevil.

Théâtre de l'Esprit. A partir du 25 septembre. Tél. : 46-74-42-62. De 60 F à 280 F.

Knock

de Jules Romains
mise en scène de Pierre Mondy,
avec Michel Berrut et Jacques Moril.

Théâtre de la Porte Saint-Martin. A partir du 25 septembre. Tél. : 42-08-00-32. De 110 F à 250 F.

L'Ecole des femmes

de Molière
mise en scène de Jean-Luc Boutté,
avec Isabelle Carré et Jacques Weber.

Théâtre des Arts-Hébertot. A partir du 11 septembre. Tél. : 46-07-34-60. De 100 F à 220 F.

Suite royale

de Denis Diderot
mise en scène de François Huerar,
avec Jacques Huet, Christine Ruel
et Jacques Spierer.

Théâtre Marigny. A partir du 28 septembre. Tél. : 42-56-04-41. De 100 F à 250 F.

Les Bas-fonds

de Maxime Gorki
mise en scène de Robert Bresson,
avec Michel Robin, Jacques Frantz,
Jean-Pierre Mito, Jacqueline Denno
et Corinne Dore.

Théâtre Mogador. A partir du 1^{er} octobre. Tél. : 46-76-04-04. De 80 F à 250 F.

L'Une et l'Autre

de Laila Belon
mise en scène de Françoise Karpent,
avec Willy Borgeaud, Jocelyne Stipault,
Yannick Clach et Paul Mail.

Théâtre des Champs-Élysées. A partir du 7 octobre. Tél. : 47-20-08-24. 100 F et 180 F. Étudiants : 75 F.

Les Palmes de M. Schutz

de Jean-Noël Forys
mise en scène de Jean-Claude Brialy,
avec Sonia Volterre, Stéphane Hillel
et Gérard Calaud.

Théâtre Mathurins. Tél. : 42-56-80-00 et 42-56-90-01. De 50 F à 230 F.

La Puce à l'oreille

de Georges Feytaud
mise en scène de Jean-Claude Brialy,
avec Gérard Calaud et Jean-Luc Boutté.

Théâtre de la Michodière. Tél. : 47-42-65-77. De 50 F à 240 F.

Charité bien ordonnée...

de et avec Didier Caron, Pascal Elie,
Eric Labadie, Roland Marziano,
Marie-Isabelle Mossé et Thierry Nicolas,
mise en scène de Jacques Decombe.

Théâtre du Splendid-Saint-Martin. Tél. : 42-08-21-93. De 100 F à 150 F. De 80 F.

V.O. GAUMONT LES HALLES • GAUMONT MARIIGNAN CONCORDE • BIENVENUE MONTPARNASSE

VANESSA REDGRAVE KEITH CARRADINE
BALLAD OF THE



BILLET

La tentation selon Viannet

Haro sur la construction européenne et mise en sommeil des velléités d'autocritique apparues ces derniers mois. Mercredi 25 août, pour sa première conférence de presse de rentrée en tant que secrétaire général de la CGT, M. Louis Vianetti s'est renoué avec un discours d'une parfaite orthodoxie.

À l'approche du référendum du 20 septembre et des échéances prud'homales de décembre, la centrale syndicale est bien décidée à capitaliser l'inquiétude que suscitent chez certains salariés les accords de Maastricht. Et tant pis à cette ventouse égrégine les bonnes résolutions affichées en janvier lors de son dernier congrès.

L'an passé à pareille époque, M. Vianetti, alors prétendant au poste de leader de la CGT, s'interrogeait gravement sur « l'écart existant entre le mécontentement et l'action revendicative » et souhaitait « dilier l'éventail des sensibilités politiques » à l'intérieur de son organisation, dont il préconisait la « transformation profonde ».

Mardi, le secrétaire général a repris sans état d'âme les antennes célestes les plus classiques.

Le passage le plus remarqué de son intervention aura été sans conteste l'appel insistant en faveur du « non » au référendum. Ceux qui avaient craint, lors de son dernier congrès, que la CGT « se délite » de donner des consignes de vote lors des consultations « ... » du mal à comprendre. Peu importe.

L'argumentaire pour le moins sommaire de M. Vianetti — faire « échec à une Europe sociale qui consacre la domination des grandes forces économiques et financières... » version revue mais non corrigée des « grands monopoles » d'antan — rassure les partisans de la direction du Parti communiste, toujours prêts à débouquer « les dérives réformistes ». Quant aux « modernistes », ils assurent que le fait d'expliquer « les raisons de voter non » plutôt que d'appeler formellement à voter « non » constitue un audacieux signe d'indépendance à l'égard de la place du Colonel-Fabien.

La CGT mise donc sur un retour aux sources pour se refaire une santé dans le sillage du « non » hétérologue à Maastricht. Mais il n'est pas sûr qu'en choisissant cette ligne de plus grande pente M. Vianetti soit gagnant et efface la déconvenue des dernières élections aux comités d'entreprises (le Monde du 19 août). Hardie mais prudente, la CGT — seul syndicat hostile à la construction européenne — refuse d'ailleurs de viser un objectif précis quant à son audience lors du scrutin prud'homel...

JEAN-MICHEL NORMAND ■ circuler, entraînant ■ ■ ■ **DOMINIQUE GA**

Lors de la conférence de presse de rentrée de la centrale syndicale

Le secrétaire général de la CGT appelle au rejet des accords de Maastricht

M. Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, a dénoncé, mardi 10 août, « les renforcements généralisés de l'assurance chômage, la rigidité que constituent selon lui l'adoption des accords de Maasticht... Lors de la traditionnelle conférence de presse », rentrée, M. Viannet a souligné que la mise en œuvre de ces traités permettrait « aux banques comme aux grandes forces économiques et financières d'être », par le biais de mécanismes échappant aux gouvernements et aux Etats, leur stratégie de remise en cause des acquis sociaux, « le renforcement de la vulnérabilité des salariés ».

« Le maître-mot, a-t-il poursuivi, c'est la compétitivité. Il faut être plus fort que l'autre. Pour quoi faire? Pour l'écraser. Il faut donc savoir se serrer la ceinture, obliger au même coup les autres à se

La monnaie allemande profite de la montée du « non » en France

FRANCFORT
de notre correspondant

« Qu'est-ce que BVA? » Dans les salles de marchés de New York, le dollar américain, francique, a continué de s'écrouler. Le mardi 25 août tomba à coup sûr centre des interrogations. La nouvelle d'un éventuel « non » au référendum était parvenue en quelques secondes sur les écrans des opérateurs. Et les spéculations sur le monnaie du système monétaire européen (SME), dont l'écroulement avait été annoncé par la baisse du dollar toute la nuit, repartirent de plus belle en fin de journée. Le dollar avait perdu 1,40 DM, le franc suisse 1,40 franc. Le SME BVA fut donc comble. Réflexe général des cambistes : « Il faut acheter du mark ». Le dollar, du coup, reprit un peu de son cours. Il s'était stabilisé au fixing de la mi-journée à 1,40 DM. Les spéculations sur le SME perdirent en fin d'après-midi toute leur vigueur. Le dollar se retrouva à 1,40 DM dans les échanges entre banques.

C'est lors des tempêtes qu'on observe comment la monnaie assure une monnaie assure un rôle d'ancre en Europe. Les incertitudes sur le traité monétaire viennent aujourd'hui s'ajouter aux turbulences sur la monnaie américaine.

«Tous les regards sont maintenant braqués vers Paris», explique M. Klaus Elsner, directeur du marché des devises à la Deutsche Bank. «Le résultat du référendum français va constituer la question centrale du mois à venir sur les marchés des changes.» Avec quelles conséquences? «Un risque accru pour les monnaies faibles du système monétaire européen.» La lire, la peseta et la livre sterling vont être les premières à souffrir. Plus que le franc.

paradoxalement, « Vis-à-vis des opérateurs, la France a accumulé un stock de crédibilité de lutte contre l'inflation suffisant pour mieux tenir le coup », affirme M. Hans-Helmut Kottz, économiste en chef de la banque Deutsche Girozentrale.

Un «sottorito catastrofico» (l'im-
per all'italiana, l'arlecine) (Kirk
wicz) viene immediatamente con-
siderato come un «sottorito» di
economista, même si l'arlecine
se pas y croire. Il danzare avec de
sondages négatifs en France qui ren-
dent peu à peu les pressions im-
portables pour les monnaies faibles.
A tel point que ces pays seront
forcés de céder à la dévaluation
d'intérêt, vuée de dévaluation
d'argent plus cher, monnaie plus
faible : les opinions publiques et cer-
tains gouvernements vont se mettre à
sérieusement douter du bon fonction-
nement du mécanisme monétaire in-
tereuropéen. Il se créait une «dynamique
qui minait», comme le redoutait
M. de Gaulle, le «crédit de l'Europe»
dit du SME, sa monnaie unique et
on propose d'«aller plus loin dans
l'impasse monétaire».

Soténario impossible? Sur les marchés des changes, un doute suffit à provoquer des réactions violentes. Or, le SME est un mécanisme injuste, puisque l'appréhension du mark par les autres est caduque et donc fragile. Le drame serait qu'il s'écroule... quelques semaines avant qu'il soit consolidé dans l'Union monétaire européenne. L'absurdité de cette perspective pourrait suffire toutefois à freiner l'ardeur des cambistes. Mais, en attendant le 20 septembre, les incertitudes vont peser lourd et le mark servira plus que jamais de refuge.

ÉRIC LE BOUCHER

La rumeur de Londres

« Aujourd'hui, un courtier qui n'a [] se trouve en [] Per cette formule on ne peut plus abrupte, un trader résume l'état d'esprit qui règne au "Bourse" depuis quelques semaines. Savoir avant tout le monde les intentions de [] Français au référendum — Maastricht semble devenu la seule préoccupation des intervenants, dans un marché [] par la [] quant à la situation économique. Le moins bruit les fait-ils frémir, surtout quand il vient de la City. « Pour donner une véritable crédibilité à la rumeur fautive partit de Londres, car il faut ce sont des professionnels et ils savent s'y prendre pour amplifier, même si elle doit être démentie ensuite, et [] légèrement envieus de ce pouvoir, un gestionnaire français.

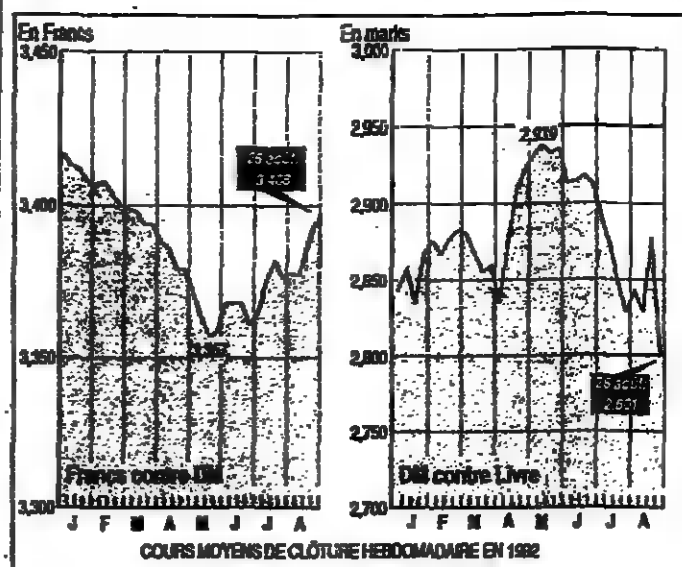
Et, mardi 11 août, quand les brokers londoniens ont évoqué un sondage où le « non » à Maastricht l'emportait, ce bruit a été pris au sérieux. Suffisamment pour faire plonger un marché qui tentait de se redresser après sa vive baisse de la veille. Le sursis ne fit alors qu'évoluer au fil des hypothétiques scores et des coups de téléphone dans les bureaux de l'Euromark. Les plus

... valeurs lorsqu'on dire
... le non » l'emportait et
atténuation
quand d'autres évoquaient
l'avance persistante « oui ».
Rarement une donnée
contradictoire circulait un al
peu de temps. Et pour cause :
ce n'était qu'un sondage qui
allait être publié, mais trois
avec chacun des différents
différents. Et ça, la rumeur london
nienne ne l'avait pas mentionné...

Maintenant que les partisans de Maastricht sont au «coudé-à-coudé» avec leurs adversaires, ils évoquent un raz de marée du «coulé». Car finalement, constatant les conséquences de l'absence d'un «non» sur la «Bourse», les adversaires de l'«Union européenne» vont mettre de l'eau dans leur vin. L'électeur est aussi souvent un actionnaire. Il regarde ses relevés de cours. Je ne pense pas qu'il soit prêt à sacrifier son portefeuille pour la victoire du «non», affirmait tranquillement un gérant. De quoi réjouir les partisans de la ratification du traité. Encore faut-il, pour être crédible, que ce pronostic revienne au bon moment sous forme de moules, par la City. Et ce n'est qu'un mois, que de bruits peuvent encore circuler !

DOMINIQUE GALLOIS

La force du mark



Les perturbations dans le système monétaire européen (SME) se sont exacerbées au cours des dernières séances en raison de la chute du dollar et des inquiétudes relatives au vote français sur le référendum de Maastricht. Le monnaie allemande s'est appréciée face au franc, atteignant jusqu'à 3,42 francs mardi 25 août. Le cours plafond du mark par rapport au franc (3,4305 francs) est cependant encore loin.

En revanche, le monnaie britannique s'échange tout près de son cours le plus bas autorisé dans le SME vis-à-vis du mark (2,7780 DM). Mercredi 26 août, le chancelier de l'Échiquier a réaffirmé qu'il n'était pas question de dévaluer la livre, tandis que la Banque d'Angleterre est intervenue pour soutenir le monnaie britannique contre le mark.

pourrait alors travailler à imposer le deutschemark comme la véritable monnaie unique du Vieux Continent, face au dollar et au yen, et retrouver toute son autonomie dans ses décisions économiques et moné-

Dans chacun des grands pays — la CEE, la crise politique ouverte par le refus français — conduisant ainsi à un abandon des disciplines communes. Très rapidement, un réalignement des parités monétaires au sein du SME paraît pratiquement impossible. Depuis 1981, le rôle du franc indisponible. Il n'est que le début d'une phase de grande instabilité financière. « Si la perspective de l'UEM devait être reportée à un futur indéterminé, estime l'Institut national de recherches économiques, les conséquences politiques et techniques indépendantes, » réaligaments monétaires deviendraient plus importants et plus fréquents. » Le SME en serait affaibli. Beaucoup d'experts prévoient alors un retour vers un système beaucoup plus flexible, basé sur une "zone monétaire" de années 70, avec la constitution en son sein d'une véritable "zone marks". Continuer le SME tel qu'il fonctionne actuellement n'est pas une alternative, l'UEM, note l'Institut londonien, qui ajoute : « L'alternative est soit un retour à un système de zones de change flottantes, soit une

La politique du ~~Vau~~ fort remise en cause

Du fait la tourmente **classé** promu-
vée par la victoire du « non », la France se trouverait **confrontée** à
un nouveau et choi^x grave de poli-
tique économique. Si le gouverne-
ment de M. Mitterrand veut **maintenir**
la stratégie de désinflation
compétitive et de franc fort
engagée depuis 1983, il serait
conduit à accepter dans un **premier**
temps une hausse des taux d'intérêt
qui réduirait les **écoulements** et **scierait**
sur saut sur la croissance. L'emploi.
Lors du ralliement à ce qui
s'imposait, il demanderait
un **impératif** de la parité, le franc par
rapport au deutchmark, une **libé-**
tation des **écoulements** et **scierait**
sur saut sur la croissance. L'emploi.
Lors du ralliement à ce qui
s'imposait, il demanderait
un **impératif** de la parité, le franc par
rapport au deutchmark, une **libé-**
tation des **écoulements** et **scierait**
sur saut sur la croissance. L'emploi.

Partisans dans leur grande majorité de Maastricht, les milieux économiques dressent ainsi un sombre tableau des conséquences d'un rejet français.

Quel crédit accorder à ces supputations ? En 1981, les milieux économiques avaient avéré, à coup de scénarios catastrophes déjà, l'opinion publique des risques d'un élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République. Il y a eu, selon lui, lendemain de la victoire du socialisme, une grave crise financière et monétaire. Mais la Bourse a connu ensuite une ~~réaction~~ envolée, et l'économie une mutation historique inattendue. Si la victoire du « non » devait assombrir à coup ~~sûr~~ les perspectives de croissance en Europe, il n'est pas sûr enfin que cela ne soit qu'une grave crise diététique, un avenir plus radieux. Trois fois l'hypothèque du référendum français levé, la Bundesbank, la puissante banque ~~allemande~~, allemande, ne décidera-t-elle pas, enfin, de révéler le « Lombard », son principal secret : la vente forcée des réserves de lingots d'argent outre-Rhin ? Une décision qui pourrait, elle aussi, plonger l'Europe ~~dans~~ une nouvelle crise. Les changes ~~se~~ remettre en cause le ~~sont~~.

ERIK IZRAELEWICZ

Scénario catastrophe

Suite de la première page

Les économistes qui ne
peuvent pas manquer de peser sur l'écono-
mie réelle. Compte tenu de l'ampleur
politique, les experts
sont cependant bien incapables de
prévoir l'impact profond d'un
« non » français sur la croissance et
sur l'emploi.

Dimanche 20 septembre : le «non» égaré. Dès lundi 21, les ministres de l'économie et des finances ■■■■■■ la CEE, convoqués d'urgence à Londres, publient un communiqué solennel dans lequel «on peut s'imaginer que les gouvernements européens se sont engagés à poursuivre leur coopération économique et monétaire ■■■■■■ cadre des institutions existantes». Par des propos rassurants et à l'aide d'interventions concertées ■■■■■■ banques centrales, les autorités financières européennes ■■■■■■ canalisent l'émotion et empêchent qu'une victoire du «non» sur les experts financiers. Tous les experts estiment effectivement qu'un rejet par les Français du traité de M ■■■■■■ entraînerait, comme le ■■■■■■ les moins colères de *Monde* du 20 ■■■■■■ L'Europe, le succès de la campagne gouvernementale en faveur du «oui», «une crise boursière, une crise de confiance, un coup de déprime» ■■■■■■

La France de Maastricht ouvrait une période de grande incertitude, bête noire de tous les décideurs économiques et des plus inquiètes des entreprises et des financiers, en particulier, Commerçants et Industriels. En mai 1981, les marchés réagissent très négativement à cette entrée dans l'inconnu. A ce stade, certes, cette fois, européenne. A trois court terme, les tensions déjà observées sur les marchés financiers se raient brusquement exacerbées, notamment au sein du SME. « Un renforcement significatif du deutsche mark, du florin et du franc, face au dollar, et une baisse des taux d'intérêt » en cours dans les autres pays, en particulier en Espagne, au Portugal ou au Royaume-Uni, estimant les mistes londoniens de la City, les propriétaires bancaires, les grands banquiers, les

Le deutschemark monnaie refuge

La victoire du « non » conduirait, dans un premier temps, à une déffiance des investisseurs étrangers à l'égard du franc. Ceux-ci seraient amenés à réévaluer leur jugement sur la « maturité » économique des Français. Sur les plans financiers, cette répercussion s'est d'ailleurs déjà manifestée depuis quelques semaines. Elle a entraîné une chute du mark par rapport à l'Allemagne, par un effacement du franc par rapport au deutsche mark. Alors qu'il tournait autour de 3,37 francs il y a quelques semaines, le mark frôle actuellement les 3,42 francs français, la chute du dollar aggravant, il est évident, la tension entre les deux monnaies.

Le deutschemark conforterait donc son rôle de «monnaie refuge», estime la Deutsche Bank. Le maintien des parités au sein du SME permettrait à un niveau des taux d'intérêt dans les pays à monnaie faible, mais aussi en France. «En cas de victoire du dollar, la Banque de France augmentera immédiatement ses taux d'intérêt», prévient ainsi il y a quelques jours les analystes de la Deutsche Bank de Crédit Lyon-

mais Capital Market. C'est cette perspective d'une crise des changes et d'un nouveau renchérissement du loyer de l'argent qui est l'origine de la baisse de la demande. Les milieux boursiers anticipent un nouveau coup de frein à la crois-

Si la victoire du «non» signe l'abandon du projet de monnaie unique, la fin du siècle, elle conduira aussi, pour la plupart des experts, à la condamnation à mort du SME, cette «monnaie» en place depuis 1979. Techniquement, certes, les institutions européennes créées dans le cadre du traité de Rome «ont» l'acte unique, ainsi que le SME, survivront au vote négatif des Français. Politiquement, le processus de désintégration provoqué par le «non» français les «entraîne» toutes.

L'abandon des politiques de convergence

Le rejet du traité ouvrirait une crise politique à Paris, mais pratiquement dans les autres capitales européennes, les dirigeants sont fortement engagés en faveur du traité. Dans chacun des pays, la politique économique risque d'être ainsi remise en cause avec un retour en force des égoïsmes nationaux et une probable des disciplines communes.

A Londres, M. J. Major, premier ministre, a plaidé le rôle du secteur privé dans la mise en œuvre de sa stratégie économique, sans l'expression de l'hebdomadaire *The Economist* du 22 août. Il veut imposer à son pays, engagé dans la plus profonde récession qu'il connait depuis les années 30, une cure de « désinflation compétitive ». Pour lutter contre l'inflation, il s'agit de passer à une politique de « salaires rigides » à la livre sterling et à la devise phare, le SME, le deutschemark. Le coût économique et social en est énorme. Outre-Manche, le développement de la concurrence de projet a été rappelé, celui qu'avait connu la discipline européenne, une partie du patronat et des consommateurs.

patronat et des conseillers pour une sortie de la livre du SME. Le « non » français s'affaiblira politiquement. M. Major, partisan d'une union monétaire, ne pourra pas pour autant doute plus résister à la pression de ses « amis » si il venait à l'information soit de quitter le SME, soit de proposer une réévaluation du franc. Les deux options impliquent une débauche de la livre sterling.

A Rome, à Madrid et à Lisbonne, les gouvernements pro-Maastricht encouragés aux brusquements de la monnaie. Le Conseil de la CEE, si on tait engagé au cours des derniers mois des politiques visant à réajuster les grands équilibres macroéconomiques internationaux, ne peut pas en France acquiescer d'un tel rejet des politiques d'ajustement.

A Bonn, le rejet français des propositions de M. Helmut Kohl rencontre d'énormes difficultés pour convaincre ses compatriotes du bien-fondé de la démarche. Le chancelier allemand, qui a obtenu la mise à l'écart du projet de traité unique, l'Allemagne

ÉCONOMIE

Au mois de juillet

Le commerce extérieur de la France a été excédentaire de 6,2 milliards de francs

La balance commerciale de la France a été excédentaire de 6,2 milliards de francs en juillet. Cet important excédent est le sixième enregistré depuis le début de l'année, seul le mois de juin ayant été déficitaire. Ainsi, en juillet, le commerce extérieur de la France affiche-t-il après correction des variations saisonnières un sur-équilibre de 22,6 milliards de francs.

Le mois dernier, les exportations ont atteint 106,5 milliards de francs et les importations 100,3 milliards de francs (1). Les exportations ont été stables par rapport à juin et ne progressent que faiblement par rapport à juillet 1991 (+0,6 %). Les achats à l'étranger, eux, ont nettement progressé par rapport à juin (-6,3 %) mais aussi par rapport à juillet de l'année dernière (-8,6 %).

La balance des produits manu-

facturiers a été excédentaire de 3,9 milliards de francs, ce qui est important puisque, en 1991, la France avait enregistré sur ce poste un déficit de 34,3 milliards de francs, soit 2,9 milliards de francs en moyenne mensuelle. Le redressement a commencé en janvier 1991, mois qui avait enregistré un excédent pour la première fois depuis très longtemps. En juillet 1992, quatorze Airbus ont été livrés pour la somme de 3,5 milliards de francs, dix en juin pour 2,8 milliards de francs et en mai pour 2,9 milliards de francs. Le matériel militaire, la balance des produits manufacturiers fait apparaître un excédent de 2,8 milliards de francs.

La balance des produits agro-alimentaires a été excédentaire de 1 milliard de francs, ce qui est important comparé à l'excédent mensuel de 1991 (3,7 mil-

liards de francs). Quant à la balance des produits énergétiques, son déficit a été de 7,1 milliards de francs en juillet, ce qui correspond à un déficit moyen de 1991 (7,9 milliards de francs).

Par ailleurs, le commerce avec l'Allemagne - qui avait été presque équilibré en 1991 - est de nouveau largement déficitaire : 2,27 milliards de francs. Après le mois de janvier, les échanges avec les voisins ont ralenti leurs importations. Notre commerce extérieur est en revanche largement sur-équilibré avec la Grande-Bretagne (+2,4 milliards de francs) à laquelle nous avons vendu le dernier pour 1 milliard de francs environ en juillet de l'année.

(1) En milliards de francs, les importations ont atteint 100,3 milliards de francs, les exportations 106,5 milliards de francs, soit un excédent de 6,2 milliards de francs.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

■ Indice de confiance des consommateurs : -3,2 points en août. - L'indice de confiance des consommateurs dans la situation actuelle et future de l'économie a baissé de 3,2 points en août aux États-Unis, pour se situer à 100 points (contre 103,2 points en juillet). Calculé par la Conference Board, un organisme patronal américain, ce chiffre traduit donc le pessimisme des ménages américains. Les conditions économiques actuelles sont jugées mauvaises (10 sur 100 jugent bonnes), seulement 18,4 % pensent qu'elles vont s'améliorer. De plus, un ménage sur huit pense que ses revenus vont décliner dans les six prochains mois.

SOCIAL

La fermeture des usines landaises d'Adidas

M^{me} Aubry critique les décisions de Bernard Tapie Finance

Adidas devra revoir ses projets de licenciements. Pour avoir annoncé de façon plutôt expéditive la fermeture de ses usines landaises (le 23 août), la firme de sport a été critiquée par le ministre du travail, M. Bernard Tapie. Le ministre du travail a déclaré que la décision d'Adidas-France de fermer ses usines de Saint-Vincent-de-Tyrosse et de Tournai devait provoquer 317 suppressions d'emplois, en plus des 350 à 400 prévues dans les autres usines du groupe. Le ministre du travail a déclaré que ces licenciements ne sont pas conformes aux engagements pris en juillet par le groupe Bernard Tapie Finance, actionnaire majoritaire d'Adidas. Le ministre du travail a demandé à Adidas de reprendre des discussions en matière de plans sociaux « sur l'ensemble du groupe ».

EN BREF

■ En France, M. Boris Eltsine a été élu président de la République. Le président russe, M. Boris Eltsine, a été élu à la présidence de la République. Le chiffre d'affaires de la compagnie aérienne de M. Eltsine a augmenté de 2,7 % par rapport à l'exercice précédent. (AFP)

■ 56 millions de marks finlandais (67,20 millions de francs). Le président de la compagnie pétrolière nationale norvégienne, M. Erik Langangen, a démissionné de son poste, à la suite de la décision du ministre du pétrole. Arrivé à la tête de Statoil il y a un mois et demi, M. Langangen, quarante ans, était auparavant le PDG du premier groupe d'assurance norvégien. Une Storostrand, aujourd'hui en faillite, a été liquidée. Comme la quasi-totalité des compagnies pétrolières, Statoil a des résultats médiocres.

■ Rhône-Poulenc : progression de 64,9 % des résultats semestriels. Le groupe chimique Rhône-Poulenc a enregistré au premier semestre un chiffre d'affaires de 1,24 milliard de francs, en hausse de 64,9 % par rapport à la même période de 1991. Le résultat opérationnel a augmenté de 4 milliards de francs. Le groupe a continué à être la principale source de bénéfices du groupe (2,1 milliards).

CONCOURS SEPTEMBRE

| Admission en 1 ^{re} Année | Admission en 2 ^e Année |
|------------------------------------|-----------------------------------|
| 1992-1993 | 1992-1993 |
| 1993-1994 | 1993-1994 |
| 1994-1995 | 1994-1995 |
| 1995-1996 | 1995-1996 |
| 1996-1997 | 1996-1997 |
| 1997-1998 | 1997-1998 |
| 1998-1999 | 1998-1999 |
| 1999-2000 | 1999-2000 |
| 2000-2001 | 2000-2001 |
| 2001-2002 | 2001-2002 |
| 2002-2003 | 2002-2003 |
| 2003-2004 | 2003-2004 |
| 2004-2005 | 2004-2005 |
| 2005-2006 | 2005-2006 |
| 2006-2007 | 2006-2007 |
| 2007-2008 | 2007-2008 |
| 2008-2009 | 2008-2009 |
| 2009-2010 | 2009-2010 |
| 2010-2011 | 2010-2011 |
| 2011-2012 | 2011-2012 |
| 2012-2013 | 2012-2013 |
| 2013-2014 | 2013-2014 |
| 2014-2015 | 2014-2015 |
| 2015-2016 | 2015-2016 |
| 2016-2017 | 2016-2017 |
| 2017-2018 | 2017-2018 |
| 2018-2019 | 2018-2019 |
| 2019-2020 | 2019-2020 |
| 2020-2021 | 2020-2021 |
| 2021-2022 | 2021-2022 |
| 2022-2023 | 2022-2023 |
| 2023-2024 | 2023-2024 |
| 2024-2025 | 2024-2025 |
| 2025-2026 | 2025-2026 |
| 2026-2027 | 2026-2027 |
| 2027-2028 | 2027-2028 |
| 2028-2029 | 2028-2029 |
| 2029-2030 | 2029-2030 |
| 2030-2031 | 2030-2031 |
| 2031-2032 | 2031-2032 |
| 2032-2033 | 2032-2033 |
| 2033-2034 | 2033-2034 |
| 2034-2035 | 2034-2035 |
| 2035-2036 | 2035-2036 |
| 2036-2037 | 2036-2037 |
| 2037-2038 | 2037-2038 |
| 2038-2039 | 2038-2039 |
| 2039-2040 | 2039-2040 |
| 2040-2041 | 2040-2041 |
| 2041-2042 | 2041-2042 |
| 2042-2043 | 2042-2043 |
| 2043-2044 | 2043-2044 |
| 2044-2045 | 2044-2045 |
| 2045-2046 | 2045-2046 |
| 2046-2047 | 2046-2047 |
| 2047-2048 | 2047-2048 |
| 2048-2049 | 2048-2049 |
| 2049-2050 | 2049-2050 |
| 2050-2051 | 2050-2051 |
| 2051-2052 | 2051-2052 |
| 2052-2053 | 2052-2053 |
| 2053-2054 | 2053-2054 |
| 2054-2055 | 2054-2055 |
| 2055-2056 | 2055-2056 |
| 2056-2057 | 2056-2057 |
| 2057-2058 | 2057-2058 |
| 2058-2059 | 2058-2059 |
| 2059-2060 | 2059-2060 |
| 2060-2061 | 2060-2061 |
| 2061-2062 | 2061-2062 |
| 2062-2063 | 2062-2063 |
| 2063-2064 | 2063-2064 |
| 2064-2065 | 2064-2065 |
| 2065-2066 | 2065-2066 |
| 2066-2067 | 2066-2067 |
| 2067-2068 | 2067-2068 |
| 2068-2069 | 2068-2069 |
| 2069-2070 | 2069-2070 |
| 2070-2071 | 2070-2071 |
| 2071-2072 | 2071-2072 |
| 2072-2073 | 2072-2073 |
| 2073-2074 | 2073-2074 |
| 2074-2075 | 2074-2075 |
| 2075-2076 | 2075-2076 |
| 2076-2077 | 2076-2077 |
| 2077-2078 | 2077-2078 |
| 2078-2079 | 2078-2079 |
| 2079-2080 | 2079-2080 |
| 2080-2081 | 2080-2081 |
| 2081-2082 | 2081-2082 |
| 2082-2083 | 2082-2083 |
| 2083-2084 | 2083-2084 |
| 2084-2085 | 2084-2085 |
| 2085-2086 | 2085-2086 |
| 2086-2087 | 2086-2087 |
| 2087-2088 | 2087-2088 |
| 2088-2089 | 2088-2089 |
| 2089-2090 | 2089-2090 |
| 2090-2091 | 2090-2091 |
| 2091-2092 | 2091-2092 |
| 2092-2093 | 2092-2093 |
| 2093-2094 | 2093-2094 |
| 2094-2095 | 2094-2095 |
| 2095-2096 | 2095-2096 |
| 2096-2097 | 2096-2097 |
| 2097-2098 | 2097-2098 |
| 2098-2099 | 2098-2099 |
| 2099-2100 | 2099-2100 |
| 2100-2101 | 2100-2101 |
| 2101-2102 | 2101-2102 |
| 2102-2103 | 2102-2103 |
| 2103-2104 | 2103-2104 |
| 2104-2105 | 2104-2105 |
| 2105-2106 | 2105-2106 |
| 2106-2107 | 2106-2107 |
| 2107-2108 | 2107-2108 |
| 2108-2109 | 2108-2109 |
| 2109-2110 | 2109-2110 |
| 2110-2111 | 2110-2111 |
| 2111-2112 | 2111-2112 |
| 2112-2113 | 2112-2113 |
| 2113-2114 | 2113-2114 |
| 2114-2115 | 2114-2115 |
| 2115-2116 | 2115-2116 |
| 2116-2117 | 2116-2117 |
| 2117-2118 | 2117-2118 |
| 2118-2119 | 2118-2119 |
| 2119-2120 | 2119-2120 |
| 2120-2121 | 2120-2121 |
| 2121-2122 | 2121-2122 |
| 2122-2123 | 2122-2123 |
| 2123-2124 | 2123-2124 |
| 2124-2125 | 2124-2125 |
| 2125-2126 | 2125-2126 |
| 2126-2127 | 2126-2127 |
| 2127-2128 | 2127-2128 |
| 2128-2129 | 2128-2129 |
| 2129-2130 | 2129-2130 |
| 2130-2131 | 2130-2131 |
| 2131-2132 | 2131-2132 |
| 2132-2133 | 2132-2133 |
| 2133-2134 | 2133-2134 |
| 2134-2135 | 2134-2135 |
| 2135-2136 | 2135-2136 |
| 2136-2137 | 2136-2137 |
| 2137-2138 | 2137-2138 |
| 2138-2139 | 2138-2139 |
| 2139-2140 | 2139-2140 |
| 2140-2141 | 2140-2141 |
| 2141-2142 | 2141-2142 |
| 2142-2143 | 2142-2143 |
| 2143-2144 | 2143-2144 |
| 2144-2145 | 2144-2145 |
| 2145-2146 | 2145-2146 |
| 2146-2147 | 2146-2147 |
| 2147-2148 | 2147-2148 |
| 2148-2149 | 2148-2149 |
| 2149-2150 | 2149-2150 |
| 2150-2151 | 2150-2151 |
| 2151-2152 | 2151-2152 |
| 2152-2153 | 2152-2153 |
| 2153-2154 | 2153-2154 |
| 2154-2155 | 2154-2155 |
| 2155-2156 | 2155-2156 |
| 2156-2157 | 2156-2157 |
| 2157-2158 | 2157-2158 |
| 2158-2159 | 2158-2159 |
| 2159-2160 | 2159-2160 |
| 2160-2161 | 2160-2161 |
| 2161-2162 | 2161-2162 |
| 2162-2163 | 2162-2163 |
| 2163-2164 | 2163-2164 |
| 2164-2165 | 2164-2165 |
| 2165-2166 | 2165-2166 |
| 2166-2167 | 2166-2167 |
| 2167-2168 | 2167-2168 |
| 2168-2169 | 2168-2169 |
| 2169-2170 | 2169-2170 |
| 2170-2171 | 2170-2171 |
| 2171-2172 | 2171-2172 |
| 2172-2173 | 2172-2173 |
| 2173-2174 | 2173-2174 |
| 2174-2175 | 2174-2175 |
| 2175-2176 | 2175-2176 |
| 2176-2177 | 2176-2177 |
| 2177-2178 | 2177-2178 |
| 2178-2179 | 2178-2179 |
| 2179-2180 | 2179-2180 |
| 2180-2181 | 2180-2181 |
| 2181-2182 | 2181-2182 |
| 2182-2183 | 2182-2183 |
| 2183-2184 | 2183-2184 |
| 2184-2185 | 2184-2185 |
| 2185-2186 | 2185-2186 |
| 2186-2187 | 2186-2187 |
| 2187-2188 | 2187-2188 |
| 2188-2189 | 2188-2189 |
| 2189-2190 | 2189-2190 |
| 2190-2191 | 2190-2191 |
| 2191-2192 | 2191-2192 |
| 2192-2193 | 2192-2193 |
| 2193-2194 | 2193-2194 |
| 2194-2195 | 2194-2195 |
| 2195-2196 | 2195-2196 |
| 2196-2197 | 2196-2197 |
| 2197-2198 | 2197-2198 |
| 2198-2199 | 2198-2199 |
| 2199-2200 | 2199-2200 |
| 2200-2201 | 2200-2201 |
| 2201-2202 | 2201-2202 |
| 2202-2203 | 2202-2203 |
| 2203-2204 | 2203-2204 |
| 2204-2205 | 2204-2205 |
| 2205-2206 | 2205-2206 |
| 2206-2207 | 2206-2207 |
| 2207-2208 | 2207-2208 |
| 2208-2209 | 2208-2209 |
| 2209-2210 | 2209-2210 |
| 2210-2211 | 2210-2211 |
| 2211-2212 | 2211-2212 |
| 2212-2213 | 2212-2213 |
| 2213-2214 | 2213-2214 |
| 2214-2215 | 2214-2215 |
| 2215-2216 | 2215-2216 |
| 2216-2217 | 2216-2217 |
| 2217-2218 | 2217-2218 |
| 2218-2219 | 2218-2219 |
| 2219-2220 | 2219-2220 |
| 2220-2221 | 2220-2221 |
| 2221-2222 | 2221-2222 |
| 2222-2223 | 2222-2223 |
| 2223-2224 | 2223-2224 |
| 2224-2225 | 2224-2225 |
| 2225-2226 | 2225-2226 |
| 2226-2227 | 2226-2227 |
| 2227-2228 | 2227-2228 |
| 2228-2229 | 2228-2229 |
| 2229-2230 | 2229-2230 |
| 2230-2231 | 2230-2231 |
| 2231-2232 | 2231-2232 |
| 2232-2233 | 2232-2233 |
| 2233-2234 | 2233-2234 |
| 2234-2235 | 2234-2235 |
| 2235-2236 | 2235-2236 |
| 2236-2237 | 2236-2237 |
| 2237-2238 | 2237-2238 |
| 2238-2239 | 2238-2239 |
| 2239-2240 | 2239-2240 |
| 2240-2241 | 2240-2241 |
| 2241-2242 | 2241-2242 |
| 2242-2243 | 2242-2243 |
| 2243-2244 | 2243-2244 |
| 2244-2245 | 2244-2245 |
| 2245-2246 | 2245-2246 |
| 2246-2247 | 2246-2247 |
| 2247-2248 | 2247-2248 |
| 2248-2249 | 2248-2249 |
| 2249-2250 | 2249-2250 |
| 2250-2251 | 2250-2251 |
| 2251-2252 | 2251-2252 |
| 2252-2253 | 2252-2253 |
| 2253-2254 | 2253-2254 |
| 2254-2255 | 2254-2255 |
| 2255-2256 | 2255-2256 |
| 2256-2257 | 2256-2257 |
| 2257-2258 | 2257-2258 |
| 2258-2259 | 2258-2259 |
| 2259-2260 | 2259-2260 |
| 2260-2261 | 2260-2261 |
| 2261-2262 | 2261-2262 |
| 2262-2263 | 2262-2263 |
| 2263-2264 | 2263-2264 |
| 2264-2265 | 2264-2265 |
| 2265-2266 | 2265-2266 |
| 2266-2267 | 2266-2267 |
| 2267-2268 | 2267-2268 |
| 2268-2269 | 2268-2269 |
| 2269-2270 | 2269-2270 |
| 2270-2271 | 2270-2271 |
| 2271-2272 | 2271-2272 |
| 2272-2273 | 2272-2273 |
| 2273-2274 | 2273-2274 |
| 2274-2275 | 2274-2275 |
| 2275-2276 | 2275-2276 |
| 2276-2277 | 2276-2277 |
| 2277-2278 | 2277-2278 |
| 2278-2279 | 2278-2279 |
| 2279-2280 | 2279-2280 |
| 2280-2281 | 2280-2281 |
| 2281-2282 | 2281-2282 |
| 2282-2283 | 2282-2283 |
| 2283-2284 | 2283-2284 |
| 2284-2285 | 2284-228 |

Cours relevés à 13 h 30

25/8

Renseignements :
46-62-72-67

C : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

CATASTROPHES

Précédé de tornades

Le cyclone « Andrew » est arrivé en Louisiane

Le cyclone tropical « Andrew » est arrivé mercredi 26 août peu après 0 heure (heure locale, soit 7 heures, heure de Paris) sur les côtes de la Louisiane, dans la région de Morgan-City, petite ville de 18 000 habitants située à 130 kilomètres à l'ouest-sud-ouest de La Nouvelle-Orléans. Des tornades l'ont précédé qui, mardi, juste avant minuit, auraient blessé 33 personnes à Laplace, bourg de 6 000 habitants à 50 kilomètres à l'ouest de La Nouvelle-Orléans.

« Andrew » n'a rien perdu de sa violence en parcourant 1 300 kilomètres sur les eaux chaudes du golfe du Mexique entre le sud de la Floride et la côte de la Louisiane : les vents qui tourbillonnaient autour de l'œil soufflaient à la vitesse de 260 kilomètres à l'heure.

« Andrew », le premier ouragan de 1992, est ainsi le cyclone tropical le plus violent à balayer le territoire américain depuis le passage de « Camille » en août 1969 sur l'État du Mississippi essentiellement et un peu sur la Louisiane. « Camille », qui avait tué 256 personnes, avait été accompagné de vents soufflant à 320 kilomètres à l'heure.

Comme il l'a été fait en Floride le dimanche 23 août, les autorités ont donné les 24 et 25 août l'ordre d'évacuation aux quelque 1,8 million de personnes habitant les côtes basses du golfe du Mexique, celles de la Louisiane, du Mississippi et d'une partie du Texas. Dans les zones que l'on pense n'être menacées que par le pourtour du cyclone tropical, les habitants ont essayé de protéger portes et fenêtres, notamment en y clouant des panneaux de contreplaqué.

A La Nouvelle-Orléans, dont

plusieurs quartiers (le Vieux-Carré notamment) sont pourtant situés au-dessus du niveau de la mer, certains habitants ne sont pas calfeutrés chez eux. Des entreprises, en effet, ont choisi de faire la fête : dans Bourbon Street, en plein Vieux-Carré, un bar - ouvert - propose à sa clientèle le cocktail « Hurricane », fait de rhum, de vin rouge, de jus de canberge (ou d'orange dont les baies rouges ont un goût acidulé), d'orange et de grenade, au prix de 8 dollars la verre...

Le bilan s'alourdit en Floride

Le bilan du passage de « Andrew » sur le sud de la Floride le 24 août s'alourdit : on décomptait, dans la soirée du 25 août, 14 tués en Floride et de nombreux disparus que l'on continuait à rechercher dans les débris de toutes sortes accumulés sur plusieurs mètres, en particulier dans ceux des maisons légères individuelles et des *mobile homes* (ces caravanes regroupées en villages et dans lesquelles beaucoup d'Américains habitent toute l'année), qui n'offrent que peu ou pas de résistance à des vents de cyclone tropical. Les équipes de secours donnaient leurs soins à des blessés plus ou moins gravement atteints.

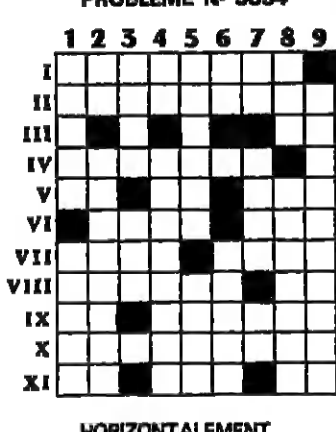
Quant aux dégâts matériels du sud de la Floride, on les chiffrait le 25 août à 15 ou 20 milliards de dollars. On estime que 50 000 personnes sont sans abri après le passage de « Andrew ». Mais, grâce aux efforts des secouristes, professionnels ou volontaires, la nourriture et l'eau potable sont acheminées en grande quantité aux sinistrés que l'on a « logés » dans des installations de secours tandis que des personnes évacuées reviennent dans leurs maisons lorsqu'elles n'ont pas trop souffert du cyclone tropical. Par centaines de milliers, les abonnés sont privés d'électricité et on ne peut espérer que le réseau soit entièrement réparé ou reconstruit, ayant plusieurs jours ou même plusieurs semaines. L'aéroport international de Miami a été rouvert en partie au trafic. Les passages des bateaux de croisière, bloqués depuis le 23 août, ont été autorisés à débarquer dans le port de Miami. Tout comme les départs de croisière prévus pour la semaine prochaine ont reçu le « feu vert ».

Comme toujours après une catastrophe, les pillages - surtout ceux de magasins évincés - se multiplient malgré les efforts de 1 500 gardes nationaux spécialement mobilisés et de la police. Plus de 200 pillards ont été arrêtés.

Dans les Bahamas, les premières à avoir été balayées par « Andrew », le cyclone tropical a tué trois personnes. - (Reuters, UPI).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5854



HORIZONTALEMENT

- I. Frappe violemment au nez.
- II. Retourne toujours là où il passe.
- III. Points.
- IV. Terrain blanc.
- V. Interjection. Enfile parfois démesurément. Métal.
- VI. Titre étranger. Quartier de Carpentras.
- VII. Secoués. Trahit la vérité.
- VIII. Fort. Il est forcément gros. Démonstratif.
- IX. Article. On pouvait leur souhaiter bon vent.
- X. Il leur arrive de faire le sport pendant les jours ouvrables.
- XI. Fin de participe. Sur la rose des vents. Symbole.

VERTICALEMENT

1. Est moins déplaisante quand ses lèvres sont pincées. Une chose enrichissante.
2. En eau. Elle a un cœur de pierre.
3. Point cardinal. Séparation de biens.
4. Un drame. Terrifiant les marins.
5. Nécessité légale. Resssemblement à des pinsons.
6. Fin de mode. Mouille son lit.
7. Lettres de rupture. Mot de recommandation. Ne pas se laisser déborder (épée).
8. N'importe qui peut l'emprunter. Calébrés.
9. Ne figurait pas dans le signallement d'une mauvaise.

Solution du problème n° 5853

Horizontalement

- I. Bouchérie.
- II. Ode. Tond.
- III. Us. Lés. Dé.
- IV. Totalité.
- V. Epiales.
- VI. I.H.S.
- VII. Lats (étal).
- VIII. L.G. Galbes.
- IX. Eo. Alerte.
- X. Alégers.
- XI. Anes. Sou.

Verticalement

1. Boutelles.
2. Oesophage.
3. Ut. Test. An.
4. Calai. Egalé.
5. Eise. Ales.
6. Etais. Lés (chemins de halage).
7. R.O. Ténères.
8. Indes. Méto.
9. Ede. Asséu.

GUY BROUTY

COMMUNICATION

Les programmes de rentrée de la télévision

Continuité et rajeunissement à TF1

En présentant les nouveaux programmes de TF1, mardi 25 août, M. Patrick Le Lay, PDG de TF1, n'a pas résisté à l'envie de répondre aux confidences du président commun d'Antenne 2 et de FR3, M. Hervé Bourges, concernant les démarches faites auprès de lui par certains animateurs vedettes de TF1. En jouant sur les nouvelles appellations des chaînes publiques, France 2 et France 3 (*Le Monde* du 26 août), M. Le Lay a lancé : « F2 et F3 ? Chacun court dans sa catégorie ! Et quand un animateur court déjà en F2 ou F3... » Au-delà de cette polémique, la rentrée de TF1 se place sous le signe du rajeunissement. « Il est nécessaire de rajeunir le programme afin de redynamiser l'audience. Plus de cent émissions nouvelles ont vu le jour depuis 1987, et cette ambition est renouvelée cette année », a déclaré M. Le Lay.

Guillaume Durand, l'ex-présentateur du journal de 20 heures de La Cinq, animera deux émissions de divertissement, « Toute la ville en parle » et « Durand la nuit ». Laurent Cabrol, transfuge d'Antenne 2, présentera le grand rendez-vous du vendredi soir avec deux émissions, « Les marches de la gloire » - qui lui

vaut un procès intenté par son ancien employeur - puis « Le défi ». Christophe Dechevaux abandonne « Ciel mon mardi » pour « Coucou, c'est nous », qui aura la tâche redoutable de succéder, de 19 à 20 heures, à l'une des émissions-phares de TF1, « La roue de la fortune ».

« La forte aspiration à la nouveauté ne condamne pas, cependant, les émissions plus anciennes qui exercent une large audience », a déclaré M. Eberne Mougeotte, vice-président. L'émission de Jean-Pierre Foucault, « Sacré soirée », reste la mascotte de la chaîne, et Patrick Sébastien et Michel Drucker continueront d'animer les grandes soirées de divertissement.

TF1 veut surtout préserver son statut de chaîne généraliste et, au-delà de cette cure de jeunesse, sur deux autres priorités : la fiction et l'information. M. Le Lay a indiqué que 700 millions de francs avaient été investis dans la création d'œuvres télévisuelles. L'information - « domaine dans lequel TF1 a affirmé sa suprématie » - garde ses stars : Patrick Poivre d'Arvor entame sa sixième rentrée à TF1 ; Jean-Pierre Pernaut conserve le journal de 13 heures et Claire Chazal le 20 heures du week-end.

En ouvrant des boutiques dans des villes de province

Harmonia Mundi développe son réseau de vente de disques

La firme discographique Harmonia Mundi veut relancer le marché du disque classique et de jazz en France, qui s'est écroulé depuis quinze ans, les 2 000 points de vente existant alors s'étant réduits à une centaine, auxquels il faut toutefois ajouter les cinquante FNAC, ouvertes ou en projet.

Pour le PDG d'Harmonia Mundi, M. Bernard Coutaz, « 55 % au moins des amateurs susceptibles d'acheter des disques ne le font plus, parce qu'il n'existe plus de commerces de proximité, donc plus de propositions permanentes ». Harmonia Mundi a donc décidé de relancer un réseau de distribution de disques dans les villes de 50 000 à 100 000 habitants. La société arlésienne a ainsi ouvert des commerces de disques dans des villes proches de son siège, comme Béziers, Perpignan ou Salon-de-Provence. Ces magasins proposent un catalogue de 3 000 titres, classiques et jazz, représentant à la fois la production de la maison (750 enregistrements) et ceux des firmes discographiques dont elle assure la distribution en France comme à l'étranger (Chant du monde, Orfeo, Big Blue Record, etc.).

La société de M. Coutaz veut étendre ce réseau à une quarantaine d'autres villes - comme Gap, Bourg-en-Bresse, Amiens, Grasse ou Saint-Nazaire - d'ici un an et demi. Preuve que le marché existe, « les boutiques déjà ouvertes réalisent un chiffre d'affaires égal à celui que réalise pour nous l'importation de la FNAC de province, à l'exception de celle du centre de Lyon », assure M. Coutaz.

Versée dans l'édition et la distribution de disques, Harmonia Mundi s'occupe aussi de la diffusion des livres d'une quinzaine de petites maisons d'édition, comme les éditions Jacqueline Chambon, Maurice Nadeau, Philippe Picquier, Liana Levi, etc.

Des ouvriers de Livre CGT tentent dans la Seine plus de 70 000 exemplaires du magazine *Réponse à tout* de M. Alain Ayache. - Une centaine d'ouvriers de Livre CGT ont investi l'atelier de brochage Périodique Brochage de Corbeil (Essonne), dans la nuit du 25 au 26 août, ils ont jeté sur les quais de la Seine et dans le fleuve plus de 70 000 exemplaires d'un des magazines de M. Alain Ayache, *Réponse à tout*, tiré à 550 000 exemplaires. M. Ayache est en conflit avec la CGT depuis qu'il a choisi de faire imprimer deux autres de ses journaux, *Le Matin* et *Special dimanche*, à Bernay (Eure) plutôt qu'à l'imprimerie parisienne Offprint (Le Monde du 22 août). Le directeur de Périodique Brochage et M. Ayache ont décidé de porter plainte.

La fusion de la Tribune et de la Cote Desfossés entraînera 53 licenciements à la Tribune. - La fusion des quotidiens économiques et boursiers la Cote Desfossés et la Tribune, qui devrait être concrétisée fin septembre, devra entraîner 53 licenciements à la Tribune sur 125 salariés. A la rédaction notamment, dix-sept journalistes et une dizaine de sténos de presse et de secrétaires seraient touchés. Mais ce plan est provisoire, une clause de cession (qui permet aux journalistes de partir avec indemnités) ayant été ouverte après le rachat de la Tribune par le groupe Desfossés International (Le Monde du 8 juillet). Le nouveau titre résultant de la fusion devrait compter 90 journalistes placés sous l'autorité de Philippe Labarde, actuel directeur de la rédaction de la Tribune. D'autre part, une « clause de conscience » sera ouverte pour la trentaine de journalistes de la Cote Desfossés qui souhaiteraient quitter le titre.

L'hebdomadaire allemand *Quick* arrêté sa parution après quarante-neuf ans d'existence. - *Quick*, hebdomadaire vedette de l'éditeur allemand Bauer, arrêté sa parution. La direction a justifié sa décision par la baisse des recettes publicitaires, qui se traduit par un manque à gagner de 35 millions de deutschemarks (plus de 118 millions de francs) et par la chute de la diffusion (700 000 exemplaires au lieu de 2 millions il y a trente ans). La Fédération allemande des journalistes a déploré cette décision en soulignant que les financements de Bauer étaient sains et que *Quick* restait parmi les premiers magazines allemands par son tirage. Créé en 1948 par autorisation des forces d'occupation américaines en Allemagne, *Quick* réunissait grandes enquêtes, potins sur les stars et photos suggestives.

CARNET DU Monde

Anniversaires de naissance

- Véronique, Paul, Sébastien, Arnelio et Camille

souhaitent un très bon anniversaire à leur

mère, belle-mère et grand-mère, le 26 août 1992.

Mariages

- Philippe CHATRIER et Claudine CROS

ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré le 9 août à Saint-Brieuc-Mer, le 25 août 1992.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Eleonor S. COLEMAN et Vincent TOLEDANO

ont la joie de faire part de leur mariage, célébré le 9 août 1992 à Cap-Elizabeth, Maine (USA).

Décès

- Nous apprenons le décès, survenu le 19 août 1992, à La Gaudie (Alpes-Maritimes), de

général Jean-Mary ACCART,

dont les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le mardi 25 août, à Verres (Essonan).

(Né le 7 avril 1912 à Fécamp (Seine-Maritime), ancien officier de marine embarqué passé dans l'aviation puis dans l'armée de l'air en 1936, Jean-Mary Accart commande une escadille de chasse en 1940, avec laquelle il remporte six victoires aériennes contre l'ennemi allemand. Lui-même se verra recueillir deux victoires homologuées. En 1942, il passe par l'école pour gagner l'Afrique du Nord où, avec plusieurs de ses élèves-pilotes évadés de France, il forme le groupe de chasse « Berry » qui, intégré à la Royal Air Force, se distingue dans des raids contre la flotte et durant le débarquement en Normandie. Après la guerre, Jean-Mary Accart sert notamment à l'Etat-major et à l'Inspection générale de l'Armée de l'Air. Colonel en 1951, il commande la base de Reims. Général en 1957, il sert au commandement suprême des forces alliées en Europe, puis en Allemagne. Avec le rang de général de corps aérien, il est nommé en 1963 inspecteur des programmes de fabrication d'armement. En 1965, le général Accart est élevé à la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur. Il a présidé l'association des pilotes de chasse. Il a écrit plusieurs ouvrages, dont *Chasseurs du ciel* qui fut le premier document sur la guerre aérienne 1939-1945.)

- Gredigann, Oran.

M^{me} Maurice Cassé, Le docteur et M^{me} Jean Cassé et leurs enfants, M. Pierre Cassé, Le docteur et M^{me} Charles Cassé et leurs enfants, M^{me} Victor Bohé et ses enfants, M^{me} Henriette Laget, Parents et alliés, font part du décès de

docteur Maurice CASSÉ, survenu dans sa quatre-vingt-septième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Gredigann (Gironde) le 21 août 1992.

26, allée du Moulin-de-Desclau, 33170 Gredigann.

35, rue de la Vieille-Mosquée, Oran (Algérie).

- Vannes.

M^{me} Gortais, Ses enfants, Ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Albert GORTAIS, survenu le 21 août 1992.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale.

- Nous apprenons le décès, survenu lundi 24 août 1992, de

l'amiral Jean LE FRANÇ,

dont les obsèques seront célébrées, le jeudi 27 août, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis-des-Invalides à Paris et dont l'inhumation aura lieu le même jour à Noisy-le-Roi (Yvelines).

(Né le 28 janvier 1918 à Pauzan (Maine-et-Loire), ancien élève de l'École Navale, Jean Le Franc a notamment commandé le dragueur océanique *Vall-Long* (en 1955), l'escorte d'escadre

PARIS EN VISITES

JEUDI 27 AOÛT

«Versailles : Le quartier Saint-Louis», 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis (Office de tourisme).

«Montmartre, quartier d'artistes et de jardins, du Bateau-Lavoir au Lapin agile», 14 h 30, métro Abbesses (C. Merle).

«Montmartre au temps de Toulouse-Lautrec», 14 h 30, métro Pigalle (Europ expt).

«Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, plateformes et escaliers inconus», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (J. Maulier).

«Hôtels et église de l'Île Saint-Louis», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

Comptant (en 1981) et le porte-avions *Clemenceau* (en 1986). Promu contre-amiral en 1985, il devient vice-chef d'état-major «opérations» à l'état-major de la marine. Il commande ensuite l'armement maritime de Loiret et, en 1975, il est promu capitaine de frégate. C'est à ce poste qu'il a effectué son mariage, le 14 octobre 1976, de pétrolier *Boulton* qui provoque une grave pollution de la Bretagne. Elevé au rang d'amiral, il devient en 1977 inspecteur général de la marine. Titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et de décorations étrangères, l'amiral Le Franc était grand-officier de la Légion d'honneur.

- M. Henry Bénaroya, président de la société Staline SA. Ainsi que tous ses collaborateurs, tiennent à exprimer leur profonde tristesse à la suite du décès de

M. Auguste MOIROUX, survenu le 25 août 1992, dans sa soixante-quatrième année, des suites d'une longue maladie.

(Né le 5 août 1928, à Lyon, M. Auguste Moiroux est ingénieur diplômé de l'École centrale de Lyon et de l'École supérieure des mines. Professeur à l'École centrale de Lyon, de 1966 à 1976, il est nommé directeur de 1976 à 1982. De 1977 à 1988, M. Moiroux exerce la fonction de vice-président de la Confédération des grandes écoles, de membre du Conseil supérieur de la recherche, de 1982 à 1988, et, depuis 1988, de membre du conseil d'administration de l'Association nationale pour la recherche technique. Expert auprès du gouvernement français pour la recherche européenne. Staline de recherche pour un nouveau type de centrales électriques de moyenne puissance, il était, depuis 1990, vice-président de la société Staline SA.)

- Yves TROTIGNON, agrégé de l'Université,

est décédé pieusement le 21 août 1992, dans sa soixante-neuvième année.

Jacques Trotignon La Chaume, 36300 Rosnay.

Remerciements

- L'ambassade du sultan d'Oman à Paris remercie bien sincèrement tous ceux qui se sont déplacés et ceux qui lui ont adressé un message pour témoigner leur sympathie lors du décès de la mère de

Sa Majesté le sultan QABOOS BIN SAID, sultan d'Oman,

et les prie de trouver ici l'expression de sa vive gratitude.

Avis de messe

- Christiane BARTON, née Cognet,

a été retirée à l'affection des siens, le 15 juillet 1992.

En sa mémoire, une messe sera célébrée en l'église de Combloux (Loiret), près d'Orléans, le samedi 29 août, à 9 h 30.

A la demande de Sir Derek Barton, son époux, il n'y aura ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés pour la recherche contre le cancer au professeur Pierre Forier, directeur de l'Institut de chimie des substances naturelles au CNRS, 91190 Gif-sur-Yvette.

Anniversaires

- Il y a cinq ans, décédait le

docteur Elie COHEN-HADRIA.

Qu'il survive dans la pensée de ceux qui l'ont estimé et aimé.

- Le 26 août 1983, Isidre FELEA

nous a quittés.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

- Le 27 août 1988, Dion rappoait à Lui

M^{me} Adrien GOUTEYRON, née Rosta Julien.

Pour cet anniversaire une messe sera célébrée le 27 août 1992, à Rosières (Meuse-Loire).

« Vous avez raison de fixer votre regard sur elle comme sur une lampe brûlant dans un lieu obscur en attendant que se lève le jour. »

A Washington

Les négociations de paix israélo-arabes se déroulent dans un bon climat

Négociateurs israéliens et arabes font assaut de bonne volonté pour parler de paix qui ont repris lundi 24 août à Washington. Ce climat a permis au premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, d'affirmer que, s'il existe bien « des écarts énormes entre nos positions et celles des Arabes », le fait est qu'à Washington « les négociations sont parties du bon pied ».

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Les Palestiniens acceptent de discuter la proposition israélienne d'être au printemps prochain ceux d'entre eux qui administreront, sans aucun pouvoir législatif, les cinq années d'autonomie qui leur avaient été promises et qu'ils avaient refusées il y a près de quatre ans dans les accords de Camp-David.

Au deuxième jour des négociations israélo-arabes qui ont repris sous les meilleurs auspices dans les locaux du département d'Etat américain, le climat général des discussions, marquées par une volonté commune de calmer le jeu et de ne pas se laisser entraîner dans un blitz médiatique qui pourrait se révéler dommageable, est resté bon et productif.

Après les Syriens, surpris lundi par l'esprit d'ouverture des israéliens, les Palestiniens, dont c'était mardi la première rencontre officielle avec leurs interlocuteurs, se sont vu remettre un épais document de travail, détaillant avec soin les conditions dans lesquelles Israël est prêt à leur transférer un certain nombre de responsabilités administratives dans une quinzaine

de secteurs d'activité, exception faite des affaires étrangères et de la défense.

Porte-parole de sa délégation, M^{me} Hanane Ashraoui a répété que les Palestiniens veulent élargir une véritable Assemblée nationale de cent quatre-vingts membres, pourvue de certains pouvoirs législatifs. « Nous avons besoin d'une véritable source de légitimité », a-t-elle expliqué. Mais elle a également indiqué que son camp « ne rejette aucune proposition a priori ».

Israël, on le sait, envisage plutôt l'élection d'une sorte de « conseil administratif » de quelques dizaines de membres tout au plus (le Monde des 23 et 24 août). « Nous n'avons certainement pas renoncé à convaincre nos interlocuteurs du bien-fondé de nos propositions », a ajouté la porte-parole, mais il est dans la nature des négociations que chacun tente de persuader le camp adverse.

Se conformant au mot d'ordre général qui consiste désormais à en dire le moins possible aux médias, M^{me} Ashraoui n'a pas souhaité commenter les propositions israéliennes « qui méritent d'être étudiées avec attention ».

« Ne pas se laisser aller à l'euphorie »

On murmure notamment qu'outre les questions de l'ordre public dans les territoires occupés — lequel implique la formation de policiers palestiniens — l'administration de la santé, de l'éducation, etc., le gouvernement de M. Rabin envisagerait d'étendre la responsabilité palestinienne à une sorte de contrôle commun des terres et des ressources hydrauliques à Gaza et en Cisjordanie. Sous le gouvernement précédent, celui de M. Itzhak

Shamir, il n'en était pas question. Cela dit, a souligné M^{me} Ashraoui, « il ne faut pas s'emballer » car rien n'est joué. « Oui, a-t-elle reconnu, l'atmosphère a changé. Oui, le climat est meilleur. Oui, nous avons face à nous des israéliens apparemment sérieux dans leur volonté de négociation. » Mais il ne faut pas « se laisser aller au climat d'euphorie qui entoure le nouveau gouvernement, car les questions à l'ordre du jour vont immanquablement nous ramener aux dures réalités de l'occupation ».

Et de rappeler que si l'équipe de M. Rabin avait bien stoppé la construction de cinq mille logements pour les colons juifs dans les territoires occupés « le feu vert a été donné à plus de onze mille autres », lesquels vont aboutir à une augmentation de 50 % du nombre des colons et formeront en toute hypothèse « onze mille obstacles supplémentaires à la paix ». De même, a-t-elle ajouté, « il reste treize mille prisonniers politiques » dans les geôles israéliennes, « plus de mille cinq cents » activistes palestiniens ont été déportés dans les pays avoisinants et « ils devront être autorisés à rentrer ».

L'armée israélienne a reçu l'ordre de « déminer » certaines maisons palestiniennes condamnées à la fermeture dans les années précédant le début de l'intifada en 1987. « Nous nous en félicitons », a commenté M^{me} Ashraoui, « mais beaucoup d'autres ont été murées ces dernières années. Quand seront-elles restituées à leurs légitimes propriétaires ? Vont-ils aussi reconstruire toutes les maisons qui ont été dynamitées par l'armée ? » A toutes ces questions, les Palestiniens veulent des réponses. « Les premiers signes sont encourageants mais la négociation ne fait encore que commencer ».

Même volonté de passer des symboles à la substance chez les Syriens. « Nous avons des espoirs », a déclaré mardi M. Mowaffak Alal, chef de la délégation venue de Damas, « mais rien de concret n'est encore sorti de nos discussions ». A propos du Golan notamment, « il n'a pas encore été question pour les Israéliens d'évoquer un éventuel retrait, et nous n'avons reçu de leur part aucune proposition concrète à ce sujet ». Bien sûr, la suite des discussions n'en sont qu'à leurs balbutiements et nous verrons bien comment elles vont évoluer », a ajouté le diplomate syrien.

L'idée développée à Jérusalem, notamment par M. Shimon Pérès, le ministre des affaires étrangères, est que, s'ils veulent aboutir, « les Syriens doivent assouplir leur position ». Oui, la résolution 242 des Nations unies qui prévoit l'échange « de » ou « des » territoires occupés contre la paix, « s'applique à tous les fronts », a confirmé le chef de la diplomatie « mais si les Syriens exigent comme préalable que nous nous retirions totalement du plateau, a-t-il ajouté, ils se trompent ».

PATRICE CLAUDE

La lutte contre la famine

M. Boutros-Ghali préconise l'envoi de trois mille cinq cents « gardes bleus » en Somalie

Dans un rapport adressé aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU, dont une copie a été obtenue, mardi 25 août, à New-York, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, a recommandé l'envoi de quelque trois mille cinq cents « gardes bleus » en Somalie. La proposition de M. Boutros-Ghali revient à ajouter trois mille soldats onusiens aux cinq cents autres dont l'envoi a déjà été autorisé par le Conseil de sécurité, et qui sont attendus à Mogadiscio, début septembre.

« Les victimes appartenant au clan des Majerteen », a précisé le

responsable du CICR. Elles devraient être évacuées sur Garo, une ville du Nord, située en territoire majerteen. La ville de Kismayo se trouve, elle, dans un des fiefs du clan des Ogaden. Ce n'est pas la première fois que des employés du CICR sont tués, depuis le début du conflit somalien. Mais jamais, jusqu'à ce jour, une telle tuerie, orchestrée de sang-froid, n'avait pris pour cible un convoi portant les emblèmes du CICR et du Croissant-Rouge. — (AFP, Reuters)

Pour empêcher la création d'une zone d'exclusion dans le Sud

L'Irak adresse une mise en garde aux Nations unies

Recourant au chantage, l'Irak a averti les Nations unies que la présence des « gardes » de l'ONU « ne sera plus tolérée » sur son territoire, si la zone d'exclusion aérienne envisagée dans le sud du pays était mise en place.

Le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, a transmis cet avertissement au secrétaire général adjoint de l'ONU pour les affaires humanitaires, M. Jan Eliasson, a précisé le secrétaire général, M. Boutros-Ghali, dans une lettre adressée au président en exercice du Conseil de sécurité, le

représentant chinois, M. Li Daoyou.

Bagdad a indiqué qu'il entendait pour le moment respecter le statu quo, en autorisant les cent vingt gardes de l'ONU — chargés d'assurer la sécurité du personnel humanitaire — à rester sur place, mais qu'il s'opposerait à tout remplacement ou personnel additionnel. Le représentant de la Grande-Bretagne, Sir David Hannay, a aussitôt accusé l'Irak de faire preuve de « mauvaise volonté ». Le gouvernement irakien tente systématiquement d'écarter les fonctionnaires de l'ONU du sud du pays. C'est pour cette raison qu'il est important de « garder un œil » sur ce qui se passe dans les zones méridionales de l'Irak, a ajouté le diplomate.

Peu auparavant, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater avait laissé entendre que l'interdiction faite à l'Irak de survoler le sud de son territoire pourrait être annoncée dès mercredi par le président Bush. Les avions irakiens qui violeraient cette zone, une fois qu'elle serait instaurée, pourraient être abattus à vue et sans avertissement, a indiqué l'animal blanc. Benoit, qui commande la flotte américaine patrouillant dans le Golfe. Selon le Pentagone, Bagdad aurait déjà retiré du sud du pays tous ses avions de combat et une partie de ses hélicoptères. — (AFP, Reuters)

A l'issue du conseil des ministres

« Il est indispensable que tous les partisans de l'Europe s'expriment »

déclare le porte-parole du gouvernement

M. Martin Malvy, porte-parole du gouvernement, qui a rendu compte, mardi 26 août, de la réunion du conseil des ministres, a commenté la déclaration faite la veille sur TF1 par M. Valéry Giscard d'Estaing sur la ratification du traité de Maastricht. « Je prends acte avec beaucoup d'intérêt de son entrée dans la campagne pour le « oui » au référendum, a-t-il dit. Il est tout à fait indispensable que les représentants de l'opposition tenants du « oui » s'engagent et s'affirment. A propos des conseils de discipline donnés à M. Mitterrand par le président de l'UDF, M. Malvy a précisé que M. Giscard d'Estaing était « libre de donner son opinion » mais qu'il était « indispensable que tous ceux qui sont partisans de l'Europe s'expriment et disent aux Français pourquoi ils doivent voter « oui ». « Et s'il en est un, a conclu le porte-parole, qui a participé à la construction de l'Europe, à l'élaboration du traité, à sa signature, c'est bien le président François Mitterrand ».

Pour sa part, M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires

européennes, interrogée à sa sortie du conseil, s'est dite « confiante » au sujet de la monnaie du « euro » dans les sondages, estimant que celle-ci « va provoquer un électrochoc » dans le camp des partisans du « oui ».

Le porte-parole du gouvernement a indiqué que M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, avait évoqué la conférence de Londres sur l'ex-Yugoslavie, déclarant notamment : « Un certain nombre de signes avant-coureurs laissent penser que l'on est fondé à attendre de cette conférence un certain nombre de résultats favorables, sans faire preuve pourtant d'un optimisme excessif ».

Enfin, le conseil des ministres, qui a adopté un projet de loi accordant la garantie de l'Etat à certaines expositions temporaires d'œuvres d'art, a procédé à un mouvement préférentiel : M. Jean-François Scheller, préfet de Loir-et-Cher, a été nommé préfet de l'Eure, en remplacement de M. Michel Mathieu, nommé préfet de l'Oise le 5 août. M. Gérard Guiter, préfet du Gers, lui succédera comme préfet de Loir-et-Cher.

L'élection présidentielle au Cameroun est avancée au 11 octobre

Dans un message radiotélévisé, mardi 25 août, le chef de l'Etat, M. Paul Biya, a annoncé la tenue anticipée de l'élection présidentielle, le 11 octobre. Cette décision — à laquelle M. Biya a indiqué qu'il serait candidat — était initialement prévue pour mai 1993. « Depuis de long mois, les préoccupations électorales (...) maintiennent dans le pays un climat préjudiciable aux efforts de redressement et de relance de l'économie », a expliqué le président, soucieux de voir le Cameroun « sortir de cette situation d'attente ».

Cette décision, qui répond aux vœux des responsables du parti de M. Biya, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, ex-parti unique, majoritaire au Parlement) n'a surpris ni les opposants modérés de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP) de M. Bello Bouba Maigari, qui avait déjà fait savoir qu'il « se préparait pour la présidentielle », ni le Social Démocratique Front (SDF) de M. John Fru Ndi, qui a récemment affirmé qu'il « traitait l'élection présidentielle, quelle que soit la date à laquelle elle se tiendrait, comme la loi électorale ». — (AFP)

En Géorgie

De nouveaux affrontements ont fait plusieurs dizaines de morts en Abkhazie

De nouveaux affrontements ont eu lieu, mardi 25 août, entre troupes géorgiennes et formations abkhazes. Selon l'agence Interfax, qui cite des sources géorgiennes, une attaque abkhaze contre la ville de Gagra, au nord-ouest de Soukhoumi, a fait plusieurs dizaines de morts parmi les gardes géorgiens qui se sont trouvés à court de munitions.

D'autre part, la présidence russe a annoncé que la rencontre entre M. Boris Eltsine et le numéro un géorgien, M. Edouard Chevardnadze, aurait lieu le 3 septembre à Moscou. Le président du Parlement abkhaze, M. Ardzimba, et les représentants des « peuples montagnards » du Caucase, qui ont proclamé leur soutien aux Abkhazes, participeront également à cette rencontre.

En même temps, le président russe, dans un message adressé aux différentes parties, réitère son attachement au principe de l'intégrité territoriale de la Géorgie, appelée à un retrait des troupes et assure que la Russie prend toutes les mesures pour empêcher la pénétration de « formations armées » en territoire géorgien. — (Corresp.)

Accord entre TWA et ses pilotes sur un plan de restructuration. — La direction et les pilotes de Trans World Airlines (TWA) sont parvenus, mardi 25 août, à un accord sur un plan de restructuration de la compagnie aérienne américaine placée sous la protection de la loi des faillites en janvier. L'accord prévoit le transfert aux créanciers de TWA de 55 % du capital de la compagnie en échange de l'annulation de la quasi-totalité de sa dette à long terme. — (AFP)

SOMMAIRE

LES FINS D'EMPIRES

33 - Oran, été 1982 2

ÉTRANGER

L'ouverture de la conférence de Londres sur l'ex-Yugoslavie 3
Le remplacement de lord Carrington 3
Les combats autour de Sarajevo ont fait une centaine de morts 3
Les réfugiés bosniaques dénoncent de nombreuses exactions serbes 5
Allemagne : quatrième nuit de violences xénophobes 5

POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre : les résultats des derniers sondages inquiètent les partisans du traité de Maastricht 6-7
Le lancement de la campagne de l'UDF 6
A Lyon, le RPR fait un accueil triomphal à M. Séguin 6
Point de vue : « La voie de la sagesse », par Philippe de Villiers 6
« Prime à la démocratie », par Patrick Jarreau 7

SOCIÉTÉ

Environnement : deux rapports relancent la polémique sur le tunnel du Somport 9
L'amertume des surveillants de prison 9
Le gouvernement invite les cliniques et les laboratoires à traiter leurs déchets médicaux 9
Après avoir balayé le sud de la Floride, « Andrew » est arrivé en Louisiane 20

CULTURE

Cinéma : le Dernier des Mohicans, de Michael Mann 10

Arts : Jacques Villon, peintre sans concessions 10

ARTS • SPECTACLES

La Biennale de la danse à Lyon : rencontre avec Alicia Alonso • Espagne, vitérité chorégraphique • Rencontre avec Guy Darnet : la fête sous le signe de la Paloma • « Good News » : le dernier album de Carmel • La rentrée à Paris et en Ile-de-France 11 à 16

ÉCONOMIE

Les sondages français sur le référendum et leurs conséquences sur les marchés financiers 17
M. Vignier appelle au rejet des accords de Maastricht 17
Au mois de juillet, le commerce extérieur de la France a été excédentaire de 6,2 milliards de francs 18
M^{me} Aubry critique les déclarations de Bernard Tapie Finance 18

COMMUNICATION

Les programmes de rentrée de TF1 20
Harmonia Mundi développe son réseau de ventes de disques 20

Services

Abonnements 10
Annonces classées 7-8
Carnet 20
Marchés financiers 18 et 19
Météorologie 21
Mots croisés 20
Radio-télévision 21
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Le Monde » daté 26 août 1992 a été tiré à 474 785 exemplaires.

Demain dans « Le Monde »

« Le Monde des livres » : la rentrée littéraire

190 romans français, 140 étrangers : les grandes manœuvres de l'autisme littéraire commencent avec, crise oblige, une production en baisse. Un panorama de cette rentrée, des écrivains reconnus et admirés (Modiano, Nourissier) aux 37 débutants qui tentent l'aventure littéraire. Dans son feuilleton Michel Braudou dépeint deux d'entre eux, Isabelle Jarry et Guillaume Le Touze. Roland Jaccard s'est enthousiasmé pour un troisième, Jean Pierre Gattégno. Pierre Lepape a lu le nouveau roman de Jean Echenoz et Patrick Kéchichian celui d'Alain Bonnard. La chronique de François Bon est, elle, le refuge des valeurs sûres : Corinne Foubert, d'Henri Calet.

TERMINALE PILOTE BAC B Prépa intégrée Sciences Po ou école de commerce

INSTITUTION FRILLEY

Première Prépa HEC créée en 1864, l'Institution FRILLEY bénéficie de 138 ans d'expérience et d'un réseau de 18 000 anciens. Une tradition de qualité de suivi et de rigueur désormais aussi au service des jeunes qui veulent : réussir le Bac B et intégrer la même année Sciences Po ou une école de commerce telle que CEFAM, CESEM, EBS, EPSCI, ESSCA, ICD, ou accéder ensuite au meilleur niveau d'une prépa HEC.

Institution Frilley : 63 avenue de Villiers, 75017 Paris. Tél. 42 38 21 21